

M. Chirac, la défense et l'Allemagne

Le discours que M. Jacques Chirac a prononcé, le samedi 12 décembre, devant l'Institut des hautes études de défense nationale prolonge et approfondit une évolution constatée en France en matière de défense ces deux derniers mois. D'une part, Paris cherche par tous les moyens à se rapprocher de la République fédérale en complétant le volet « sécurité » du traité franco-allemand de 1963. D'autre part, une révision est en cours sur le concept des armes « préstratégiques » françaises, armes de l'« ultime avertissement ».

Sur le premier point, les formules employées par le premier ministre vont loin. Jamais un responsable français n'avait dit aussi clairement que l'engagement de la France au cas où la RFA serait victime d'une agression serait « immédiat et sans réserve », qu'il ne saurait y avoir une « bataille d'Allemagne » séparée de la « bataille de France ». Jusqu'à présent, Paris entendait se réserver la liberté de décision jusqu'au dernier moment et n'excluait pas le cas extrême d'un repli sur l'hémisphère. Les déclarations de M. Chirac devraient donc être bien accueillies à Bonn.

La doctrine stratégique française continue une évolution dont M. François Mitterrand avait pris l'initiative. En fait, Paris n'a jamais vraiment eu que faire de ses Pluton, ces armes à courte portée dites d'abord « tactiques », puis « préstratégiques », qui avaient l'inconvénient de menacer exclusivement le territoire allemand. La rampe de lancement du Pluton par l'Italie, de portée plus longue, allège partiellement les craintes de Bonn, sans résoudre pour autant le problème de fond. Le meilleur moyen d'adresser un ultime avertissement à l'adversaire n'est-il pas d'opérer un tir limité quant à ses effets mais tout de même directement sur son territoire, c'est-à-dire avec des engins de même portée que les armes stratégiques ?

C'est bien ce que laisse entendre M. Chirac lorsqu'il parle d'un « précis, efficace et limité », effectué « aussi loin que possible dans la profondeur du dispositif adverse ». Mais si tel est bien le but recherché, il faut bien admettre que l'Hadès n'est pas l'arme adéquate à cette fin.

Un autre facteur fait planer un doute sur ce programme. Comme vient de le confirmer la session du conseil atlantique à Bruxelles, une pression croissante s'exerce, à l'instigation des Allemands, pour engager avec Moscou une négociation sur les armes nucléaires à courte portée (moins de 500 kilomètres), autrement dit pour ajouter une troisième « option zéro » à celle qui vient d'être scellée par l'accord des Deux Grands.

L'Hadès entre dans cette catégorie d'armes, et il pourrait être beaucoup plus difficile cette fois de le tenir à l'écart de la négociation. Déjà militairement dangereux et diplomatiquement dangereux, cet engin est-il bien nécessaire ?

Le discours du premier ministre
L'engagement de la France serait immédiat et sans réserve dans l'hypothèse d'une agression contre l'Allemagne fédérale.
Lire page 3.

Onze morts et des dizaines de blessés après l'explosion d'une voiture piégée

La police espagnole soupçonne le commando de Saragosse d'être venu de France

Le bilan de l'attentat de Saragosse, où une voiture piégée a explosé, le vendredi 11 décembre, devant une caserne abritant des logements de fonction de la garde civile, s'élève à onze morts. En attendant une revendication officielle, la police attribue cet attentat aux séparatistes basques de l'ETA, dont le commando, selon elle, est venu de France. Cette hypothèse est considérée comme « probable » au ministère de l'intérieur à Paris.

MADRID
de notre correspondant

Trois attentats en un jour avec un bilan de douze morts : le terrorisme basque n'en finit pas de « rougir ». La démocratie espagnole. Elles paraissent tout d'un coup bien dérisoires les discussions actuelles entre partis basques pour la « paix en Euzkadi » face aux cinq petites filles décapitées et aux sept autres per-



sonnes tuées, le vendredi 11 décembre, à l'aube, à Saragosse par une voiture piégée des séparatistes de l'ETA.

Quelques heures après l'attentat contre la caserne de la garde civile de la capitale aragonaise, qui a fait onze morts, un policier était gravement blessé par un colis piégé déposé dans sa boîte aux lettres à Basauri (Pays basque). Enfin, vendredi soir, peu

avant minuit, à Placencia (Pays basque), un garde civil de quarante-huit ans a été abattu à bout portant sous les yeux de sa femme.

Cette série a de quoi inquiéter. C'est d'abord la rupture de plusieurs semaines de silence de l'ETA, rentrée sous terre après l'effacement tour de vis franco-espagnol.

(Interim.)
(Lire la suite page 5.)

Les retombées du conflit du Golfe

Economie de guerre à Bagdad

Téhéran a semé le doute quant aux intentions de Paris vis-à-vis du pétrole irakien en annonçant, en marge de la réunion de POPEP, une prochaine levée de l'embargo français, ce que l'on dément toutefois dans les milieux gouvernementaux et industriels (lire page 4). Par ailleurs, à Bagdad, on assiste à une remise en ordre de l'économie irakienne susceptible de remplacer le pays sur la voie du développement.

BAGDAD
de notre envoyée spéciale

Une position avantageuse à l'ONU, l'appui du monde arabe après le sommet d'Amman, une économie en meilleure posture : les dirigeants irakiens sont plus à l'aise, alors que Téhéran annonce une nouvelle fois une grande opé-

ration militaire. Mais, plus de quatre mois après le vote par le Conseil de sécurité de l'ONU de la résolution 598, demandant notamment un cessez-le-feu immédiat, on estime, à Bagdad, que les choses ont assez duré et qu'il faut se rendre à l'évidence : Téhéran refuse la 598. Ce que, souligne-t-on, Bagdad répète depuis juillet. « En conséquence », affirme M. Wissem Al Zabawi, vice-ministre des affaires étrangères irakiennes, le Conseil de sécurité doit prendre ses responsabilités et adopter une deuxième résolution. « C'est-à-dire prendre des sanctions contre l'Irak, notamment un embargo sur les ventes d'armes et des sanctions économiques. » C'est, ajoute-t-il, une question de crédibilité.

FRANÇOISE CHIPAUX
(Lire la suite page 4.)

La mise en liberté des frères Chaumet

La longue plainte des créanciers

MM. Jacques et Pierre Chaumet ont été libérés, le vendredi 11 décembre, de la prison de Fleury-Mérogis où ils étaient incarcérés depuis le 13 juin dernier. Cette mise en liberté était de droit. Au même moment, tandis que la justice genevoise lançait contre les deux joailliers

Une seule décision aurait pu faire obstacle à la libération automatique de MM. Jacques et Pierre Chaumet au bout de six mois de détention préventive : de nouveaux chefs d'accusation signifiés par le juge d'instruction, M. François Chanut, qui s'y est refusé. Pour l'heure, Car, plus se multiplient les procès-verbaux d'audition, expertises comptables, témoignages, perquisitions et saisies, plus il apparaît que la profession de banquier était pratiquée dans la maison Chaumet.

Ce dossier foisonnant et complexe qui atteint déjà plus de mille pages, — « énorme krach », « véritable bombe financière »,

parisiens un mandat d'arrêt international, purement formel, l'un des créanciers de la joaillerie, M. Alexandre Reza, demandait au juge d'instruction, M. François Chanut, de procéder à l'audition de M. Albin Chalandon, ministre de la justice.

Reconnue dès le 11 juin par M. Jacques Chaumet devant les enquêteurs de la brigade financière ; détaillée par le représentant du parquet, M. Yves Chauvy, qui, dans un réquisitoire, assure que « les frères Chaumet se comportaient comme des banquiers » ; illustrée par la saisie d'une liste de soixante-quatorze comptes courants nominatifs et d'un relevé d'une trentaine de dépôts occultes, cette pratique est amplement dévoilée par les investigations complémentaires du juge et des policiers.

GEORGES MARION
et EDWY PLENEL
(Lire la suite page 9.)

Insécurité et racisme

L'autre Bourse des valeurs

« La tolérance est une valeur en hausse. » Tel est le constat de M. Michel Hannoun, député RPR de l'Isère, dans le rapport sur le racisme qu'il vient de remettre au premier ministre. Angélisme ? Lucidité ? Méthode Coué ? On souhaiterait que ce député, connu lui-même pour sa tolérance et son ouverture, ait tout à fait raison. Mais il y a des jours où on est tenté d'en douter.

C'est dans le département dont il est l'élu que M. Hannoun peut avoir aujourd'hui le sentiment d'être démenti par les réalités. Dans une des petites communes constituant l'agglomération de Pont-de-Chéruy — ville où M. Mitterrand se rend lundi pour inaugurer un lycée, — la population est en émoi depuis le meurtre, au soir du 1^{er} novembre, d'un policier municipal, tué par un Algérien aujourd'hui recherché. Pétition demandant au chef de l'Etat le rétablissement de la peine de mort, aggravation de la tension

entre les communautés dans cette ville industrielle où plus du quart de la population est d'origine étrangère, « deuil communal » décidé par le maire (RPR), qui déclare n'avoir pas encore eu le temps de lire le rapport Hannoun : les esprits sont très échauffés même si on n'a pas eu à constater de passage à l'acte ni de représailles.

A l'autre bout de la France, dans la région de Caen, la police vient d'arrêter deux jeunes gens, animateurs d'une dérisoire et criminelle association secrète qu'ils avaient baptisée La main blanche. Son activité essentielle consistait à commettre des attentats contre des Maghrébins : un épicier algérien était mort après l'explosion d'un colis piégé déposé dans un café fréquenté par des immigrés. L'un d'eux, au moment de son arrestation, a lancé aux policiers : « Ce n'est pas à vous que j'en ai, c'est aux Arabes. J'en ai déjà buté. »

loi, crime de « petits Blancs », enfilés dans leur défilé de clandestinité immature, la montée d'un climat de peur qui gagne parmi ces « racistes mous » dont parlait M. Hannoun dans son rapport et qu'un fait divers peut faire basculer dans une hostilité plus marquée : la frontière entre la tolérance et l'intolérance varie en fonction de micro-climats liés à des délits ou à des crimes qui activent soudain les braises d'un feu qu'on croyait éteint.

S'il est possible que la tolérance soit en hausse à la Bourse des valeurs de la France profonde, il ne faut peut-être pas négliger que la cote de la « valeur » peur peut flamber à la moindre occasion, sans parler de la « valeur » sottise, dont l'histoire enseigne qu'elle est désespérément stable.

BRUNO FRAPPAT.
(Lire nos informations, page 10.)

7 F
NUMÉRO
DE DÉCEMBRE

Le Monde

dossiers et documents

LES ARCHIVES
DE L'ACTUALITÉ

FEMMES EN FRANCE

Des acquis juridiques récents.
Un glissement des valeurs et des statuts.
Des résistances encore fortes.

LES SYNDICATS DE SALARIÉS

L'état des forces.
Pourquoi le pluralisme ?
Une mutation imposée.
Un phénomène international.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

سكنا من الامم

2 Le Monde • Dimanche 13-Lundi 14 décembre 1987 •••

Dates

Il y a cinquante ans

Le sac de Nankin

RENDEZ-VOUS

Dimanche 13 décembre. — Belgique : élections législatives anticipées.
Japon : visite de M. Michel Noir (jusqu'au 15).
Oslo : visite du secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz.
Lundi 14 décembre. — Manille : troisième sommet de l'ASEAN (jusqu'au 16).
Bucarest : réunion du PC roumain (jusqu'au 16).
Mardi 15 décembre. — Rome : procès des auteurs du massacre de Fiumicino (1985).
Bonn : visite de M. George Shultz.
Mercredi 16 décembre. — Corée du Sud : élection présidentielle.
Washington : visite officielle du président du conseil italien, M. Goria, et du ministre des affaires étrangères.
Jeudi 17 décembre. — Paris : visite officielle du ministre autrichien des affaires étrangères, M. Alois Mock.
Budapest : session du Parlement.
Vendredi 18 décembre. — Karachi : mariage de M^{me} Benazir Bhutto, principale dirigeante de l'opposition.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Faure (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Woutet.
Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.
Correspondant en chef :
Claude Salas.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télécopieur : 206 136 F

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Le Monde

TELEMATIQUE

Comptez 36-15 - Tapez LEMONDE

ABONNEMENTS
50 F 507
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messageries)
L - BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS
399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE/TUNISIE
504 F 972 F 1 484 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.
Changements d'adresse définitifs ou
provisaires : nos abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines
avant leur départ. Joindre la dernière
bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire
tous les noms propres en capitales
d'imprimerie.

ABONNEMENTS
PAR MINITEL
36-15 - Tapez LEMONDE
code d'accès ABO
365 jours par an, 24 heures sur 24

QUAND les premiers soldats japonais entrent le 13 décembre 1937 à Nankin, la capitale de la Chine nationaliste, évacuée le mois précédent par le généralissime Tchang Kaï-chek (surnommé le « Gimo »), a été déclarée ville ouverte. Abandonnée par une grande partie de sa population, la métropole a, en revanche, accueilli des centaines de milliers de réfugiés. Cela fait cinq mois que la guerre sino-japonaise fait rage. Les Japonais, malgré la résistance chinoise, sont entrés en force dans ce grand géant malade, occupant sa capitale historique — Pékin, alors appelée Peïping, la « Paix du Nord » — sa capitale économique, Shanghai, et Canton, la capitale du Sud.

La violence avait déjà régné lors de la longue bataille pour Shanghai, l'armée japonaise écrasant civils et militaires sous un déluge de feu. Mais c'est pendant ce que l'on a appelé le « sac de Nankin » — en anglais, on dit avec plus de réalisme le « viol de Nankin » — que la soldatesque japonaise a atteint les limites de l'horreur.

Quand les Japonais franchirent les hautes murailles construites par les empereurs Ming autour de Nankin, rares étaient ceux qui s'attendaient au pire. Le général Tang Seng Shih, commandant de la place, s'était enfui, son armée s'était débandée sous les coups de boutoir nippons, après avoir jeté armes et uniformes dans les rues. Les tracts lancés par avion préchaient le calme : « Les troupes japonaises s'appliqueront, dans toute l'étendue possible, à protéger les bons citoyens et à leur permettre de vivre en paix, dans l'exercice normal de leurs occupations », assuraient-ils (1).

Ivres de victoire, de fureur, les soldats nippons furent lâchés dans Nankin comme des bêtes fauves, sans contrôle pendant des jours. Ils venaient de perdre 40 000 camarades — contre 450 000 pour les Chinois, soit 60 % de leurs effectifs — face à des adversaires qu'ils méprisaient. Ils s'étaient battus pendant des mois dans des conditions affreuses. Le jour de la revanche était arrivé, qui plus est toléré, voire encouragé par des chefs qui pratiquaient habituellement une impitoyable discipline. La ville fut mise à sac, incendiée par des soudards ne respectant ni hôpitaux, ni écoles, ni églises, ni locaux couverts par l'immunité diplomatique.

Une boucherie organisée

Les témoignages des rares étrangers restés sur place sont terribles : viols, exécutions, massacres en masse. H.J. Timperley cite les témoins de ces viols collectifs, gemmes aussi bien que septuagénaires, ayant subi les assauts de parfois plus de vingt soldats. Les femmes étaient violées sur place, sur le seuil de la maison d'étrangers où elles tentaient de se réfugier, écolières dans leurs dortoirs, infirmières dans les hôpitaux, emmenées en groupe pour assouvir la soldatesque : les hommes qui refusaient de livrer femme ou fille étaient battus, parfois à mort. Volonté d'humilier tout un peuple, obsession sexuelle d'hommes soumis à une violence institutionnalisée, qui traumatisèrent toute une ville, tout un peuple. Au lieu de briser sa volonté de résistance, ces violences ne firent qu'exacerber le nationalisme chinois, déconsidérant par avance les gouvernements « collaborateurs », « fantoches » mis sur pied par Tokyo.

Les femmes ne furent pas les seules victimes du « viol de Nankin » : le nombre des victimes de cette dizaine de jours d'orgie meurtrière n'a jamais été établi avec certitude. Robert Guillain, alors tout jeune envoyé spécial de l'agence Havas en Chine, donne dans ses souvenirs le chiffre de 200 000 victimes (2). Toujours est-il que les survivants ont été traumatisés par ce qu'ils avaient vu, ce à quoi ils avaient échappé : tous ceux qui fuyaient, qui paraissaient suspects, qui avaient la malchance de se trouver face au canon d'un fusil nippon, furent tués.

Mais il n'y eut pas que de la folie dans ces massacres. La boucherie fut bien organisée : au cours du « recensement » de la population, raconte H.J. Timperley, « on

annonça à la foule que s'il y avait parmi elle d'anciens soldats et qu'ils seraient des rangs, ils avaient la vie sauve et on les emploierait comme travailleurs. Deux cent quarante sortirent des rangs... Deux ou trois survécurent pour raconter leur sort... L'un des groupes avait été mitraillé, l'autre, entouré de soldats, fut employé comme objectif pour l'escrime à la baïonnette ». D'autres, ficelés ensemble, furent arrosés d'essence et brûlés vifs, noyés ou utilisés pour l'exercice au sabre par les samouraïs en folie... Soldats, fonctionnaires furent massacrés systématiquement ; ce genre d'exécutions massives, on le retrouvera trente-huit ans plus tard au Cambodge, après le « sac » de Phnom-Penh par les Khmers rouges...

Malheureusement pour l'état-major impérial, pour ces militaristes avides d'« espace vital » qui lançaient l'archipel dans une frénésie de conquête, il y eut des témoins. Des généraux se plaignirent que

débris humains, en se battant féroce-

ment ». Les combats de Shanghai avaient commencé le 13 août — cinq semaines après l'incident du pont Marco-Polo —, le 7 juillet, près de Pékin, qui déclencha la guerre — par un « blitzkrieg » des Japonais, qui croyaient pouvoir écraser les Chinois par leur supériorité stratégique et tactique. « Le Japon gagnera la guerre en un mois », déclara le général Sugiyama, ministre de la guerre. Il est vrai que les nationalistes avaient mollement résisté autour de Pékin. Mais l'incident suscita une assez profonde réaction patriotique pour interdire tout règlement négocié.

Après des décennies de « grignotage » du territoire chinois — occupation de Port-Arthur (Dalian) en 1905, des concessions allemandes après le traité de Versailles, de la Mandchourie après l'incident de Moukden du 18 septembre 1931, et graduellement du nord de la

naïve, dans cette violence profonde et absurde, dans ce mépris de l'adversaire, au point de perdre toute perspective politique. La « collaboration » y est morte-née, et l'image du Japon, en Asie surtout, ne s'en est pas encore définitivement relevée. Quelle famille chinoise n'a pas connu dans son sein, parmi la parentèle, les amis ou les voisins, des victimes de la barbarie de l'armée japonaise ? Il faudra plus de vingt ans pour que Pékin, comme d'ailleurs Séoul, acceptent d'absoudre le Japon.

L'histoire réécrite

Et voilà qu'en 1982 le spectre de Nankin a resurgi. Cette fois dans les livres de classe. Sous la pression d'éléments conservateurs, le ministère de l'éducation nippon décida de gommer des livres d'histoire les traces des atrocités de la guerre, remplaçant le terme d'« invasion » par celui



ROUFF

des étrangers se soient trouvés inopportunistement sur place. Leur témoignage ne pouvait être assimilé à la propagande nationaliste chinoise. De même que ceux sur la violence des combats à Shanghai dans les mois qui précéderent, et qui avaient fait aussi des victimes par centaines de milliers d'août à décembre 1937. Albert Londres avait porté témoignage sur cette immense guerre de rue qui se déroulait aux portes de la concession française. Robert Guillain raconte dans ses souvenirs : « Ce fut finalement une bataille curieuse et bien chinoise, cette bataille de Shanghai. Elle était certes réelle avec ses héros et ses morts, mais en vraie bataille chinoise, elle avait en même temps ceci de truqué que les Chinois, dès que cela allait vraiment trop mal pour eux, pouvaient en sortir : ils n'avaient qu'à venir au bout de nos rues pour se réfugier sur le sanctuaire de notre territoire et s'y constituer prisonniers... des Français. En revenant du « front » vers 10 heures du soir, c'est au bout de la rue de Hué que je les ai vus sortir de la guerre et de la nuit... à quelques mètres des « boîtes », où des Occidentaux en smoking nayaient leur angoisse ou leur ennui ».

Après la fin des combats, Guillain fut autorisé à visiter le quartier de Chapei : « C'était le spectacle d'une ville après un bombardement [...] Les ruines, ce qui restait de pierre, de béton, de tôle, de surfaces pavées, tout était littéralement criblé, troué, rongé par l'effet d'un déluge de fer. Je visitai encore la campagne à l'ouest de la ville. Même ici, la guerre avait laissé une destruction terrible. [...] Dans les champs, on tombait sur l'épave de cadavres de soldats chinois gisant encore un peu partout. [...] Des chiens faméliques se poursuivaient pour aller le long d'une halle se disputer des

Chine, — la guerre éclatait enfin au grand jour. Conquérant économique qui ruinait l'industrie chinoise, l'Empire du Soleil-Levant et la clique de militaristes qui le dirigeait étaient devenus pour les Chinois des occupants d'une cruauté qui n'a toujours pas été oubliée, de même qu'en Asie du Sud-Est ou en Corée.

La « collaboration » mort-née

Malgré une résistance acharnée et des succès initiaux à Taierzhuang pour le général nationaliste Li Zongren, et à Pingxingguan pour le communiste Lin Biao, malgré le dynamisme des dignes du fleuve Jaune par les nationalistes pour ralentir l'avance japonaise — qui causa des centaines de milliers de morts parmi la population, — le « Gimo » dut abandonner sa capitale provisoire de Wuhan fin 1938 pour se réfugier à Chongqing (ou Chungking). L'entrée des États-Unis dans la guerre permit, après 1941, aux Chinois de bénéficier du soutien américain. Tchong Kaï-chek, qui donnait la priorité au blocus des zones communistes — « ils sont le cancer de la Chine, alors que les Japonais n'en sont que la vermine », disait-il, — céda encore du terrain à l'invasisseur lors des offensives de 1944. Les communistes trouveront dans cette guerre le tremplin militaire et politique qui leur permettra de terminer la guerre en héros de la lutte antijaponaise. C'est en capitalisant sur cette réputation gagnée dans la guérilla, de même que sur les erreurs politiques et stratégiques de Tchong Kaï-chek, qu'ils parviendront à remporter en 1949 la guerre civile.

Après la bataille de Shanghai, le « sac de Nankin » aura donc été le révélateur d'un nouveau nationalisme chinois. On pourrait dire que c'est là que se trouvent les premiers germes de la défaite japo-

ne « avance », « afin de ne pas heurter la sensibilité nationale » ; la guerre redevenait « nécessaire » ; « pour libérer l'Asie du joug des puissances européennes et américaines et pour bâtir une grande sphère de coprosperité en Asie orientale ». En ce qui concerne le « sac de Nankin », sur lequel les manuels se bornaient à faire état du « massacre de nombreux civils », la nouvelle moultre déclara simplement : « La vérité sur l'incident de Nankin n'a pas encore été établie. L'incident doit être décrit comme ayant pris place dans des circonstances anormales... » pourtant causée par l'« avance » japonaise ! La « nouvelle » histoire reprenait d'anciens slogans militaristes, comme si rien ne s'était passé depuis. Contrairement aux Allemands, une partie des dirigeants japonais paraissent toujours en peine d'exorciser le passé.

Devant la fureur de Pékin — mais aussi de Séoul, qui n'avait pas découvert moins de « vingt-quatre distortions » dans les nouveaux manuels, — le gouvernement japonais fit marche arrière. Son ministre des affaires étrangères rappela que « le Japon regretta profondément les relations passées », mais assura que des raisons techniques empêchaient tout retour aux textes antérieurs. En 1986, le premier ministre d'alors, M. Nakasone, « promit » à nouveau de « réexaminer » les manuels incriminés. Aujourd'hui, chaque fois qu'une ombre vient obscurcir les relations sino-japonaises, les Chinois remettent sur le tapis le douloureux souvenir du « sac de Nankin ».

PATRICE DE BEER.

(1) H.J. Timperley, correspondant de guerre du *Manchester Guardian*, *La guerre telle qu'elle est : la terreur japonaise en Chine*, Paris, 1939.
(2) Le Seuil/Arles, 1986.

“GRAND JURY” RTL - Le Monde

dimanche 18 h 15

en direct sur

JEAN-PIERRE
CHEVENEMENT

animé par
Olivier MAZEROLLE

avec André PASSERON et
Frédéric GAUSSEN (Le Monde)
Dominique PENNEQUIN
et Janine PERRIMOND (RTL)

RTL

Etranger

Après le sommet de Washington Américains et Soviétiques ont informé leurs alliés

A Bruxelles

Les Français et les Allemands sont divisés sur les projets de réduction des armes nucléaires à courte portée

BRUXELLES
de notre correspondant

Les ministres des affaires étrangères de l'alliance atlantique, qui tenaient, vendredi 11 décembre, à Bruxelles, en présence du secrétaire d'Etat américain George Shultz, leur session d'hiver, ont célébré comme il convenait la signature du traité sur les FNI, ainsi que les espoirs nés du sommet Reagan-Gorbatchev. Ils ont évoqué, sans trop s'appesantir ni innover, la période post-FNI. Ce fut l'occasion de quelques frictions apparentes vite oubliées entre les Français et les Allemands.

Les couleurs du siège de l'OTAN bruisaient comme au bon vieux temps des commentaires à propos des difficultés que faisait la France à approuver le projet de communiqué. Les Allemands trouvaient que, décidément, les ministres de M. Jacques Chirac faisaient preuve de moins de compréhension pour les problèmes particuliers que leur pose le processus de désarmement que le président de la République... Une agitation qui tranchait de façon rafraîchissante sur l'atmosphère de grand-messe prise par la réunion.

Pas un superlatif ni manqua, en effet, pour saluer les événements de Washington. Ce fut « une semaine d'espoir pour l'humanité », estimait Sir Geoffrey Howe, le secrétaire au Foreign Office. Le communiqué parle d'un « traité sans précédent dans l'histoire de la maîtrise des armements », affirme de manière péremptoire à l'intention des sénétois encore réticents qu'« il est parfaitement compatible avec les impératifs de sécurité (de l'Alliance) », et conclut : « Nous le soutenons pleinement et nous souhaitons vivement qu'il puisse entrer en vigueur à bref délai ».

M. Jean-Bernard Raimond, peu porté pourtant à jouer par plaisir les trouble-fêtes avait commencé à se faire mal voir en invitant le conseil à manifester sa satisfaction avec plus de sobriété. « Sa portée réelle dépendra de ce qui va suivre, explique-t-il. S'il prépare la conclusion d'un accord sur la réduction des armes stratégiques, il sera un bon traité. S'il est un premier pas vers la dénucléarisation de l'Europe — ce que M. Gorbatchev souhaite et que nous sommes unanimes à rejeter — il sera peut-être historique mais historiquement désastreux ».

Il existe néanmoins des degrés dans l'unanimité avec laquelle les Seize rejettent la dénucléarisation de l'Europe. On le vérifie encore vendredi quand les ministres délibèrent de la manière d'indiquer quelles étaient désormais les priorités de l'alliance. Fallait-il mentionner, comme cela avait été fait à

Reykjavik, la demande pressante des Allemands, les négociations pour une réduction des missiles tactiques ? Les Français suggérèrent qu'on oublie pour une fois ces missiles. M. H.-D. Genscher écarta une telle possibilité.

Priorités

Personne ne souhaitait rouvrir le débat de fond. Les Français se résignèrent donc à ce qu'on repère à Bruxelles le passage du communiqué de Reykjavik traitant de la question. « Les quinze alliés concernés », la France restant à l'écart — indiquent de la sorte qu'il convient, le traité sur les FNI étant signé, de réduire de 50 % les armements stratégiques, de parvenir à l'élimination totale des armes chimiques, de rééquilibrer les forces conventionnelles puis — paragraphe contesté et ambigu — parallèlement à la réalisation des deux derniers

objectifs] de prévoir « des réductions sensibles et vérifiables des systèmes américains et soviétiques de missiles nucléaires à courte portée basés à terre devant conduire à des plafonds égaux ».

M. Genscher obtenait ainsi satisfaction. Il reste que sur le fond la grande majorité des alliés, Américains en tête, n'excluent pas dans les prochaines étapes du processus de désarmement une négociation sur les missiles tactiques. « Personne n'affirme qu'on ne parlera plus d'engins nucléaires à très courte portée, mais les priorités ne sont pas là », a commenté M. George Shultz.

Cette controverse avec l'Allemagne n'est évidemment pas réglée par ce nouveau tour de passe passe diplomatique. « C'est une question très sérieuse qu'on aura devant nous pendant des mois et des années », a admis M. Raimond.

« L'engagement de la France serait immédiat et sans réserve dans l'hypothèse d'une agression contre l'Allemagne fédérale »

déclare M. Chirac à l'IHEDN

mettre en œuvre une synergie efficace des stratégies en présence ».

« La France dispose maintenant des moyens qui lui permettent d'affirmer la dimension européenne de sa sécurité », a déclaré M. Chirac. L'arrivée à maturité de nos armes nucléaires stratégiques nous permet d'abord de donner davantage de souplesse à la manœuvre de notre corps de bataille aéroporté. A l'époque où le Pluton était l'instrument principal de l'avertissement nucléaire, sa mise en œuvre constituait la mission prioritaire de nos forces : une telle situation pouvait donc nous inciter à réserver ces dernières en vue d'une manœuvre nationale conduite aussi près que possible de notre sanctuaire. L'entrée en service de l'ASMP (1) nous libère de cette contrainte. Le remplacement du Pluton par le Hadès (1), à l'allonge très supérieure, parachèvera en 1991 cette évolution.

« Qui peut douter désormais, dans l'hypothèse où la RFA serait victime d'une agression, que l'engagement de la France serait immédiat et sans réserve ? Il ne peut y avoir une bataille d'Allemagne et une bataille de France. (...) La France ne saurait considérer le territoire de ses voisins comme un glacis. C'est en rappelant ainsi sa détermination à remplir les obligations qu'il a librement souscrites

que notre pays contribuera le mieux à la dissuasion en Europe ».

Dans le même esprit, a ajouté le premier ministre, l'avertissement préstratégique de la France doit pouvoir être délivré dès que le chef de l'Etat jugera que nos intérêts vitaux sont en jeu. C'est-à-dire, s'il le faut, bien avant l'invasion du territoire national. La valeur dissuasive d'un tel avertissement dépend donc, à nos yeux, de la conjugaison de deux facteurs : il doit être précis, efficace et limité, car nous refusons d'entrer dans un engrenage d'échanges nucléaires répétés qui seraient la négation de la dissuasion. Il doit aussi pouvoir être effectué aussi loin que possible dans la profondeur du dispositif adverse ».

Après avoir rappelé les projets franco-allemands de brigade conjointe et de conseil de défense commun, M. Chirac a conclu : « Ces initiatives ne trouveront leur pleine signification que le jour où sera abordé le problème de fond : la France et la RFA peuvent-elles s'accorder sur des conceptions stratégiques communes, ainsi que les y invite le traité de l'Elysée dont elles se préparent à célébrer la vingtième année ? Etant donné la RFA dans l'alliance atlantique, il faut se demander également jusqu'à quel point notre pays et l'ensemble de ses alliés peuvent, dans le respect de

Après le sommet de Washington, MM. Reagan et Gorbatchev ont informé leurs alliés respectifs de ses résultats, le vendredi 11 décembre. Le président américain s'est entretenu par téléphone avec le premier ministre japonais, M. Takeshita, avec le chancelier Kohl, avec M^{me} Thatcher, ainsi qu'avec M. François Mitterrand qu'il a joint à Antibes, où le chef de l'Etat préside le sommet franco-africain. Les ministres des affaires étrangères de l'OTAN étaient pendant ce temps réunis à Bruxelles où ils ont entendu les explications du secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz.

M. Mikhaïl Gorbatchev n'a regagné Moscou que dans la soirée de vendredi, après une étape de quelques heures à Berlin-Est, où il a rencontré les dirigeants des pays membres du pacte de Varsovie.

A Berlin-Est

Les dirigeants du pacte de Varsovie expriment leur « gratitude » à M. Gorbatchev

BERLIN-EST
de notre envoyée spéciale

Contrairement à Mikhaïl Gorbatchev, les autres dirigeants des pays socialistes n'ont pas encore appris à sourire quand la presse est là. Au cours des quelques rares minutes où il leur fut donné d'approcher les représentants des pays membres du pacte de Varsovie, réunis vendredi 11 décembre dans le Palais Hotel de Berlin-Est, les journalistes purent apercevoir, parmi les visages de marbre, celui radieux, mobile et détendu du numéro un soviétique, pas le moins du monde éprouvé, apparemment, par ses trois jours d'entretiens à Washington ni par le voyage qu'il venait de faire.

Cette réunion n'allait pas réserver de surprise. Contrairement aux rumeurs qui avaient circulé les jours précédents, aucune proposition nouvelle ne fut émise, et il ne s'agissait que de la pratique « à l'américaine »

inaugurée par M. Gorbatchev en 1985, qui consiste à informer les alliés au lendemain d'un sommet. La réunion ne donna lieu qu'à un communiqué attendu, qui rompt toute fois avec la tradition dans l'éloge personnalisé qu'il fait de M. Gorbatchev : les participants, dit le texte, ont exprimé « leur haute gratitude à Mikhaïl Gorbatchev pour ses efforts énergiques et conséquents qui ont conduit au premier résultat concret en matière de désarmement ».

Le texte se félicite qu'une entente de principe ait été atteinte à Washington sur la nécessité de réduire de moitié les armes stratégiques offensives. A ce sujet, « la conclusion d'un accord, qui semble possible dans un avenir proche, serait un progrès fondamental dans le désarmement et dans la construction d'un monde pacifique sans armes nucléaires ».

Les pays du pacte reprennent également dans leur communiqué les principes déjà énoncés lors de leur dernière réunion, au mois de mai, sur l'élimination des armes chimiques et la réduction des armes conventionnelles. Les alliés socialistes réaffirment leur disposition à réduire les déséquilibres dans le domaine conventionnel, selon la méthode déjà proposée en mai, à savoir que, pour chaque catégorie d'armes, c'est celui qui a l'avantage qui doit réduire.

S'ils soulignent l'effet bénéfique du traité de Washington sur « le climat qui règne sur notre planète », les participants n'en expriment pas moins leur inquiétude devant « les projets de certains milieux de l'OTAN » qui voudraient « compenser » par l'augmentation et la modernisation d'autres armes les effets du traité sur l'élimination des missiles à moyenne portée.

C. T.

(1) Le missile sol-sol Hadès porte à environ 450 kilomètres (au lieu de 120 pour le Pluton). Le missile ASMP (air-sol à moyenne portée) est tiré par les avions Mirage-IV-2000 et Super-Etendard, et porte, après son lancement, à environ 300 kilomètres. — (NDR.)

La fin du quatorzième sommet franco-africain à Antibes

La France rejette l'annulation pure et simple de la dette du continent

La quatorzième conférence franco-africaine, qui devait prendre fin samedi 12 décembre dans l'après-midi, a été marquée par la volonté française réaffirmée d'aider le continent à sortir du sous-développement sans annuler purement et simplement ses dettes. Dans un discours prononcé vendredi (nos dernières éditions du 12 décembre), M. François Mitterrand a notamment invité les pays riches à assumer

leur « responsabilité déterminante » pour venir en aide à un continent qui « cumule des difficultés ». « Le temps presse, le concours de toutes les énergies en Afrique et hors Afrique est indispensable », a-t-il déclaré.

Rassurant le président Hissène Habré, le chef de l'Etat a par ailleurs évoqué le conflit tchadien en assurant que la France « continuera à apporter son concours dans

tous les domaines nécessaires au Tchad ». Soulignant que si « ce n'est plus la guerre, ce n'est pas encore la paix » au Tchad, M. Mitterrand a rendu hommage à l'action du comité ad hoc de l'OUA, animé par le président gabonais Omar Bongo, qui, a-t-il dit, « a permis de faire les premiers pas sur le chemin indispensable d'un règlement pacifique du différend qui oppose la Libye au Tchad ».

examen de la situation « Etat par Etat » et non un coup de chiffon général sur les créances. Pour se faire entendre, M. Mobutu a usé d'un langage culpabilisant, évoquant par exemple la « dette morale » des anciennes puissances impériales à l'égard de leurs colonies dont elles ont largement utilisé les ressources pour leur propre développement. Les plaignants pourraient faire aussi leur examen de conscience. Si la dette pèse si lourd, c'est en partie parce que les prêts n'ont pas été utilisés pour des investissements productifs. Et puisque l'Afrique s'inquiète des conséquences du marché intérieur européen en 1992, il serait temps pour elle de mettre en œuvre une véritable coopération régionale.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

ANTIBES
de notre envoyé spécial

Conçue à l'origine comme une « réunion de famille » entre les anciennes colonies et la puissance tutélaire, la conférence annuelle des chefs d'Etat de France et d'Afrique, dont la quatorzième session s'est achevée samedi 12 décembre, s'est ouverte progressivement aux lusophones, puis aux anglophones. L'impossibilité de traiter les problèmes africains en s'enfermant derrière des barrières linguistiques devient de plus en plus évidente. En mettant en question les frontières héritées de la colonisation, M. Kadhafi ne menace pas seulement le Tchad, à pu rappeler M. Hissène Habré aux autres délégations

D'autre part, l'ensemble du continent noir est préoccupé par l'évolution du marché des matières premières et le traitement de la dette internationale, qui ont été des thèmes dominants de la réunion d'Antibes.

Le président Mobutu s'est fait le porte-parole de tous ses pairs dans un discours vigoureux. Loin de vivre aux crochets des nations industrialisées, le Zaïre, a-t-il dit, est devenu « exportateur net de capitaux » parce que les sommes qu'il consacre au remboursement de sa dette sont supérieures aux nouveaux crédits qu'on lui consent. Pour discuter d'égal à égal avec ce qu'il appelle les « cartels » de créanciers — les clubs de Paris et de Londres — il a invité les Africains à s'unir et à s'engager sur la voie ouverte par la récente

conférence de l'OUA sur la dette, qui a demandé un rééchelonnement sur cinquante ans et même la transformation de certaines créances en dons purs et simples. Il a aussi lancé une idée neuve qui consisterait à convertir la dette en obligations négociables sur le marché international.

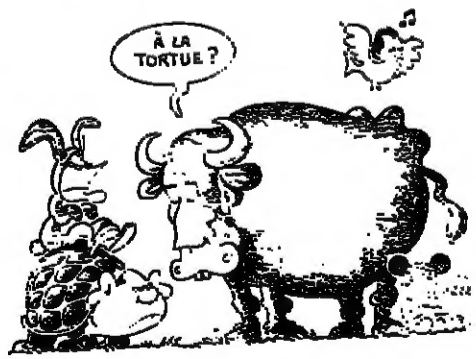
Façon aux doléances africaines, M. Mitterrand a réagi de la même façon que M. Chirac et ses ministres. A quelques nuances près, leurs vues sont identiques sur ce problème de la dette que les Africains lient à celui de la baisse constante de la valeur des matières premières. La France promet d'œuvrer à la stabilisation des cours en luttant pour l'établissement d'un « ordre économique international », mais elle rejette en termes diplomatiques une certaine surenchère. Il préconise un

Le dernier album de Plantu

À LA SOUPE!

En vente en librairie

85 francs



La Découverte / Le Monde

Une coédition La Découverte / Le Monde

سكنا من الاصل

Proche-Orient

Les relations entre la France et l'Iran

Deux des Iraniens expulsés au Gabon sont reconduits à Londres et à Stockholm

Deux des quatorze opposants iraniens expulsés mardi au Gabon ont été reconduits, vendredi 11 décembre, l'un en Grande-Bretagne et l'autre en Suède, où ils bénéficient du statut de réfugiés politiques. Le cas de ces deux Iraniens, qui avaient été interpellés à Paris en même temps qu'une vingtaine d'autres personnes — Iraniens et Turcs d'origine kurde, — dont la plupart sont membres ou sympathisants des Moudjahidines du peuple (opposition armée au régime de l'imam Khomeiny), avait notamment été soulevé par le Haut Commissariat pour les réfugiés (HCR) auprès de Paris.

Le Haut Commissariat pour les réfugiés a, en outre, exprimé son insatisfaction à la suite de la réponse française à sa demande d'explications, rapporte notre correspondant à Genève, Isabelle Vichniez (nos dernières éditions du 12 décembre). Le HCR se plaint en particulier de n'avoir pas été informé par Paris, plusieurs jours après

l'expulsion, de l'identité des personnes expulsées et déplore que ces dernières ne jouissent pas, selon les informations parvenues à Genève, d'une entière liberté à Libreville.

La polémique soulevée en France — et au sein même du gouvernement — sur la façon dont ont été menées ces interpellations et ces expulsions — certains Iraniens se trouvant toujours en rétention administrative à Paris — s'est poursuivie vendredi. Après que M. Malhuret ait exprimé son inquiétude, ses « doutes » et ses « réserves » sur cette affaire, MM. Pasqua et Pandraud ont mené une contre-offensive, d'une part, en assurant qu'ils assumaient toutes leurs responsabilités et, d'autre part, en affirmant que les expulsés n'avaient été victimes d'« aucune brutalité gratuite » de la part de la police française. Le ministre de la sécurité a toutefois reconnu implicitement que la manière

forte avait dû être utilisée en remarquant qu'il avait « rarement vu quelqu'un se faire expulser volontairement ». Les Moudjahidines affirment pour leur part que leurs camarades expulsés ont été malmenés au cours de leur transfert au Gabon.

Après s'être attiré les foudres de parlementaires étrangers — notamment britanniques, américains, italiens, — le gouvernement français s'est vu critiqué par la Suède. « Il est inconcevable qu'une telle chose ait pu se passer », a déclaré le secrétaire d'Etat au ministère suédois du travail, M. Gerd Egnman, peu avant que l'un des expulsés ne regagne ce pays.

A Libreville, où ils sont maintenant quinze — douze Iraniens et trois Turcs d'origine kurde, — certains des expulsés poursuivent la grève de la faim qu'ils avaient entamée dès leur interpellation à Paris, selon le bureau parisien des Moudjahidines.

ISRAËL : au terme d'une semaine sanglante dans les territoires occupés

Quatre Palestiniens tués par l'armée en Cisjordanie

La Cisjordanie et Gaza viennent de connaître l'une des semaines les plus sanglantes depuis le début de l'occupation israélienne en juin 1967. Huit Palestiniens ont été tués par balles et des dizaines d'autres blessés entre mardi et vendredi. La majorité des victimes de ces violences résident dans les camps de réfugiés.

Mercredi, deux Palestiniens avaient été abattus à Gaza. Jeudi, un adolescent était tué près de Naplouse, tandis qu'un enfant de onze ans trouvait la mort à Gaza (le 12 décembre). Le cycle de la violence s'est poursuivi et aggravé vendredi, jour de prière dans les mosquées de Cisjordanie. Quatre jeunes ont été tués par balles et une trentaine d'autres blessés dans le camp de Balata, près de Naplouse. Le scénario présenté par les autorités israéliennes est toujours le même. Selon elles, des manifestants se sont regroupés à la sortie des mosquées, avant de jeter des pierres, des boules et des bouteilles incendiaires vers les soldats. Ceux-ci ont répliqué avec des balles en caoutchouc et des grenades lacrymogènes, puis, s'adressant directement menacés, ont, pour se dégager, ouvert le feu sur les manifestants.

Selon les témoignages recueillis à Balata par l'AFF, les soldats « se sont livrés à une boucherie et tirèrent sur tout ce qui bougeait ».

Une jeune fille, raconte un témoin,

« est allée à bout portant par un soldat druze. Elle était à moins de 10 mètres de lui lorsqu'il a déchargé son arme. Vers midi, nous étions en train de manifester contre la présence des soldats dans le camp depuis trois jours lorsque ceux-ci ont tiré dans le tas. La fusillade a été longue et tout le monde, dans l'affolement, plâtrait les blessés ».

De violents incidents ont ensuite eu lieu à l'hôpital Ittihad de Naplouse. Selon des témoins cités par l'AFF, des centaines d'habitants de Naplouse et de Balata sont venus offrir spontanément leur sang, mais les soldats « ont tenté de les empêcher d'entrer dans l'hôpital. Les Palestiniens, maîtres devant la porte, ont lancé des pierres et forcé le barrage. Les affrontements ont duré quarante minutes. Après avoir arrêté dix personnes, les soldats ont quitté les lieux ». Dix blessés graves étaient soignés vendredi soir parmi les débris de vitres brisées et des pierres jonchant les couloirs de l'hôpital. A Washington, le département d'Etat a déploré la mort des Palestiniens. A New-York, le Conseil de sécurité de l'ONU a tenu d'urgence après les incidents de vendredi. L'Assemblée générale de l'ONU, quant à elle, s'est à nouveau, massivement, prononcée en faveur d'une conférence internationale de paix au Proche-Orient. (AFP, Reuters.)

Le PS attaque M. Pasqua sur le sort des réfugiés

« Vous avez payé aux autorités iraniennes un pourboire ou un acompte en monnaie iranienne : l'unité de compte est le réfugié iranien ou kurde ! » Cette accusation, M. Louis Mexandeau, PS, l'a lancée, vendredi 11 décembre, à l'Assemblée nationale à l'occasion de la séance des questions orales sans débat. D'ordinaire réservée à des sujets plus locaux, cette séance a été utilisée par le groupe socialiste pour interpellier à nouveau le ministre de l'intérieur, M. Charles Pasqua, au sujet de l'expulsion de militants anti-khomeinistes et kurdes.

« Votre opération révèle même des membres de votre gouvernement. Il y a de quoi », a lancé M. Mexandeau en faisant allusion aux récents propos de M. Claude Malhuret, secrétaire d'Etat aux droits de l'homme (le Monde du 12 décembre). « Vous n'avez pas pris les assurances élémentaires près du Gabon pour qu'il accueille définitivement vos expulsés. Résul-

tat : il menace de réexpulser vers l'Iran certains de ces réfugiés politiques », a encore accusé le député socialiste, estimant que le bilan de cette affaire était « désastreux ».

« C'est votre droit, M. Mexandeau, de vous déclarer solidaire des Moudjahidines du peuple qui, aujourd'hui, combattent le régime de Khomeiny, comme ils l'ont aidé hier à prendre le pouvoir. Vous aurez du mal à les présenter comme des démocrates authentiques et on peut imaginer quel régime s'installerait en Iran s'ils prenaient le pouvoir, mais ce n'est pas mon problème. Mon problème, c'est que, en tant que ministre de l'intérieur, je ne puis tolérer que l'on se livre sur notre sol à des opérations, à un chantage et à des menaces tendant à faire régner la terreur dans une autre partie de la communauté iranienne », a répondu M. Pasqua en précisant qu'il était fautive l'information selon laquelle des réfugiés pourraient être expulsés vers l'Iran.

« Si les Moudjahidines du peuple se contentent de protester contre le régime iranien en respectant scrupuleusement nos lois, ils n'ont rien à craindre, sinon nous en tirerons les conséquences », a conclu le ministre. « Je vous renvoie à la phrase d'André Malraux », a répliqué M. Mexandeau : « On ne fait pas de la politique avec de la morale, on n'en fait pas davantage sans. »

● **Attaque iranienne contre un pétrolier chypriote.** — Des vedettes iraniennes ont attaqué un pétrolier géant chypriote dans le sud du Golfe, le samedi 12 décembre, annonce-t-on de sources maritimes régionales. Selon celles-ci, le pétrolier Pivot (232 164 tonnes) a été touché au large de Dubaï, à 10 milles au sud de l'île d'Abou-Moussa, une base de vedettes iraniennes non loin du détroit d'Ormuz. — (Reuters.)

Paris dément qu'un accord soit en vue sur la levée de l'embargo pétrolier

VIENNE
de notre envoyée spéciale

Assurément de montrer que son isolement diplomatique n'était pas aussi total qu'on le dit, l'Irak a assuré, prématurément semble-t-il, en marge de la conférence de l'OPEP à Vienne, que la France avait accepté le principe de lever l'embargo pétrolier imposé au début du mois d'août sur le brut iranien. Interrogé par le New York Times sur une éventuelle reprise des achats français, un membre éminent de la délégation irakienne a déclaré le 11 décembre : « Je ne crois pas que ce soit encore bloqué. Les deux pays ont l'intention de résoudre ce problème. Nos problèmes avec la France seront résolus ».

Les milieux industriels et gouvernementaux français ont formellement démenti que Paris ait changé de ligne sur ce point. « Cela me paraît improbable. C'est du bluff », nous a déclaré un haut fonctionnaire français. Le jour même, les compagnies françaises se sont vu refuser le droit d'importer du brut iranien par l'intermédiaire de leurs filiales étrangères, indiquant-on de sources gouvernementales bien informées. Les compagnies pétrolières confirment, de leur côté, que l'embargo n'avait pas été levé, assurant toutefois qu'elles s'attendaient qu'il le soit ultérieurement, si les négociations en cours entre Paris et Téhéran aboutissaient. « Ce ne serait autre qu'un retour à la normale »,

disait le président d'une compagnie anglo-saxonne opérant en France.

« Ce serait une grande concession dans le contexte actuel. Cela veut certainement dire que dans le cadre des négociations », faisait remarquer, de son côté, un haut fonctionnaire notant que le rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays était en tout état de cause un préalable indispensable à une éventuelle reprise des achats français.

La levée de l'embargo français représenterait, en effet, pour Téhéran un atout énorme, non seulement sur le plan diplomatique mais aussi économique. Le canal des embargos français en août, puis américain en octobre, joint au refus des Japonais d'absorber le surplus ainsi créé, a en effet, lourdement handicapé l'économie du brut iranien, contraignant Téhéran à consentir des rabais importants qui ont réduit ses revenus. La reprise des achats français, en desserrant l'étau, placerait l'Irak en meilleure position pour négocier avec les compagnies japonaises, ses principaux clients, le renouvellement des contrats pour 1988.

On apprend de bonne source que les autorités américaines, au contraire de la déclaration irakienne, se sont d'ailleurs d'ores et déjà inquiétées de la levée éventuelle de l'embargo français, qui briserait le front occidental contre la République islamique.

V. M.

Des enfants en première ligne

PIERRES contre fusils : l'image est tellement symbolique qu'elle appartient à la « geste » de la lutte palestinienne. Elle est aussi, hélas, bien réelle. En témoignage le lourd bilan de la semaine écoulée en Cisjordanie et à Gaza. Certes, les territoires occupés sont voués depuis vingt ans à des convulsions périodiques. Mais, dans l'actuel engrenage violence-développement, deux choses frappent : l'âge des manifestants et la brutalité de la riposte. Ce ne sont plus les étudiants qui affrontent les soldats, mais des collégiens, adolescents ou gamins d'une dizaine d'années. Les Palestiniens des territoires sont de plus en plus jeunes gagnés par la révolte.

En Cisjordanie et à Gaza, un habitant sur deux a aujourd'hui moins de quinze ans. Plus politisés que leurs aînés, moins craintifs et plus intrépides, ils n'hésitent pas à provoquer l'armée dans le cas des représailles, les forces de l'ordre répliquent de plus en plus rudement. Les coups de semonce et le recours à des balles en caoutchouc laissent rapidement la place à des tirs réels. Les gardes-frontières — en majorité

druzes — et les soldats, loin de réagir comme une brigade anti-démocrates soucieuse de limiter les pertes en vies humaines, se comportent comme une force militaire classique face à l'ennemi.

Conséquences de cette double évolution : chaque affrontement est de plus en plus sanglant. Et la situation est de moins en moins facile à « gérer » autrement que par la force brute. Toute tentative de « libérer » l'occupation est infélicitamment vouée à l'échec, comme en témoigne la démission en septembre du général Shari, ancien gouverneur militaire de la Cisjordanie, connu pour sa modération. Conscient de tout cela, le chef travailliste, M. Shimon Peres, propose, il y a quelques jours, de « démilitariser » Gaza. Mais cette demi-mesure — qui n'a d'ailleurs aucune chance d'être acceptée par le premier ministre de droite, M. Shamir — ne pourrait être que provisoire. La réalité est plus simple : il ne peut exister ici comme ailleurs d'occupation militaire « éclairée ».

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

Economie de guerre à Bagdad

(Suite de la première page.)

Sans trop d'illusions sur l'efficacité de telles sanctions qui compliqueront, dit-on quand même, les circuits d'approvisionnement, M. Al Zahawi poursuit toutefois : « Moralement, c'est très important, car cela signifie une condamnation par la communauté internationale de la poursuite de cette guerre », donc de l'Irak.

Dans ce retard à l'application de la 598, l'Union soviétique fait figure d'accusée à Bagdad, où les arguments avancés jusqu'à par Moscou, essentiellement le fait de laisser du temps à l'Irak, ne convainquent plus personne.

« Nous ne sommes pas d'accord avec l'URSS quand elle nous dit qu'il faut donner du temps à l'Irak pour coopérer avec l'ONU », affirme ainsi M. Saadoun Hammadi, membre du Conseil du commandement de la révolution et président de l'Assemblée nationale. L'Irak n'est pas le type de régime sensible à la raison. « La crainte que nous exprimons les Soviétiques de la présence américaine dans le Golfe, souligne pour sa part M. Al Zahawi, ne doit pas empêcher l'application de la résolution 598. Les deux choses ne sont pas liées. Cela ne doit pas être une excuse. Nous comprenons la position du Koweït dans sa demande de protection américaine pour l'exportation de son pétrole. Nous ne sommes pas favorables à la présence des grandes puissances dans le Golfe, mais le Conseil de sécurité n'a rien fait pour protéger le Koweït. Donc, nous comprenons leur position. Les Etats-Unis ne sont pas là pour être là, mais pour répondre à la demande du Koweït. D'ailleurs, nous avons de très bonnes relations avec les Etats-Unis, et leur aide pour l'adoption de la 598 a été précieuse. »

Après la tension suscitée par les révélations de l'« Irangate », l'attaque par l'aviation irakienne de la frégate Stark, qui a tué trente-sept marins américains, a en quelque sorte remis les deux pays à égalité, explique-t-on dans les milieux diplomatiques.

Le président Saddam Hussein a multiplié les messages à M. Reagan, et Bagdad n'a pas cherché à dissimuler sa responsabilité, une attitude, dit-on, appréciée à Washington.

Une chose est sûre, en tout cas, les Etats-Unis ont sérieusement augmenté le montant des crédits offerts à Bagdad dans le cadre de l'aide agro-alimentaire. Celle-ci, pour cette année, s'élève à 960 millions de dollars contre 250 millions en 1986. De plus, Washington a offert une ouverture de crédit à court terme de 200 millions de dollars. Autant de gestes qui témoignent de l'augmentation de la présence américaine sur le marché irakien.

En fait, comme le résume clairement le ministre de l'Information et de la culture irakien, « nos relations avec les autres pays dépendent de l'attitude qu'ils adoptent sur la guerre avec l'Irak ». D'où la tension avec Moscou qu'un traité d'amitié lie à Bagdad. L'URSS fournit 30 % de l'armement irakien, ce qui limite toutefois les éventuelles conséquences du différend actuel.

La condamnation quasi unanime, pour la première fois — Libye exceptée, — par les pays arabes, au sommet d'Amman, de l'agression irakienne « a constitué un succès pour Bagdad, où l'on considère que le sommet a marqué un tournant dans l'attitude des pays arabes à l'égard de l'Irak ».

Les responsables irakiens se montrent en revanche très prudents sur

l'avenir de la « réconciliation » avec Damas. Attendre et voir, tel est le leitmotiv : « Nous jugerons aux résultats ». Mais Bagdad ne veut pas brusquer les choses, conscient du fait qu'on n'efface pas des années de brouille en une soirée.

L'apparente sérénité des responsables irakiens est sans doute aussi la conséquence du redressement en cours de la situation économique. Après le marasme de l'année 1986, et les mauvais résultats dus à l'effondrement des prix du pétrole, qui n'a rapporté que 7 milliards de dollars en 1986 contre les 14 attendus, Bagdad a réussi à remettre de l'ordre dans son économie et ses finances.

Première tâche achevée, l'Irak a rééquilibré la quasi-totalité de sa dette, qui s'élève à 57 milliards de dollars, dont 31 sont dus aux pays du Golfe. L'endettement à l'égard de l'Occident, celui dont il faut tenir compte dans la mesure où le remboursement à l'égard des pays du Golfe est plus aléatoire, est de 26 milliards de dollars, dont 3 pour la France.

La dette à l'égard de l'Union soviétique, essentiellement militaire, reste inconnue mais se négocie sous forme de troc et d'accord « huile en terre ». Le service de la dette représente environ 3 milliards de dollars.

Si le montant du budget irakien demeure secret, les dépenses intérieures, selon le ministre des finances, sont pratiquement équilibrées par les revenus autres que pétroliers. Le coût de la guerre, difficile à évaluer, s'élèverait en moyenne à 5 ou 6 milliards de dollars par an.

Pour 1987, les revenus pétroliers attendus sont de 12 milliards de dollars. Malgré la réduction drastique des importations, l'Irak a dépensé, en 1986, 8 milliards de

dollars, et sans doute un peu plus cette année pour la réalisation des grands projets industriels en cours : une raffinerie, une aciérie, un complexe pétrochimique, une usine de pneumatiques.

Parallèlement à cette remise en ordre financière, le gouvernement a été largement réaménagé. Dix ministères ont été supprimés, et huit mois. Ce sont tous, à l'exception du ministère de l'Intérieur, des postes économiques. Des jeunes technocrates, plutôt formés dans les universités occidentales, souvent issus du cabinet du président, ont ainsi fait leur entrée au gouvernement avec pour objectif d'accroître l'efficacité économique.

La rentabilité est devenue le maître mot. Résumant le terme de révolution économique, M. Saadoun Hammadi parle, pour sa part, d'une vaste « réforme économique et administrative ». Son but : « Accroître la productivité du secteur public, réduire ses dépenses et donner un maximum de possibilités aux entreprises irakiennes dans la réalisation des projets en cours. »

Tous les organismes de tutelle sur les entreprises d'Etat ont été supprimés. Celles-ci sont appelées à faire du profit, « seul critère du succès ou de l'échec », affirme M. Hammadi. Pour illustrer son propos, M. Hammadi donne en exemple le fait que le départ périodique des fonctionnaires sur le front n'affecte en rien la marche des administrations — au contraire. Ils sont donc trop nombreux et doivent être mieux utilisés, dit-on. C'est sans doute pourquoi ceux-ci ont été récemment autorisés à rejoindre le secteur privé, appelé, lui aussi, à se développer.

Des privatisations ont eu lieu dans le domaine agricole où des fermes d'Etat ont été revendues à

des investisseurs privés. Les prix agricoles ont été libéralisés, ce qui les a augmentés brutalement.

Mais, comme le dit M. Hammadi, la libéralisation des prix devrait entraîner une augmentation de la production et une stabilisation du marché. En attendant, des marges de bénéfices ont été fixées et les commerçants qui avaient trop augmenté les prix ont été sévèrement réprimés.

« L'Etat ne peut pas à la fois s'occuper de l'armée et des œufs », affirme le ministre de l'Information. L'initiative privée est un réel motif de progrès, qui doit être encouragé. « Il y a beaucoup d'activités pour lesquelles le secteur privé est meilleur », résume M. Hammadi. Reste à savoir quelles seront les possibilités d'action pour les entreprises privées, dans la mesure où l'Irak connaît pratiquement un double circuit économique.

En principe, il n'est pas possible pour un importateur privé d'avoir des devises. Mais quelques privilèges existent, puisque certains irakiens ont un libre accès aux magasins hors taxes où sont les produits sans valeur en monnaie étrangère.

Pénurie de devises

Le manque de devises est sans doute à l'origine du renvoi progressif en fin de contrat de nombreux travailleurs émigrés, notamment dans les services. Ceux-ci doivent être remplacés, à la demande du gouvernement, par des Irakiens. Bagdad n'est certes pas la capitale de l'opulence, et les queues devant les magasins d'Etat sont courantes. Tous les produits de première nécessité sont disponibles,

explique un expert, mais les gens les stockent dès l'arrivée sur le marché, alimentant une pénurie temporaire.

Les magasins d'Etat devraient progressivement disparaître au profit de petits commerces privés déjà largement répandus.

Ce discours libéral en économie affaiblira-t-il la politique ? C'est une question à laquelle il est trop tôt pour répondre tant la guerre sert à justifier la fermeté actuelle. Mais tout le monde est d'accord sur un point : la guerre a appris aux dirigeants à gérer. Le temps des largesses et des contrats payés, à l'avance est terminé.

Aujourd'hui, les Irakiens sont devenus de redoutables négociateurs, dont l'ambition est de préparer leur pays à la paix, que personne ne tient cependant pour proche. « L'Irak de l'après-guerre ne sera plus comme avant », explique un diplomate. La guerre a fait changer les mentalités et réduit l'arrogance de nombreux responsables.

L'heure est aujourd'hui au pragmatisme et à la prudence, même si beaucoup d'observateurs affirment : « C'est quand tout va bien que les dangers d'avenir sont les plus grands. »

L'Irak n'est certes pas sorti des difficultés ; un revers militaire n'est jamais à exclure, comme un nouvel effondrement des prix du pétrole qui remettrait en cause les prévisions faites. Mais, après plusieurs mois de flottement, le pays semble de nouveau engagé sur la voie du développement.

FRANÇOISE CHAPLAUX.

Europe

ITALIE

M. Giorgio Almirante abandonne la direction du Mouvement social italien (néo-fasciste)

Réuni à Naples, le congrès du Mouvement social italien (MSI) devait être, dimanche 13 décembre, un nouveau président en remplacement de M. Giorgio Almirante. Celui-ci a été l'un des fondateurs du parti néo-fasciste en 1946, avant d'en devenir le patron en 1969, quittant la scène politique à l'âge de soixante-seize ans, en réaffirmant dans son dernier discours sa conviction que le fascisme n'est pas un régime — et non un objectif crénelé. Il a justifié sa décision par la nécessité de réajuster la direction d'une formation en proie, comme souvent dans son histoire, à de graves divisions.

SORRENTE
de notre envoyé spécial

Une formation gravement divisée, où le service d'ordre a dû intervenir pour empêcher une partie de la salle d'en venir aux mains avec l'autre : tel est le spectacle que le chef du MSI, M. Giorgio Almirante, a pu observer du podium du quinzième congrès, alors qu'il prononçait son dernier discours après dix-huit ans de secrétariat, le jeudi 8 décembre, de Sorrente. Départ à la retraite certes, mais pour le vieux leader charismatique à qui tout avait d'abord réussi. L'homme aux yeux bleus et à la fine moustache blanche ne quitte-t-il pas en outre la scène sur un ultime recul électoral aux législatives de juin dernier ?

Al premier rang de la grande salle de l'hôtel Palace, un bunker de béton haut perché face à la baie de Naples, s'alignent les délégations invitées. Parmi les étrangers, le seul qui fasse ici figure de vaiaque est le Français Jean-Marie Le Pen : on lui fait une ovation qui le console sans doute de sa malheureuse équipée aux Antilles. La plupart des formations italiennes ont envoyé un représentant, parfois de haut niveau comme les démocrates-chrétiens et les libéraux, plus modeste pour les socialistes. Les communistes ont décliné l'invitation ; mais, pour la première fois, l'Unità, quotidien du parti, a un envoyé spécial à un congrès du MSI.

L'orateur, naguère réputé excellent, lit un interminable texte d'un ton totalement monotone. On le dit très malade. Son discours est un appel sans emphase à l'unité. Elle ne sera visiblement plus, la magie de l'ancien chef de cabinet du ministre de la culture populaire (propagande) de l'éphémère République mussolinienne de Salò qui, en août de décembre 1946, dans un apparte-

ment romain, avait rédigé le premier appel aux vaincus de la guerre civile italienne de 1943-1945, afin qu'ils se rassemblent, se ressaisissent et reprennent le combat contre la nouvelle « partitocratie ».

Accepter le système pour le combattre de l'extérieur au nom des valeurs du parti : « Etat, nation, travail » ? Ou le subvertir de l'intérieur ? Tel a été le constant dilemme aujourd'hui encore mal résolu. Le discours reste celui de « l'alternative au régime » : la politique majoritaire est celle de l'acceptation du jeu démocratique — une situation que conteste pourtant avec véhémence une forte minorité, qui n'appelle cependant pas, loin de là, à la guerre civile.

Depuis qu'en 1960 son appui déterminant au gouvernement du démocrate-chrétien Fernando Tambroni avait été l'occasion de graves émeutes, le Mouvement ne s'est plus jamais vu fournir d'occasions d'approcher du pouvoir sur le plan national mais aussi dans les régions et les municipalités — ou alors de façon infime : aujourd'hui, vingt-sept communes en tout et pour tout, dont une seule de plus de cinq mille habitants, ont des maires MSI.

« Conserver l'outil »

Le Mouvement social italien, bon an mal an, c'est 6 % des voix. Ce n'est pas assez pour poser un problème à la démocratie parlementaire. Le parti est à peu près ignoré — plutôt que vilipendé — par les médias. Sa seule véritable percée a été sa vive poussée lors des récentes législatives dans la province de Bolzano (Haut-Adige - Sud-Tyrol), où il est désormais le premier parti de la minorité italienne (avant la Démocratie chrétienne) face au Parti populaire sud-tyrolien, représentant la quasi-totalité des citoyens germanophones.

Le choix de la DC au début des années 60 pour une formule de gouvernement de centre gauche (avec le PSI) a expulsé le MSI de la scène. C'est l'époque où la lutte entre ses deux « âmes » rivales, celle qui veut devenir la respectable droite du système et celle qui entend démontrer un mouvement de protestation radicale à base populaire, était à son comble. Paradoxalement, M. Almirante conduisait à l'époque la bataille contre le secrétaire Arturo Michelini, qu'il accusait d'avoir « embourgeoisé le parti ». Et il y avait plus extrême que lui encore : M. Pino Rauti, aujourd'hui candidat « anti-almirantiste » à la succession du leader, fondait l'Ordre nouveau, un groupuscule que l'on soupçonnera de bien des actions violentes.

L'élection au secrétariat, en 1969, de Giorgio Almirante avait semblé marquer la victoire définitive des « durs ». Dès l'été 1970, de graves émeutes éclatèrent à Reggio-de-Calabre, que le MSI avait au moins attisées sinon déclenchées.

En fait, le chef du MSI s'est comporté de façon plutôt prudente. Il a surtout eu le souci de « conserver l'outil ». En 1972, il avait réussi l'unification de toute la droite nationale par l'intégration des dernières secousses monarchistes. Il parvint, à la fin des années 70, à limiter la portée d'une grave scission (Démocratie nationale), qui avait vu sortir du mouvement plus de la moitié de ses élus nationaux, lassés d'une éternelle opposition.

Les candidatures à la succession témoignent de nouveau aujourd'hui de l'état actuel de division du parti. Contre M. Pino Rauti, l'inépuisable partisan de la « percée à gauche », c'est-à-dire du retour à un fascisme pur et dur d'inspiration sociale, les almirantistes étaient partagés à l'ouverture du congrès entre deux légibilités : celle, « institutionnelle », qui leur désignait le premier vice-secrétaire, M. Franco Saverio, soixante-six ans, élevé dans le sérail, un peu « l'ombre portée du patron », et celle de la fidélité au chef, lequel manifestait sa préférence depuis quelques mois pour le secrétaire du Front de la jeunesse, M. Gianfranco Fini, trente-cinq ans, bon chic bon genre, un peu « école », pour qui la guerre civile de 1943-1945 est une matière scolaire et Mussolini une vieille lune.

JEAN-PIERRE CLERG.

ESPAGNE

La police espagnole soupçonne le commando de Saragosse d'être venu de France

(Suite de la première page.)

La coopération entre Paris et Madrid avait culminé avec l'arrestation du dirigeant séparatiste Santi Potros le 30 septembre dernier dans le sud de la France. Depuis, un seul attentat mortel s'était produit : le 17 octobre à Pamplune.

En faisant sauter à l'aube une caserne de gardes civils, l'ETA a frappé l'un des coups les plus sanglants de son histoire (l'action la plus meurtrière remonte au 19 juin dernier, lorsque vingt-trois personnes avaient péri carbonisées dans un attentat contre le supermarché Hipercor à Barcelone). L'ETA prend toujours soin de « choisir son moment » : l'action de vendredi n'échappe pas à la règle pour plusieurs raisons.

L'organisation se devait tout d'abord de rappeler son existence, de montrer que « la relève est assurée », à un moment où les autorités espagnoles espèrent de plus en plus voir « le bout du tunnel terroriste », grâce à des opérations policières couronnées de succès (démantèlement des commandos de Madrid et de Barcelone) et une collaboration française sans faille. Cette dernière pourrait bien se renforcer si, comme le crut la police espagnole, le commando de Saragosse est venu de France. Depuis des mois, M. Felipe Gonzalez avait, quant à lui, déployé une grande activité en recevant un par un tous les leaders politiques du pays, afin de conclure un

grand pacte antiterroriste national, adopté par les Cortès le 5 novembre.

Par ailleurs, les tenants les plus acharnés de la lutte armée ont frappé alors que le gouvernement espagnol poursuivait des discussions avec des membres de l'ETA à Alger. Les auteurs de l'attentat ont soit voulu saboter cette ébauche de dialogue, soit imposer une pression plus forte sur les négociateurs espagnols, comme le souligne El País samedi matin. Il est difficile d'imaginer la poursuite des contacts après la tuerie de Saragosse, surtout à la fin d'une année qui aura été la plus meurtrière depuis 1980 avec 53 victimes.

La manière forte

Après chaque succès important contre l'organisation séparatiste, les autorités espagnoles répètent avec insistance qu'on ne peut exclure un attentat (le quotidien catholique parle samedi de « fanatisme illimité » du fait du « fanatisme illimité d'une partie de la population basque »). Mais elles ne s'attendaient sans doute pas à une telle « matanza » (tuerie) qui a poussé le roi Juan Carlos, visiblement très ému, à se rendre sur les lieux.

Ce regain de violence risque de faire hésiter le gouvernement à modifier ou à abroger la fameuse loi antiterroriste, comme le prévoit le

pacte national. Ironie : le conseil général du pouvoir judiciaire (le « gouvernement » des juges espagnols) examinait vendredi le projet gouvernemental visant à modifier la loi en question. Malgré le consensus général, une certaine partie de la droite ne manque jamais de critiquer le gouvernement socialiste pour son inefficacité après chaque attentat marquant. Comme après la tuerie de l'Hipercor, la population réclame aujourd'hui avec une insistance rageuse « la manière forte » contre un terrorisme de plus en plus aveugle dans lequel certains n'hésitent pas à voir une « libanisation » de la question basque (deux voitures piégées, celle de l'Hipercor et celle de Saragosse, ont fait un total de 35 morts).

Après le vendredi noir que vient de connaître l'Espagne, nul doute que la population sera plus que jamais encline à « comprendre » quelques « égarements » policiers. Lors d'une récente interview télévisée, Felipe Gonzalez n'avait-il pas lui-même affirmé qu'il fallait pas s'occuper d'éradiquer le terrorisme que de traquer les possibles auteurs de « bavures », en accordant la présomption d'innocence aux forces de l'ordre. Comme à Barcelone, en juin dernier, la population a été appelée à manifester sa colère ce week-end à Saragosse où trois jours de deuil ont été décrétés. « C'est tellement facile de tuer », commentait un policier affligé devant la caserne éventrée. (Inédit.)

Amériques

ARGENTINE : la commémoration des disparitions

L'indifférence et l'oubli

BUENOS-AIRES
de notre correspondante

La semaine d'action organisée par le mouvement écumenique des droits de l'homme pour commémorer la disparition des deux religieuses françaises et de la première présidente des mères de la place de Mai a été un échec populaire. A peine cinq mille personnes ont participé, mercredi 9 et jeudi 10 décembre, à la « marche de la résistance » destinée à protester contre le projet de promotion du lieutenant de vaisseau Alfredo Astiz, accusé d'être responsable de ces disparitions. Les manifestations devant l'Ecole de mécanique de la marine, le lieu d'Astiz et des responsables de la répression lors des années noires de la dictature, n'ont rassemblé que quelques dizaines de personnes.

Les mères de la place de Mai, qui luttent pour connaître la vérité sur les disparus et obtenir le jugement de tous les responsables, sont de plus en plus traitées de « vieilles folles ». « Puisque tout le monde sait qu'ils sont morts, leurs enfants, pourquoi continuer à réclamer leur réappari-

tion ? », entendait-on souvent ces derniers jours.

Le discours des mères s'est, il est vrai, radicalisé. Elles ont adopté une ligne politique très dure en abordant aussi d'autres thèmes sociaux, comme l'emploi ou les salaires, et se sont ainsi peu à peu coupées d'une grande partie de leur soutien populaire, en perdant le respect qu'imposait leur courage sous la dictature.

Après le retour de la démocratie, les Argentins confrontés aux récits des atrocités commises se sont écriés : ce n'est pas notre faute, nous ne savions pas ce qui se passait. Mais une fois les faits connus, beaucoup veulent oublier pour aller de l'avant. La longue lutte des mères s'en trouve affectée. L'année dernière, une partie d'entre elles ont provoqué une scission dans le mouvement, et l'Association pour la défense des droits de l'homme (APDH), dont le président Raúl Alfonsín a été membre fondateur, est aujourd'hui divisée entre les défenseurs et les détracteurs du gouvernement. Mais c'est aujourd'hui l'indifférence et le désir d'oublier les mauvais souvenirs qui semblent prévaloir.

CATHERINE DERIVERY.

Grande Première
LE BHV RIVOLI
(et ses 3 parkings)
OUVERT
DIMANCHES
13 et 20
décembre
de 9 h 30 à 18 h 30

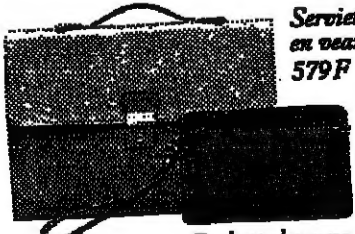


Cartable en porc. 345F



Serviette souple en veau. 2850F

Pochette en veau. 550F



Pochette homme en veau. 350F



Sac homme en veau. 1600F

Pilot-case en porc. 775F

- 11, 13 Saint-Honoré. Paris 8°
- 12, rue Tronchet. Paris 8°
- 41, rue du Four. Paris 6°
- Tour Montparnasse. Paris 15°
- 74, rue de Passy. Paris 16°
- Parly 2.
- Lyon, La Part-Dieu.

LA BAGAGERIE
Jean-Marc

هكذا من الامل

6 Le Monde • Dimanche 13-Lundi 14 décembre 1987

Voici où s'arrêtent tant de programmes politiques.



Aujourd'hui ça ne sert à rien de proposer, comme tant d'autres, de grands mots, de grandes idées vagues, qui s'arrêtent à nos frontières.

Parce qu'aujourd'hui, c'est demain. Et que demain, c'est l'Europe.

Avec 320 millions de consommateurs, le Grand Marché Européen de 92 sera le plus grand marché du monde. Cela veut dire plus de débouchés pour nos produits. Et

donc plus d'emplois et plus de pouvoir d'achat.

Mais 92 signifie l'harmonisation et la mise en œuvre de beaucoup de réformes: fiscale, douanière, législative.

C'est ce que nous avons commencé à faire depuis 1986, avec la libération du contrôle des changes et des prix, les baisses de T.V.A., les baisses d'impôts (- 70 milliards en 2 ans)... etc, des mesures qui commen-

cent à porter leurs fruits.

La réponse aux difficultés qui peuvent survenir, ce n'est pas le rétablissement des barrières entre les économies, mais le maintien du libre échange et l'ouverture des frontières.

Nous sommes les seuls à avoir un programme et une action pour 92.

Les autres parlent, nous nous agissons.

92. Qui peut le mieux nous préparer ?

RPR

Politique

Le Monde • Dimanche 13-Lundi 14 décembre 1987 7

L'Assemblée nationale adopte le projet de réforme de l'instruction judiciaire

M. Alain Chandon n'est donné des frictions initiales : son projet de réforme de l'instruction a été adopté, sans difficulté, le vendredi 11 décembre à l'Assemblée nationale. Les députés de la majorité ont voté, assortis de quelques promesses, ont été suffisantes pour convaincre la plupart des élus du RPR et de l'UDF de voter « la confiance » à un ministre de la justice qui n'aurait pas supporté un nouveau désastre.

N'ont finalement maintenu une opposition ferme, en votant contre ce projet, que M. Michel Dele (RPR, la Réunion) et M. René Halley (UDF, Meurthe-et-Moselle). M. Jean-Louis Debré (RPR, Vendée), Pierre Manger (UDF, Charente-Maritime) se sont contentés de ne pas prendre part au vote. Les députés du Front national se sont abstenus. Le texte du projet de loi a été adopté par 288 voix (RPR, UDF) contre 246 (PS et PC).

Les « câlineries » à l'extrême droite n'ont même pas été indispensables. Elle ont simplement permis d'accroître le nombre de ministres de M. Chandon et ont poussé les amis de M. Jean-Marie Le Pen à l'illuminisme. Car avant de s'abstenir, M. Georges-Paul Wagner (FN, Yvelines) a expliqué les raisons qu'il aurait ou de voter contre : on ne doit pas changer les lois de procédure « quand on n'est pas sûr que ce qu'on propose soit préférable à ce qu'on veut remplacer. Or, nous n'avons pas été convaincus que ce que vous proposez soit préférable à ce que vous supprimez ».

Le ministre de la justice n'aura été finalement battu que par quelques « écarts de conscience » contre M. Chandon par la « chambre des garanties », à celle-ci le souhaite. Les autres modifications ont été apportées avec son accord. Ainsi M. Emmanuel Aubert (RPR, Alpes-Maritimes) a fait préciser que la chambre pourrait aussi mettre l'inculpé en liberté sous contrôle judiciaire, mais qu'elle ne devrait se

prononcer que sur la nécessité de la détention sans juger sur le fond de l'affaire. En revanche, il n'a pas obtenu qu'elle décide aussi, à la place du juge d'instruction, la prolongation éventuelle de la détention provisoire. M. Jacques Lamoignon (RPR, Tarn), rapporteur de la commission des lois, a fait adopter une nouvelle définition des actes que devra effectuer le magistrat instructeur pour ne pas être dessaisi par la chambre d'accusation de façon à élargir sa marge de manœuvre.

L'« infamie » de l'inculpation

Il s'agit d'actes « nécessaires à la manifestation de la vérité ».

La création d'une nouvelle situation judiciaire, celle du « témoin assisté » a aussi été décidée à l'initiative de M. André Fanton (RPR, Calvados). Sans être inculpé, il aura droit à la présence d'un avocat et à l'accès au dossier. Mais à la demande de M. Chandon, le juge ne pourra avoir recours à cette procédure que dans le cas de plainte sur citation directe avec constitution de partie civile. M. Fanton tenait à cette réforme pour éviter l'« infamie » de l'inculpation à des personnes simplement citées par leurs adversaires, et que le juge doit inculper pour qu'elles cachent ce qui leur est reproché.

Mais M. Wagner, M. Jean-Pierre Michel (PS, Haute-Saône) et le ministre de la justice ont souligné l'inconvénient d'une telle procédure : l'inculpation prendra encore plus de force culpabilisante ; le « témoin assisté » devra jurer de « dire la vérité » alors que l'inculpé n'est pas contraint d'aider la justice contre ses intérêts.

L'« infamie » de l'inculpation était aussi l'argument avancé par M. Aubert pour obtenir une réécriture de l'article 80 du code de procédure pénale. Cet article définit l'inculpation. M. Aubert voulait souligner qu'elle n'était pas une assurance de culpabilité. Le problème est si sérieux qu'il a été jugé préférable de s'en remettre à la commission chargée de réfléchir à une réforme globale de la procédure pénale, que présidera M. Rozès, premier président de la Cour de cassation.

Même motif, même punition pour M. Jacques Toubon, qui souhaitait que la décision d'inculpation prise par le juge d'instruction soit une « ordonnance » et donc susceptible d'appel devant la chambre d'accusation. M. Chandon était séduit : « Cela aura un effet dissuasif sur les magistrats instructeurs en les contraignant à encore plus de sérieux ». Mais il a reconnu que cela pourrait être utilisé par le « grand banditisme » et que cela freinerait l'instruction. Pour lui, il s'agit d'un des thèmes prioritaires de réflexion pour la commission Rozès.

Même attitude devant la proposition de M. Limouzy de créer un délit « d'atteinte à la présomption d'innocence ». Le rapporteur a tenté d'expliquer qu'il ne voulait pas s'en prendre aux « journalistes professionnels », et qu'il faudrait compenser avec un assouplissement du secret d'instruction. M. François Asselineau (PC, Seine-Saint-Denis) a remarqué qu'avec une telle disposition il n'aurait pas été possible à la presse d'enquêter sur les dossiers Greenpeace ou Chautout.

La tentation est grande, pourtant, pour M. Chandon : « C'est un des plus grands maux dont souffre la justice ; l'atteinte à la présomption d'innocence est une atteinte à la liberté de la presse ». Mais sa répression se heurte à la « liberté de la presse ». Le système anglais, qui empêche les journaux de parler d'une affaire en cours de jugement, est, malgré tout, étudié à la chancellerie.

THÉRIER BRÉMER.

Th. B.

Cachet d'aspirine

La phobie sécuritaire s'est-elle dissipée ? Le débat sur la limitation des pouvoirs des juges d'instruction, voulu par M. Alain Chandon, semblait le montrer. Quel qu'il en soit, les députés de la majorité ont donné de nouvelles armes à tous ceux qui cherchent à gêner les enquêtes des magistrats instructeurs.

Les magistrats, le « milieu », ne manquent pas d'un user, d'un abus... du moins ceux qui auront les moyens de s'offrir un bon avocat. Les petits délinquants sont livrés à la machine judiciaire, alors que sont accusés les moyens de lui résister pour les gangsters de haut vol et les trafiquants de drogue. La droite prétend défendre les intérêts des justiciables ; la gauche s'oppose à ces réformes. La combat, en apparence, au lieu de front renversé.

Nombreux sont les élus de la majorité dont l'effroi est sincère

devant le drame de l'inculpation, l'honneur de l'emprisonnement. Cela fait trop longtemps, par exemple, que M. Emmanuel Aubert même se combat pour qu'il ne soit pas crédible. Mais le rapprochement ne peut pas être évité : c'est au moment où M. Michel Droit et les frères Chautout ont subi ce que vivent tous les jours les voleurs à la tire que le gouvernement tente de placer des garde-fous autour d'habitudes judiciaires ancrées dans le code Napoléon.

Au moment où la justice est gravement malade, la sévérité des propos tenus par M. Chandon à l'encontre des magistrats a peu de chance de faire tomber la fibre. Elle avait besoin d'un traitement de choc. Elle n'a eu droit qu'à un cachet d'aspirine utilisé à contretemps. Il ne pouvait y avoir un plus mauvais moment pour le lui administrer.

Le « 1 % patronal pour le logement »

Les communistes s'entraînent à l'obstruction

Les députés communistes se sont préparés, le vendredi 11 décembre, à l'Assemblée nationale, par quelques « écarts de conscience » contre M. Chandon, au dur combat qu'ils comptent mener le lendemain contre le changement de statut de la régie Renault. Ils ont remporté une première victoire. Contrairement aux prévisions, le projet modifiant les conditions de gestion du « 1 % patronal pour le logement », présenté par M. Méhaignerie, n'a pu être adopté.

L'enjeu n'était pas le bâtiment mais l'automobile. En freinant la discussion, les communistes espèrent repousser d'autant le débat sur Renault. M. Maguette Jacquelin (PC, Seine-Saint-Denis) a eu besoin d'une heure et trente minutes pour expliquer que le droit au loge-

ment est un droit constitutionnel, et que le texte en discussion est contraire à la Constitution. Elle a eu recours à de longues citations d'Émile et à la lecture « monocorde » des strophes d'une chanson populaire. M. Paul Chomart (PC, Loire), tout aussi poltrone, a tenté de convaincre son auditoire que cette réforme est si mauvaise qu'il est inutile de l'examiner.

La séance a dû être levée avant même que ne commence la discussion des articles du projet. Mais le gouvernement ne s'est pas laissé impressionner. C'est bien de Renault dont il devait être question le samedi 12 décembre au Palais Bourbon ; le logement est renvoyé à des jours meilleurs, probablement à mardi ou mercredi prochains.

Débat entre M^{me} Barzach et M. Joxe sur les finances du Comité français d'éducation pour la santé

Au cours de la séance des questions orales sans débat à l'Assemblée nationale, le vendredi 11 décembre, M. Pierre Joxe a demandé au ministre de la santé, M^{me} Barzach, des explications au sujet du récent renvoi du docteur Serros, délégué général du Comité français d'éducation pour la santé (CFES).

« Pourquoi cherchez-vous à cacher que le CFES, qui est votre instrument, a dissimulé des opérations portant sur plusieurs millions de francs au bénéfice de vos amis politiques, en utilisant et des faux administratifs pour des voitures achetées illégalement et des faux tout court ? », a demandé le président du groupe socialiste. « Pour l'instant, a répondu M^{me} Barzach, je

peux dire que les faits relèvent d'une gestion insuffisante et non de l'escroquerie si j'en juge par les documents qui m'ont été soumis. Le délégué général nommé en octobre 1986 n'a pas été en mesure de redresser complètement la situation difficile qu'il avait trouvée, mais il n'y a aucune preuve de détournements ou de marchés frauduleux. » « Si ! », proteste M. Joxe.

« En tout état de cause, a poursuivi le ministre de la santé, je verrai ces questions lorsque l'instruction sera terminée. Un examen de l'ensemble des circonstances permettra de déterminer s'il y a eu fautes et quelle est sa gravité. »

« Je crois que vous n'avez pas bien compris, a affirmé M. Joxe, dans quelle situation vous vous trouvez. Si vous n'engagez pas vous-même des poursuites judiciaires, c'est contre vous qu'elles seront engagées. »

« Vous êtes un magistrat de la Cour des comptes, lui a répondu M^{me} Barzach, vous savez que dans le communiqué où j'ai fait connaître ma décision, j'ai réservé la possibilité d'engager des poursuites judiciaires (...). » « Allez-y ! », lance M. Joxe. « Mais la procédure administrative n'est pas terminée. Je comprends bien qu'en cette période d'affaires - vous aviez besoin de faire croire qu'il y a là une nouvelle affaire - mais là, vous faites une erreur de diagnostic », a expliqué M^{me} Barzach.

« Exclusion d'un « renouvelateur » dans l'équipe. - Un conseiller général « renouvelateur » d'Echirolles, M. Alain Arvin-Bérod, déjà exclu du Parti communiste, a été exclu, le vendredi 11 décembre, du groupe communiste du conseil général de l'Ain. « Je reste de conviction communiste », a-t-il déclaré, et je considère cette exclusion d'un exclu comme le signe de l'impact de Pierre Joxe dans la société. Je deviens donc conseiller général renouvelateur. Je garde mes délégations. »

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

Deux recours socialistes au Conseil constitutionnel

Crédit agricole : un feu d'attaques croisées

Les députés socialistes ont déposé, le vendredi 11 décembre, au Conseil constitutionnel deux textes que vient d'adopter le Parlement : la loi relative à la mutualisation du Crédit agricole et la loi relative au report de certaines élections cantonales partielles devant avoir lieu avant l'élection présidentielle. Les sénateurs socialistes, pour leur part, contestent devant le Conseil constitutionnel le seul article 13 du premier de ces textes. Le Conseil devra rendre ses décisions avant le 11 janvier 1988.

Les députés socialistes contestent globalement la loi relative à la dénationalisation de la Caisse nationale de crédit agricole parce qu'elle « organise une opération d'une nature incertaine, mutualisation selon son intitulé, privatisation par bien des aspects. En fait, le but poursuivi par les auteurs du projet est de vendre la Caisse nationale de crédit agricole (CNCA) à un ensemble fermé d'acquéreurs parmi lesquels les Caisse régionale de crédit agricole (CRCA) occupent une place plus que prépondérante. Mais les conditions dans lesquelles il est prévu d'opérer ce transfert sont doublement attentatoires à la Constitution ».

D'une part, « l'opération en cause ne saurait s'analyser comme une mutualisation, pour l'excellente raison qu'il n'appartient pas au législateur d'en décider », puisque le régime mutualiste se caractérise par une « solidarité voulue par contrat, consentie par les sociétaires et eux seuls ». Dès lors, « la loi ne peut pas plus décider de la création d'une mutuelle qu'elle ne pourrait, par exemple, décider de marier des personnes physiques ». Le législateur ne pouvait donc que privatiser la CNCA, quitte à ce que ses acquéreurs décident ensuite, éventuellement, sa mutualisation.

D'autre part, la loi « rompt gravement l'égalité entre les citoyens dès lors qu'elle réserve à quelques-uns d'entre eux seulement la possibilité d'acquiescer le capital de la CNCA », estimant les requérants : « C'est l'Etat, unique propriétaire, qui a concouru à faire de la CNCA ce qu'elle est aujourd'hui. Aussi longtemps qu'elle reste dans le secteur public, c'est l'universalité des citoyens qui en tire bénéfice. Mais, dès lors qu'on la transfère au secteur privé, c'est de nouveau l'universalité des citoyens qui doit avoir accès à son rachat. »

Aussi, hormis les salariés d'une entreprise, « nul autre ensemble précis et délimité de personnes physiques ou morales ne peut bénéficier d'un monopole d'acquisition d'une entreprise transférée du secteur public au secteur privé. Ainsi, rien ne peut justifier que le droit d'acquiescer la CNCA ait été dévolu aux personnes autres que celles restrictivement énumérées par la loi déferée ».

Les députés socialistes soumettent ensuite à la censure du Conseil constitutionnel six articles ou parties d'articles de la loi.

Articles premier bis et premier ter : (maintien des règles de désignation du conseil d'administration jusqu'à la première assemblée générale, approbation par l'Etat avant la réalisation de la vente, des statuts, élaborés par ce conseil d'administration).

Impossible évaluation

Les sociétaires se trouveront ainsi « privés de la possibilité d'évaluer les statuts de la nouvelle personne morale, et ce pouvoir, attribut très important de la propriété, est confié à ceux qui, par définition, vont aussitôt cesser d'être concernés par le devenir de la société (...). Ainsi se trouve amoindri l'un des droits les plus fondamentaux qui s'attachent à la propriété d'une entreprise : celui d'en déterminer les statuts ».

Article 4 : acquisition par la CRCA d'un nombre d'actions déterminé au prorata du bilan total de chacune, arrêté fin 1986.

Ce mécanisme, faisant la part trop belle au « hasard », voire à « l'arbitraire », est jugé « gravement attentatoire au principe d'égalité en ce qu'il favorise certaines caisses régionales au détriment des autres, sans lien avec quelque réalité autre que purement comptable et monétaire comme le Conseil constitutionnel l'avait relevé et sanctionné en 1982 ».

Article 7 : la nomination du directeur général est soumise à l'agrément des ministres compétents tant que sera réservée à la société la distribution des prêts bonifiés par l'Etat.

L'existence de cet « élément très important » (maintien momentané du monopole de distribution des prêts bonifiés) « rend impossible une juste évaluation de la Caisse nationale et, partant, rend impossible en l'état le transfert au secteur privé (...). Le monopole traduit l'existence d'une mission de service public. Outre les problèmes que cela pose au regard du principe d'égalité, transférer au secteur privé une activité qui a les caractères à la fois d'un service public national et d'un monopole de droit ne saurait être admis ».

Article 13 : majorité au moins des sièges au sein des conseils d'administration des caisses régionales pour les organisations représentatives du monde agricole.

Rupture d'égalité entre les sociétaires, « atteinte au droit de propriété de ceux au détriment desquels cette discrimination est faite » : l'article 13 de la loi ne pourra, affirment les députés socialistes, « en aucun cas (...) résister à la censure ».

Article 15 : « Si moins de 75 % des caisses régionales ont acquis des actions de la Caisse nationale ou si moins de 90 % de ces actions ont été vendues, les acquisitions d'actions déjà réalisées sont réputées nulles, la Caisse nationale restant alors une société d'Etat administrée par le conseil d'administration actuel. »

L'entrée en vigueur de la privatisation ne peut être soumise au « consentement discrétionnaire » d'une minorité de caisses régionales. Il y a là une « privatisation du pouvoir législatif » contraire à la Constitution, soutiennent les requérants.

Dans deux cas (articles 4 et 13), les députés socialistes demandent au Conseil constitutionnel de déclarer inopérables au reste de la loi les dispositions attaquées. En acceptant ce raisonnement, le Conseil constitutionnel rendrait impossible la promulgation de la loi.

MICHEL KAJMAN.

Pour le PS le report du délai pour les élections cantonales partielles est un problème mal réglé

Le législateur a mal réglé - selon les députés socialistes - le problème du report de certaines élections cantonales partielles pendant la période qui va du début de l'année 1988 à l'élection présidentielle.

Les députés socialistes lui reprochent trois erreurs. D'abord « le principe même d'une telle prorogation de délai, quelle qu'en puisse être la cause, est entaché d'erreur manifeste dans l'appréciation que le législateur a faite des pouvoirs qu'il peut confier à une autorité administrative » (les commissaires de la République).

Ensuite, l'article 2 de la loi que contestent les socialistes « méconnaît le principe d'égalité » puisque les commissaires de la République « peuvent organiser à leur gré des élections cantonales partielles avant ou après l'élection présidentielle ». Pour les députés socialistes, cette faculté permet de soumettre telle ou telle élection aux vents politiques du moment.

Enfin, en confiant « discrétionnairement » aux commissaires de la République le pouvoir de décision, la loi « abandonne entre les mains de l'autorité administrative un pouvoir évidemment législatif ».

LIVRES POLITIQUES par André Laurens

Le fascisme, c'est comme l'histoire du grand méchant loup racontée aux enfants. En l'invoquant à tort et à travers, on le banalise. Parce comme un drapeau, il ne fait plus tellement peur et, de surcroît, il occulte d'autres dangers contre lesquels il faudrait, au même titre, se prévenir.

Cessons donc de raconter des histoires et tenons-nous en à l'histoire, au plus près de celle-ci qui a tant à nous apprendre. Tout est là, en effet : telle est la démarche de Pierre Milza en étudiant le fascisme français au passé et au présent.

L'opportunité de cette étude ne tient pas à la résurgence en France d'une extrême droite qui a ses entrées au Parlement et dans d'autres assemblées représentatives, bien que la réactualisation de certains thèmes de la droite populiste renvoie aux mauvais souvenirs de la mémoire collective. Son intérêt conjoncturel est d'intervenir dans le concert de jugements, plus ou moins argumentés, qui se sont récemment formés sur les idéologies contestant la démocratie libérale. Pierre Milza n'est pas toujours d'accord, il s'en fait, avec les thèses avancées et les amalgames dégrossis au marteau pilon.

Son ouvrage répond donc à d'autres travaux sur les mêmes sujets, en particulier ceux de l'historien israélien, Zeev Sternhell, qui a analysé le fascisme comme

une synthèse du socialisme et du nationalisme ayant ses sources dans les tentatives de révision du marxisme qui ont fleuri d'abord en France à la fin du dix-neuvième siècle avant d'essaimer, après la première guerre mondiale, en Europe. Il corrige aussi, mais c'est plus facile, les fresques hystériques.

Le fascisme ni plus ni moins

historiques qui mettent dans le même sac idéologique tous les courants de la droite française pour mieux leur opposer le libéralisme antitotalitaire.

Ayant clairement annoncé ses intentions, Pierre Milza s'emploie de la manière la plus classique et la plus rigoureuse, à fournir les preuves sur lesquelles il appuie sa démonstration. Elles sont nombreuses, il suffit d'aller les chercher. Pour le lecteur, cela consiste à suivre Pierre Milza dans un savant voyage à travers le paysage de l'extrême droite française, au sein de laquelle le fascisme, bien qu'il emprunte aussi à la gauche, figure en bonne place, celle qu'il occupe, ni plus ni moins.

L'innovation, dans cette approche, est, justement d'offrir les moyens d'apprécier à chaque étape historique la part réelle de l'idéologie fasciste par rapport aux autres courants totalitaires. On voit combien se modifie le nationalisme français après 1871 et comment il se mêle au révisionnisme révolutionnaire, on suit les avatars de cette filiation entre les deux guerres, puis sous le régime de Vichy, pendant la période de décolonisation et jusque dans ses dernières incarnations, celles de la Nouvelle droite, axée sur le pouvoir culturel, et du Front national, qui utilise les remèdes d'une crise de société.

Au total, il apparaît que si la France n'a pas été imperméable au fascisme, elle lui est restée globalement étrangère pour des raisons parfaitement reconnues par Pierre Milza et d'autres auteurs. Qu'on ne se réjouisse pas trop vite ! Ce pays de vieille enracinement démocratique a cédé à d'autres démons, d'autres dérivés totalitaires qui pour n'être pas sérieusement assimilables au fascisme n'en furent pas moins horribles. Leçon de ce livre est qu'il ne faut, ni par excès de vigilance ni par faiblesse, s'aveugler et prendre le risque de manquer la bonne cible. On ne combat bien que ce qu'on connaît bien.

* Fascisme français, passé et présent, par Pierre Milza, Flammarion, 464 p., 129 F.

Le Monde
sur minitel

BOURSE :

Plus que jamais, surveillez votre portefeuille

36.15 TAPEZ LEMONDE

سكنا من الوجل

8 Le Monde • Dimanche 13-Lundi 14 décembre 1987

Politique

PROPOS ET DÉBATS

M. Barre

Tournant

M. Raymond Barre a déclaré, le vendredi 11 décembre, à Noiret (Cher), que la France doit « s'adapter », en prenant conscience qu'elle n'a d'autre horizon et champ d'action que le monde. « Nous sommes à un tournant pour la France, l'Europe, le monde. Nous vivons désormais dans une société mondiale, caractérisée par une concurrence inévitable. Nous ne pourrions pas y échapper », dit le député de Lyon.

Évoquant la nouvelle baisse des marchés financiers, M. Barre a déclaré « préoccupante » pour les économies européennes cette situation et la baisse du dollar qui en résulte. Face à cette « dérive de l'économie américaine », l'ancien premier ministre souhaite que les Français soient attentifs à maintenir leur compétitivité.

M. Jospin

Ils reculeront

M. Lionel Jospin a déclaré, le vendredi 11 décembre, à Dunkerque, que le Parti socialiste « répliquera avec la plus extrême netteté » à toutes les attaques et « haussera le ton, chaque fois que nécessaire, pour balayer le climat politique de ses misères ».

« On a voulu nous salir. Nous ne laisserons pas cette campagne durer car on ne veut pas passer les cinq mois qui restent sur les affaires. Et ils reculeront », a dit M. Jospin au cours d'une conférence de presse précédant un meeting. Le premier secrétaire du PS a violemment attaqué M. Alain Chabat pour « ses pressions sur la justice », et il s'est interrogé sur la situation du ministre dans l'affaire Chaurmet.

M. Balladur

Assentiment national

M. Edouard Balladur a déclaré le vendredi 11 décembre à Tours : « Notre ambition gouvernementale recueille un vaste assentiment national. Ce n'est pas une utopie. » Le ministre d'État, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation a expliqué son administration devant « la stabilité des petits épargnants face à la tourmente ». A propos des privatisations, M. Balladur a souligné que « les cours des sociétés privatisées avaient moins baissé que les autres ». — (Corresp.)

M. Lang

Mitterrandolâtre

« Je suis mitterrandolâtre », a répliqué M. Jack Lang, ancien ministre de la culture, lors d'un banquet républicain à Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire), le vendredi 11 décembre.

« Nous avons à la tête de l'État un homme hors du commun, un homme moral au sens plein du terme, un homme authentique », estime M. Lang. Selon lui, M. Mitterrand, « en qui l'on a de la fierté à se reconnaître » et qui, malgré deux crises, celle de 1981, lors de la prise du pouvoir par la gauche, et celle de 1986, lors du retour de la droite, a « su empêcher le pire », représente un des « atouts formidables de la gauche ».

Yves Mourousi et M^r Rheims

Démenti

Yves Mourousi et M^r Maurice Rheims ont déclaré, chacun de son côté, le vendredi 11 décembre, avoir cautionné un appel de personnalités diverses publié par le mensuel *Globe* en faveur d'une nouvelle candidature de M. François Mitterrand à l'Élysée (parmi les personnalités figurent Michel Tournier, Dominique Jamet, Pierre Arditi et Léo). M^r Rheims déclare que, pour lui, « François Mitterrand, sage, doit se retirer de la vie politique » et que ses préférences vont à M. Jacques Chirac. Yves Mourousi « déplore une telle exploitation » de son nom. Il déclare : « L'idée que je me fais de mon métier et de mes fonctions m'interdit de participer au débat politique ».

M. Nucci

Tricheurs

M. Christian Nucci a déclaré, le vendredi 11 décembre sur Radio-France-Ile de France, que le vote du Sénat « avait montré que ses adversaires politiques se sont révélés être plutôt des manipulateurs et des tricheurs que des hommes d'honneur ». L'ancien ministre socialiste a relevé que quarante-cinq sénateurs, dont MM. Poher, Lecanuet, Durafour et Edgar Faure, « étaient abstenus de voter pour sa comparaison devant la Haute Cour. Il a ajouté : « On a eu un vote par « carton », plutôt qu'un vote de conscience, et mes adversaires politiques se sont révélés être des hommes beaucoup plus préoccupés de porter atteinte à mon honneur et à l'honneur des socialistes en général que de rechercher la vérité ».

Le Conseil d'État confirme l'élection du président du conseil régional de Haute-Normandie

Le Conseil d'État a rejeté, le vendredi 11 décembre, les conclusions du commissaire du gouvernement, qui, à la suite d'une requête d'origine socialiste, demandait l'invalidation de l'élection de M. Roger Fosé (RPR) à la présidence du conseil régional de Haute-Normandie.

Lors de cette élection, les élus socialistes avaient quitté la séance avant le scrutin. Le quorum n'était donc pas réuni pour le vote. Sur ce point, le Conseil d'État avait émis deux jurisprudences contradictoires, l'une pour l'élection des maires, l'autre pour l'élection des présidents de conseil général. Selon la première, l'élection ne peut avoir lieu si le quorum n'est pas réuni « au début de la séance ». Selon la seconde, l'élection ne peut avoir lieu que si le quorum est réuni « au moment du vote ». Le Conseil d'État a retenu la première solution pour le cas qui lui était soumis.

Malgré les apparences, l'affaire était politiquement importante. L'élection du président du conseil régional de Haute-Normandie est subordonnée à l'attitude du Front national, qui déçoit trois sièges alors que l'UDF et le RPR en ont vingt-quatre et la gauche vingt-six.

Au Sénat

L'augmentation du nombre des parrainages possibles pour l'élection présidentielle

Il ne reste plus qu'à attendre l'aval du Conseil constitutionnel pour que les 1340 conseillers régionaux et les 131 membres du Conseil supérieur des Français de l'étranger puissent — au même titre que les membres du Parlement, les conseillers généraux, les membres du Conseil de Paris, des assemblées municipales des territoires d'outre-mer et les maires — parrainer un candidat à l'élection présidentielle.

En effet, le Sénat a adopté définitivement (seuls les communistes ont voté contre), vendredi 11 décembre, les deux propositions de loi organiques (cette dernière caractéristique implique qu'elles sont automatiquement déférées au Conseil constitutionnel) ayant pour objet un élargissement du droit de présentation des candidats à l'élection présidentielle. Cette initiative, qui avait été prise au palais de Luxembourg en mai dernier, avait suscité quelques débats au sein de la majorité entre ceux qui souhaitaient ne pas aider M. Jean-Marie Le Pen dans sa collecte des cinq cents signatures et ceux qui se refusent à faire du président du Front national une sorte de martyr.

D'autre part, le Sénat a adopté définitivement (socialistes et communistes s'abstenant) le projet de loi créant le corps des officiers contrôleurs en chef de la circulation aérienne (le *Monde* du 16 octobre et du 4 décembre).

CAVES ESTEVE - CLUB AMICAL du VIN

BASTILLE
10 rue de la Cerisaie
75004 PARIS
T. 42 72 33 05



VAL DE GRACE
292 rue Saint Jacques
75005 PARIS
T. 46 34 69 78

« L'une des meilleures caves de Paris »

Une adresse tout à fait sympathique qui, sous la conduite de Jean-Christophe Esteve, nous mène à travers tous les terroirs de France. Près de 400 vins achetés verre en main directement à la propriété.

(Guide « Paris Vin » 1987 de François Simon)

TEXTE N° 1

1 Souvent, noir et flou comme chevaucheur d'escovettes, il regarde dans les logis par des mortaises : « — O, ces morceaux savoureux et friants ! Ces tartes, ces flans, ces gelées dorées ! — Je suis plus affamé que Tantale ! — Du rost ! Du rost ! — Oh ! Cela sent plus doux qu'ambre et civettes ! — Du vin de Beaulne dans de grandes aiguilles d'argent ! — Haro ! La gorge m'ard !... O, si j'eusse étudié !... — Et mes chaussures qui tirent la langue, et ma hucque qui ouvre toutes ses fenêtres, et mon feautre en dents de scie ! — Si je rencontrais un piteux Alexander, pour que je puisse, bien recueilli, bien débouté, chanter à mon aise comme Orphée le doux ménestrier ! Si je pouvais vivre en honneur une fois avant que de mourir !... »

AUTEUR : Arthur Rimbaud, *Écrits de collégien*.

TEXTE N° 2

2 Il faut avoir le goût plus lâche et plus libre ; pour être bon buveur, il faut un palais moins tendre.

AUTEUR : Montaigne, *Essais*.

(Cité par Cumonisky dans son *Anthologie de la gastronomie*.)

TEXTE N° 3

3 Elle était dans mes bras, je la tenais, je ne voulais plus la lâcher et, en même temps, je la tâtais sous le prétexte inconscient mais assez hypocrite de m'assurer qu'il s'agissait bien d'elle. — Comment s'y tromper ! Ces yeux clairs comme du gris-meurier, ces cheveux blonds comme un Turquant, ces lèvres rouges comme un bourgogne et le fût mince de sa taille et la rasade de ses baisers, tout cela ne pouvait appartenir qu'à ma dive fillette, l'ivresse calme de mes vieux jours ! (Remerciements chaleureux aux belles lectrices qui pleurent à chaudes larmes.)

AUTEUR : A.D.G., *On est pas des chiens*.

TEXTE N° 4

4 Ce soir, à Beaune, j'ai eu l'honneur d'assister à une longue discussion : faut-il vendanger le clos-voûte par bandes transversales et parallèles à la route, ou par bandes verticales allant de la route au sommet du coteau ?

AUTEUR : Stendhal, *Mémoires d'un touriste*.

TEXTE N° 5

5 Pour preuve première d'une affirmation aussi catégorique, je dirai que je n'avais pas plus de trois ans lorsque mon père, partisan des méthodes progressives, me donna à boire

CONCOURS

LE MONDE DU VIN LES RÉPONSES

Aujourd'hui : question subsidiaire
Questions 12, 17 et 20

un plein verre à liqueur d'un vin mordoré, envoyé de son pays natal : le muscat de Frontignan.

Coup de soleil, choc voluptueux, illumination des papilles neuves ! Ce sacre me rendit à jamais digne du vin. Un peu plus tard, j'appris à vider mon gobelet de vin chaud, aromatisé de cannelle et de citron, en dinant de châtaignes bouillies. A l'âge où l'on lit à peine, j'éplais, goutte à goutte, des bordeaux rouges anciens et légers, d'éblouissants yquem. Le champagne passa à son tour, murmure d'écume, perles d'air bondissantes (...).

AUTEUR : Colette, *Prisons et paradis*.

TEXTE N° 6

6 Ginguet. De peu de valeur. Vin ginguet. Habit ginguet.

AUTEUR : Claudel, *Journal* (15 octobre 1925).

TEXTE N° 7

7 On avait mangé dans des assiettes bordées de noir des soupes à la tortue, des pains de seigle russe, des olives mûres de Turquie, du caviar, des poutargues de mulot, des boudins fumés de Francfort, des gibiers aux sauces couleur de jus de réglisse et de cirage, des coulis de truffes, des crèmes ambrées au chocolat, des poudings, des brugnons, des raisinés, des mûres et des guignes ; bu, dans des verres sombres, les vins de la Limagne et du Roussillon, des tenedos, des val de Penas et des portos ; savouré, après le café et le brou de noix, des kwass, des porter et des stout.

AUTEUR : J.-K. Haysmans, *A rebours*.

TEXTE N° 8

8 Tchaoutcholo. C'est tout bonnement du vin sucré, du vin « pur » naturellement, où l'on trempe du pain, mais non sans nuances : le vin doit être chambré : le sucre de canne, la proportion de 50 g de sucre pour 250 cc de vin exactement ; je dis, sachant ce que je dis, exactement : sans oublier le clou de girofle, bien sûr.

AUTEUR : Joseph Deltell, *la Cuisine paléolithique*.

TEXTE N° 9

9 Le souper fut d'abord naturellement triste. Toutefois, après avoir sablé quelques rasades de vieux léoville, la conversation s'anima. D'autant mieux qu'elle roulait sur les chûes incessantes qui défrayaient un grand nombre de conversations parisiennes vers cette époque.

AUTEURS : Villiers de l'Isle-Adam, *Contes cruels*.

QUESTION N° 12

Quel est l'auteur de la première classification des grands crus de Bordeaux ?

RÉPONSE : Cette question mal formulée se doit d'être annulée. L'histoire de la classification des vins de Bordeaux se révèle en effet très complexe. De très nombreux lecteurs et concurrents nous ont fait part des résultats divergents de leurs recherches. De la même manière, le *Syndicat des crus classés* que préside M. Bruno Prats estime aujourd'hui qu'aucune réponse indiscutable ne peut raisonnablement être proposée. Le *Monde* reviendra prochainement sur cette question.

QUESTION N° 17

Sur les étiquettes de champagne, on peut lire les mentions RM, CM, NM, MA suivies d'un numéro. Que signifient ces mentions ?

RÉPONSE : RM : récoltant manipulateur.
CM : coopérative de manipulation.
NM : négociant-manipulant.
MA : marque d'acheteur.

(Source : Comité interprofessionnel du vin de Champagne)

QUESTION N° 20

Le 23 juin 1917, le gouverneur militaire de Paris offrait un déjeuner au général américain Pershing. Au menu : cantaloupes frappés, barbes de Granville américaine, filets de chevreuil sauce poivrée, ris de veau aux petits pois, canetons rôtis bigarrés, fonds d'artichauts à l'italienne, glaces tutti frutti et desserts. On servit d'abord du grives et du médoo en carafe. Quel vin de Bourgogne était aussi au menu ?

RÉPONSE : Le vol d'un original du menu du 23 juin 1917 lors de l'exposition « Les images de 1917 » au Musée d'histoire contemporaine à l'Hôtel national des Invalides (le *Monde* du 28 novembre) nous contraignait malheureusement à annuler cette question. Il s'agissait d'un vin de Pommard.

Après la mise en liberté des frères Chaumet

L'une des parties civiles demande l'audition de M. Albin Chalandon

Inculpés de banqueroute, d'escroquerie et d'abus de confiance, MM. Jacques et Pierre Chaumet, ont été libérés, vendredi 11 décembre, dans l'après-midi de la prison de Fleury-Mérogis, où ils étaient incarcérés depuis le 13 juin dernier. Rejetés deux fois par la chambre d'accusation, cette mise en liberté était de droit : délégués primaires, les frères Chaumet ne pouvaient, selon la loi, être détenus plus de six mois sans jugement. Parallèlement, la justice gene-

voise a lancé vendredi des mandats d'arrêt internationaux contre les deux joailliers français, a annoncé dans un communiqué de presse le juge d'instruction M. Paul Ferrandin, magistrat chargé à Genève du dossier Chaumet. Cette démarche de la justice suisse est préventive et prend en compte une simple éventualité : celle où les frères Chaumet quitteraient la France, d'où ils ne peuvent être extradés, pour un

pays tiers avec lequel la Suisse aurait un accord d'extradition.

Au même moment, l'un des créanciers de la joaillerie, partie civile dans ce dossier, écrit au juge d'instruction, M. François Chanut pour lui demander des investigations complémentaires. Lui-même joaillier de la place Vendôme et fournisseur régulier des Chaumet, M. Alexandre Reza veut retrouver une créance qu'il évalue à plus de 18 mil-

lions. Dans la note qu'il a adressée au magistrat, il demande notamment l'audition de M. Albin Chalandon, ministre de la justice et lui aussi créancier des Chaumet. Mais, selon le code de procédure pénale, M. Chalandon ne peut être entendu comme témoin que sur « autorisation du conseil des ministres », autorisation délivrée... « sur le rapport du garde des sceaux ».

La bague mystérieuse

Pourquoi des bijoux pris à la gorge félicités leurs propriétaires pour faire croire que le ministre de la justice leur a rendu une bague qui ne leur appartenait pas ? C'est tout le mystère de la bague et l'une des plus surprenantes bizarreries du dossier Chaumet.

Ce bijou, dont l'histoire a déjà été évoquée par le *Caniard* enchaîné, a été acheté en 1980 au bijoutier londonien Greff, par un citoyen belge, M. Jacques Des-camps. Il s'agit d'une bague - émeraude carrée de 6,6 carats, entourée de deux diamants et de petits brillants - qui est d'abord confiée par l'acheteur aux Chaumet pour transformation et mise à la taille. Rendue bientôt à M. Des-camps, elle est alors évaluée à 1 million de dollars. Le 22 septembre 1981, son propriétaire décide de la mettre en vente et la rend à ses bijoux, qui s'engagent à trouver un acheteur.

Durant six ans, l'affaire restera au point mort. Mais le 2 avril 1987, alors que leur maison est virtuellement en faillite et que les banques vont, quelques jours plus tard, apprendre l'ampleur du désastre, les deux joailliers font faire des copies et attribuent la propriété du bijou qu'ils auraient acheté, le 19 janvier 1986, à M. Albin Chalandon, dont le « compte fournisseur » est crédité du montant de la vente finale, soit 9 914 893 francs.

En apprenant, au cours de l'enquête policière, qu'il aurait été le vendeur de cette bague, M. Chalandon, le 22 septembre 1987, écrit à M. Yves Monnet, procureur général près le cour d'appel de Paris, pour préciser qu'il n'est pour

rien dans cette indicible manœuvre. Allé de la famille - la mère de sa femme a épousé un fils Chaumet - et client de longue date de la joaillerie, M. Chalandon s'est toutefois abstenu de se retourner contre ceux qui voulaient ainsi le rendre complice d'un vol. M. Christian Courty et Roland Dumas, les avocats du bijoutier Alexandre Reza, partie civile, demandent néanmoins son audition afin d'établir notamment si cette fausse vente s'est traduite ou non par des mouvements d'argent.

Cette opération, dont les enquêteurs ne comprennent pas bien la finalité, est d'autant plus curieuse qu'elle s'est répétée avec trois autres protagonistes transformés, à leur insu eux aussi, en vendeurs de bijoux qu'ils affirment n'avoir jamais possédés. Tous trois - M. Michel de Pô, M. Richard de Surmont, M. Emmanuel de Monroville - sont, eux aussi, des proches de longue date des deux bijoux inculpés. D'après les livres saisis chez les Chaumet, ils leur auraient vendu des bijoux qui seraient en réalité la propriété de M. Reza Shafar, de M. Jean-Louis Van den Branden et du baron Alain Gullouren.

Vendeurs soupçonnés et propriétaires réels ont été entendus par les enquêteurs de la brigade financière. La synthèse de ces auditions se trouve dans un procès-verbal en date du 9 novembre 1987. Dans ce même document, l'inspecteur divisionnaire qui a procédé aux interrogatoires des témoins précises : « Le cas de M. Chalandon n'a pas été étudié puisque nous n'avons pas à l'entendre. »

G.M. et E.P.

(Suite de la première page.)

Représentant du fisc, administrateur judiciaire, experts comptables et, surtout, clients concernés, tous donnent la même version.

Inspecteur central des impôts, M. Jean-Paul Camaret explique ainsi que, au cours de vérifications fiscales faites chez Chaumet, de janvier à mai 1986, les comptes courants avaient déjà « attiré [mon] attention » : « Ils s'élevaient à environ 30 millions de francs en masse, la plupart étaient rémunérés avec des taux d'intérêt de l'ordre de 15 %, ce qui m'est apparu comme excessif. Pour moi, comme je l'ai indiqué dans mon rapport, les frères Chaumet se sont comportés comme des banquiers. » Il semble que les rémunérations versées (...) sont ou moins en partie à l'origine du passif constaté - estime à son tour M. Hubert Lafont, administrateur judiciaire, précisant même que, si elles ont été habituelles, ces « opérations financières (...) peuvent être qualifiées de délictueuses ».

M. Jean-Pierre Viala, expert-comptable et commissaire aux comptes de la société Chaumet, est encore plus formel : « Au cours de nos contrôles, il avait été remarqué que diverses sommes avaient été remises en dépôt par des clients potentiels en vue de la conclusion d'une bonne affaire à intervenir. C'est du moins l'explication qui nous a été donnée (...). Cette pratique nous avait semblé en infraction avec la législation en vigueur, la maison Chaumet pouvant à notre sens se voir reprocher, en l'occurrence, l'exercice illégal de la profession de banquier ».

La longue plainte des créanciers



« A mon sens, ajoute-t-il, lors de la même audition, il s'agissait d'une pratique habituelle chez Chaumet. » C'est état de fait même si, le 4 juin dernier, par M. Michel Pouch, autre commissaire aux comptes, dans une lettre au procureur de la République : « Lors de mes contrôles sur les comptes de l'exercice 1985 (...), j'ai notamment signalé ce qui pourrait être considéré comme une infraction à la loi du 24 janvier 1984 réglementant la profession bancaire. »

« Paquet cacheté »

Une quarantaine de clients ainsi mis à contribution par les Chaumet

ont été entendus. La plupart reconnaissent avoir remis des sommes en liquide, que n'accompagnait aucun dépôt de bijoux. En échange, ils recevaient une lettre ainsi libellée : « Nous avons l'honneur de vous confirmer la mise en dépôt à votre nom d'un paquet cacheté contenant des bijoux d'une valeur de... » L'un d'eux, dans sa déposition, ajoute ce commentaire : « Je n'ai jamais remis de paquet cacheté contenant quoi que ce soit à la maison Chaumet (...). J'ai été surpris de voir que le texte de base de ce document était photocopié, ce qui m'a laissé à penser que je n'étais pas le seul dans ce genre d'opérations ».

Démarchés par des intermédiaires financiers, ces clients s'expliquent volontiers. « C'est lors d'une réception que M. X... a fait part à ma fille de possibilités de placements à des taux intéressants, raconte l'un d'eux. J'ignorais la destination de ces fonds et pensais avoir acheté des obligations par l'intermédiaire d'une banque. » Tel directeur général explique que le président de sa société, une agence de voyages, devait « proposer aux actionnaires dont je fais partie de placer les fonds dont nous disposions chez Chaumet ».

« Pour moi, il s'agissait d'un placement d'argent avec ouverture d'un compte courant renchéri l'un des témoins, et jamais il n'a été question de transformer cet argent en pierres ou objets précieux. » A celui-ci, il fut précisé : « qu'il ne serait pas fait allusion au versement d'espèces initial, mais qu'il serait question d'un dépôt de bijoux d'une valeur représentant le décaissement initial ». Tel autre se souvient : « qu'il était fait état d'un paquet cacheté et du montant de la somme ».

Douze pierres brutes

Tel autre encore ne cache pas aux enquêteurs sa surprise : « Je pensais que M. X... me conduisait chez un agent de change, une banque privée ou quelque chose de ce genre. (...) [Il] m'a fait comprendre que les Chaumet avaient besoin de liquidités pour assurer le renouvellement des stocks. Il m'a expliqué que cette pratique était courante dans les milieux de la joaillerie. » L'un des témoins précise même que cette proposition « de faire des prêts déposés en compte courant » lui fut faite « il y a une dizaine d'années » par les frères Chaumet. « Placement intéressant », « paquet cacheté », bruit entendu « au cours de réceptions », ces formules reviennent souvent, comme s'il s'était agi, dans certains milieux financiers, d'un secret de Polichinelle.

Il n'y aurait donc aucun mystère. Mais curieusement, c'est cette clarté même du dossier qui l'obscurcit. Car l'un des clients ayant eu un compte courant rémunéré chez Chaumet n'est autre que le ministre de la justice, par ailleurs oncle par alliance d'un des fils de Jacques Chaumet. Cette ambiguïté ne cesse de peser sur l'information judiciaire.

M. Albin Chalandon a souhaité -

SPORTS

Football

L'affaire Yvenc proche du dénouement

Le comité exécutif de la Fédération internationale de football (FIFA) a fait connaître, vendredi 11 décembre, son jugement dans l'affaire opposant les clubs America Cali et Brest-Armorique pour le transfert du joueur paraguayen Roberto Cabanas (le *Monde* du 1^{er} décembre). Le transfert de ce dernier à Brest devra être réalisé avant le 16 décembre, sur la base de 750 000 dollars. La plainte en justice de M. Juan José Bellini contre son homologue brestois, M. François Yvenc, pour « faux en document privé » devra être retirée. La suspension de Roberto Cabanas est levée. Ces mesures sont sans appel et la FIFA prendrait des sanctions, si elles n'étaient pas appliquées.

Le président d'America Cali a aussitôt indiqué qu'il respecterait ces décisions. En revanche, M. E. Elaneth Amaya, juge d'instruction chargée de l'affaire, a fait savoir qu'elle refusait encore à M. Yvenc l'autorisation de quitter la Colombie où il est resté depuis plus d'un mois.

● **BASKET-BALL** : coupes d'Europe. - Battu à Belgrade par les joueurs du Partizan (84-89), jeudi 10 décembre, l'Elan béarnais d'Orthez occupe la septième place de la poule finale de la coupe d'Europe des clubs champions après le troisième tour aller. Mercredi 9 décembre, au deuxième tour des poules, les clubs français avaient été battus : Monaco par Bologne (84-88), le RCF par Zagreb (81-84) et l'ASVEL par Madrid (84-74).

● **MOTOCYCLISME** : parrainage des marques d'alcool. - « Ricard n'accroche pas le change », a déclaré M. Jean-Marie Laborde, PDG de la société, à la suite de la décision du président de la Fédération française de motocyclisme, M. Hervé Kervella, interdisant les courses sur le circuit Paul-Ricard en raison de la loi du 30 juillet 1987 qui réglemente la publicité des boissons alcoolisées. Pour sa part, la société des cognacs Martell a annoncé le 10 décembre qu'elle mettait un terme à toutes ses opérations de parrainage sportif.

● **SKI ALPIN** : Coupe du monde. - La Suissesse Michela Figini a remporté, le vendredi 11 décembre, la descente de Lochère-le-Bains (Vallée), comptant pour la Coupe du monde. Elle a devancé l'Autrichienne Sigrid Wolf et sa compatriote Brigitte Oberli.

rubis et deux émeraudes - achetées en 1973 et en 1981 à la joaillerie pour un montant total de 5,5 millions de francs. Il ajoute qu'après des versements interrompus en décembre 1986 sa créance se monte aujourd'hui à 5,8 millions de francs. Il ne fait pas mention du compte courant, dont l'existence fut révélée par le *Monde* le 13 octobre et dont il devait reconnaître par la suite qu'il était rémunérateur d'intérêts, tout en affirmant que les sommes ainsi déposées correspondaient à des achats en cours.

M. Chalandon ne serait pas garde des sceaux, il aurait été déjà entendu par la brigade financière, comme les autres clients témoins des pratiques de la maison Chaumet. D'autant plus que sa lettre au procureur général ne répond pas à toutes les questions déposées par ses liens d'affaires avec la joaillerie. Il y a cette bague très coûteuse, dont la propriété lui fut curieusement imputée, à tort, à l'aide d'écritures falsifiées, par les Chaumet (lire par ailleurs).

Il y a ce va-et-vient, signalé par le responsable des coffres chez Chaumet, des noms de M. Chalandon et de son épouse entre plusieurs comptes : deux comptes-clients, deux comptes courants, un compte-fournisseur, un compte-achat, sans que l'on puisse aisément distinguer ce qui les différencie. Il y a ces « dépôts » de M. Chalandon qui, dans les comptes de la joaillerie, ne sont pas mentionnés comme restitués : « Un paquet cacheté plus un pli (n° 1279) » en septembre 1974, « une cassette fermée (n° 1402) » en avril 1975. Il y a enfin, concernant son épouse, le dépôt d'un « paquet cacheté » en novembre 1976, accompagné d'une date de livraison en mars 1987.

Aucune illégalité, il faut le rappeler, n'est reprochée aux clients de la joaillerie. Seuls les Chaumet sont en cause. Mais les créanciers, surtout quand les sommes en jeu sont importantes, souhaitent logiquement être tenus sur un pied d'égalité par le magistrat instructeur. Que M. Chalandon, personne privée, ne soit pas entendu en irrite plus d'un. D'autant plus qu'il fut l'un des clients les plus réguliers de la joaillerie, ayant choisi, ainsi qu'il l'explique lui-même, d'investir « dans l'achat de bijoux comme d'autres investissent dans l'immobilier, la Bourse ou les tableaux ».

C'est peu dire que cette situation embarrasse les policiers chargés de l'enquête. « Nous avons été amenés incidemment et par nécessité à recueillir quelques documents relatifs à M. Albin Chalandon », écrit par exemple l'un d'eux, dans un rapport récent, daté du 4 novembre. Comme s'il s'excusait d'avoir dû croquer, dans ses investigations, le ministre qui déclarait, mercredi, à l'Assemblée nationale : « En ce qui concerne la faillite Chaumet, la justice est saisie. Faites comme vous le sentez, laissez-la poursuivre sa tâche, respectez l'instruction et l'indépendance des magistrats. »

GEORGES MARION et EDWY PLENEL

L'introuvable commissaire Jobic

Avant son inculpation le 20 novembre dernier pour proxénétisme aggravé (le *Monde* du 1^{er} décembre), le commissaire Yves Jobic, affecté à la première division de la police judiciaire de Paris, avait été cité devant la seizième chambre correctionnelle de Paris, à la demande de M. Harry Haik, défenseur de M. Ben Ali, soupçonné de proxénétisme. Le rapport du policier semblait trop affirmatif aux yeux de l'avocat, qui souhaitait amener le commissaire à donner des explications. Le tribunal avait accédé à sa demande en faisant citer M. Jobic à l'audience du jeudi 10 décembre. Cependant, il semble que l'huissier ait eu quelques difficultés à « toucher » le commissaire, même en s'adressant à son employeur... L'audience a donc dû être renvoyée, et il peut être joint, M. Jobic déposera à l'audience le 8 mars.

M. P.

LE PAVILLON DES VINS

L'espace privilégié des vins de Propriété.

Si vous voulez découvrir des vins étonnants d'équilibre et d'authenticité... à des prix surprenants, venez au Pavillon des Vins!

Ce nouvel espace d'accueil que des vins de propriété rigoureusement sélectionnés par des experts œnologues.

EXTRAIT DU CATALOGUE		Prix TTC	Prix TTC Membre du Club
Bleu	TOURNAINE ROUGE Vignobles Tradition 1986 Cuvée des Vignerons de l'Orléans (Loire et Cher) après 10 ans de vinification	13,90 F	12,50 F
Bleu	BORDAUX CHATEAU BORDAUX 1986 100% Cabernet Sauvignon (Gironde) 100% vignes de France, vinification soignée, avec un vin de réserve et de vinification soignée.	20,05 F	18,05 F
Bleu	SABREUR CHAMPAGNE La Cuvée 1986 Cuvée des Vignerons de Saint-Cyr en Val de Loire (Loire) après 10 ans de vinification	27,05 F	24,35 F
Bleu	HAUTE-MAGNON Cuvée Bourgogne Châteauneuf 1983 Cuvée des Vignerons de Saint-Sauveur (Côte d'Or) 100% vignes de France, vinification soignée, avec un vin de réserve et de vinification soignée.	45,45 F	40,90 F
Bleu	CHAMPAGNE 1 ^{re} Cuvée de Réserve Paul Michel, Propriétaire à Cuis (Marne) 100% vignes de France, vinification soignée, avec un vin de réserve et de vinification soignée.	64,80 F	58,35 F

Vos 2 cadeaux de bienvenue
Une réduction de 10%...
et un cadeau surprise

Détachez vite cette page si vous êtes l'un des premiers à la découper. Vous recevrez alors un cadeau surprise d'une valeur de 10%... et d'une agréable surprise!

PAVILLON DES VINS
85, rue de l'Hérault
94220 Charenton
TEL: 43.68.72.30

Ouvert du mardi au samedi de 10h à 19h30

Société

Après le meurtre d'un policier municipal dans l'Isère

Les tensions raciales d'une petite ville

M. François Mitterrand devait se rendre, le lundi 14 décembre, à Vienne (Isère), ville dont M. Louis Mermaz est le maire, puis à Pont-de-Chéruy pour inaugurer le lycée la Pléiade, qui faisait partie des projets de « construction exemplaire » demandés par le président de la République aux différents ministères.

Dans l'une des quatre communes de l'agglomération, où vit une très importante population étrangère, le meurtre à coups de couteau d'un policier municipal a exacerbé les tensions : le meurtrier présumé est un Maghrébin.

LYON
de notre bureau régional

Vingt mille habitants, une vingtaine de nationalités. L'agglomération de Pont-de-Chéruy résume cent cinquante ans d'histoire industrielle : 30 % de la population y est d'origine étrangère. Par vagues, au hasard des guerres, des révolutions, ils sont venus dans cette région, longtemps pourvoyeuse d'emplois et d'avidité de main-d'œuvre non marchée : Italiens, Polonais, Espagnols, Grecs, Portugais, Arméniens, Ukrainiens, puis Maghrébins, se sont succédés pour travailler dans les usines de transformation du cuivre et de fabrication de câbles.

Dans la nuit du 1^{er} novembre, Roger Gauthier est tué à la sortie d'un bar. Il est policier municipal. Son meurtrier présumé, un Algérien, est employé à la société Treficab. Il a, depuis, déserté son domicile et son travail. Le juge d'instruction a inculpé son père, M. Hamikhi Kebli, — présent au moment du meurtre — de complicité d'homicide et l'a fait incarcérer.

Le maire de Charvieu-Chavagnieu, M. Gérard Dezempte (RPR), déclare, dans un message à ses concitoyens, que « la commune est en deuil » et que « les couleurs de la France sont en berne à Charvieu-Chavagnieu ». M. Bruno Gallinich, député Front national du Rhône, le département voisin, dénonce « ce crime raciste anti-Français » et appelle à une manifestation dans les rues de Lyon. Le club motocycliste et le Football-Club de Charvieu-Chavagnieu lancent une pétition adressée au président de la République, lui demandant de « consulter le peuple de France, par voie de référendum, sur le rétablissement de la peine de mort » et d'« expulser tout délinquant d'un premier délit, considérant que de nombreux délinquants étrangers sont récidivistes et deviennent parfois criminels ».

La municipalité se déclare « solidaire » de cette action et imprime le texte de la pétition sur papier à entête de la mairie. Les communes voisines, à l'exception de Pont-de-Chéruy, dont le maire, M. Paul Chenguella, est conseiller général (PS), acceptent de mettre le texte à la disposition du public dans le local d'accueil municipal.

Le 4 novembre, pour les obsèques de Roger Gauthier, la population est appelée à « manifester son témoignage de solidarité dans la dignité et le recueillement ». M. Dezempte assure qu'il s'est efforcé d'éviter tout débordement ce jour-là, interdisant, par exemple, les manifestations silencieuses projetées devant les quelques commerces tenus par des Maghrébins et le domicile de la famille Kebli.

Dans son bureau, le maire a exposé une photo de Roger Gauthier en motocycliste, sous un cadre drapé de bleu-blanc-rouge. Oui, il a signé la pétition, qui aurait, selon lui, recueilli cinq mille trois cents signatures, « tant que gaulliste », il est favorable à la consultation du peuple de France ». Oui, il est « plutôt pour » la peine de mort, « parce qu'il ne serait pas mal de ne pas s'encombrer de criminels que l'on relâche au bout de vingt ans ».

Non, il n'a pas d'accointances avec le Front national, qui a obtenu 17 % des suffrages aux législatives en 1986 dans sa commune, même si, depuis son élection en 1983, aucune famille immigrée n'est acceptée dans les HLM que gère la municipalité.

Au 31 décembre 1982, le nombre de Nord-Africains à Charvieu-Chavagnieu — M. Dezempte ne veut pas parler de Maghrébins — parce que c'est une notion qui fait appel à quelque chose de poétique — s'élevait à mille cent-soixante quinze, soit près de 36 % de la population. Quatre ans plus tard, ils ne sont plus

que 24,5 % et encore au-dessus du « seuil raisonnable de tolérance » que le maire fixe à 20 %. Originaire de Rives, près de Grenoble, M. Dezempte avait été nommé intérimaire du collège de Charvieu-Chavagnieu en 1979. Militant du RPR depuis 1977, il remporta les élections municipales de 1983 contre la liste de la municipalité socialiste sortante, qui avait remporté les élections de 1977 avec plus de 80 % des voix, mais fut victime de dissensions internes.

Elu, M. Dezempte s'efforce de développer la zone industrielle, fait construire une usine-relais de 3 000 mètres carrés et décide de faire transiter les demandes d'emploi par la mairie. « Nous demandons aux entreprises d'embaucher en priorité des résidents de notre commune, mais tout le monde est à égalité », s'empresse-t-il de préciser.

L'association sportive Les Algériens de Charvieu, qui s'entraînait régulièrement sur le stade municipal, s'est vu, peu à peu, supprimer les vestiaires puis restreindre l'accès au terrain de football. M. Dezempte a refusé de participer au conseil intercommunal de prévention de la délinquance, mis en place en novembre par les maires des communes voisines.

M. Dezempte refuse de se prononcer sur le rapport « Sur le racisme et la discrimination en France », que M. Michel Hanoun, député (RPR) de l'Isère, a remis, la semaine dernière, au gouvernement : « Je n'ai pas encore eu le temps de le lire ».

PASCAL ROBERT-DIARD.

L'affaire de la bande FM et de Radio-Courtoisie

Vives réactions à gauche au dessaisissement du juge Grellier

La décision de la chambre criminelle de la Cour de cassation consistant à dessaisir le juge d'instruction M. Claude Grellier, juge d'instruction, a continué à provoquer de nombreuses réactions tant dans le monde judiciaire que dans les milieux politiques.

C'est ainsi que le président de l'Union syndicale des magistrats, M. Michel Joubert, a souhaité que « les passions s'apaisent », précisant « que la procédure qui a été suivie est une procédure parfaitement existante dans nos textes actuels ».

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du Parti socialiste, a dénoncé, vendredi soir à Toulouse, ce qu'il considère être « les pressions multiples, politiques, venant du pouvoir qui s'exercent sur la justice, mettant en cause son indépendance ». En regrettant qu'un « justiciable, parce qu'il était de renom, bien en cour, venait d'obtenir par une procédure inusitée, que son juge n'était pas apte à juger ». Et M. Jospin d'en conclure : « Un pays qui ne peut plus avoir confiance dans sa justice est un pays où la démocratie s'affaiblit ».

Même type de réaction de la part de M. Michel Rocard, pour qui « la justice doit être égale pour tous et ne saurait être à deux vitesses ». Soulignant qu'« il n'appartient pas aux justiciables de choisir leurs juges », M. Rocard observe : « Renvoyer une affaire à une autre juridiction que celle qui se trouve terri-

Une mise au point de la CNCL

La CNCL a publié le vendredi 11 décembre une mise au point pour répondre à « un certain nombre d'erreurs récemment avancées concernant l'instruction des dossiers et le rôle des collaborateurs de la commission » dans l'affaire de la bande FM et notamment de Radio-Courtoisie.

Face à des informations selon lesquelles la commission technique de M. Pascal Valléry-Radot n'aurait pas retenu la candidature de la radio de M. Jean Ferré, la CNCL affirme que « les services de la commission se bornent à assurer l'instruction des dossiers, et les documents qu'ils établissent ne sont que des aides-mémoire destinés à faciliter le travail des membres de la commission ».

La CNCL affirme aussi « se déterminer au vu des seuls dossiers de candidature ». « Il n'y a pas dans la responsabilité des collaborateurs d'inscrire un avis, encore moins une proposition sur les candidatures. Ce rôle est réservé aux membres de la commission », poursuit la CNCL.

Les auteurs présumés d'agressions racistes arrêtés à Caen

Les dérisoires patriotes de la « Main blanche »

CAEN
de notre correspondant

Auteur présumé d'une agression raciste commise dans un bar du Petit-Quevilly, près de Rouen, en mars dernier, et du meurtre d'un épiciériste algérien, à Caen, le 5 juin, Christophe Arcini, vingt-six ans, a été interpellé jeudi à Octeville-sur-Mer (Seine-Maritime) par les policiers du SRPJ de Rouen-Caen et du RAID (Recherche, action, intervention, dissuasion).

Le jeune homme, recherché depuis plusieurs jours, se cachait dans une base désaffectée de l'OTAN. C'est là qu'a également été arrêté Michel Lajoie, vingt et un ans, qui aurait déposé le 1^{er} décembre un colis piégé dans un café du Petit-Quevilly fréquenté par des Maghrébins. Les deux hommes devaient être présentés samedi à M^{me} Fabienne Janocks, juge d'instruction à Caen. Fonctionnaire modèle, Christophe Arcini travaille depuis quatre ans dans les services de la Protection civile, à la préfecture de Caen, comme artificier-démouleur.

Et lorsque, mardi 8 décembre, les policiers de Caen décident de venir perquisitionner chez lui, parce qu'il possède une voiture identique à celle du meurtrier d'Abdelkader Mousaoui, il leur crie, avant de leur échapper en les menaçant d'une grande « Main blanche ». Ce n'est pas à vous que j'en ai, c'est aux Arabes. J'en ai déjà butés.

Christophe Arcini est né en Algérie, à Bône où il a vécu enfant. Sa famille s'installe en France en 1964. Son père est militaire de carrière. Après ses études, il choisit d'abord l'administration des impôts, puis la Protection civile. Parce qu'il aime les armes et les explosifs. Garçon solitaire, taciturne, il n'a pas d'amis.

Excepté Michel Lajoie, parachutiste déserteur, qui partage sa haine des Maghrébins. Lajoie, c'est tout le contraire d'Arcini. Volontiers « frimeur », il n'hésite pas à afficher ses opinions racistes et se vante même d'appartenir à une organisation secrète. En fait, la fameuse « Main blanche » ne rassemblerait que les deux hommes.

Dans son pavillon néo-normand de la rue Rouget-de-Lisle à Caen, Christophe Arcini entasse armes et munitions. Des manuels de survie aussi. Les tracts qu'il laisse sur place après chaque agression sont signés « Irgoun, Israël vaincra », du nom d'une ancienne organisation sioniste. On ne sait pourquoi. Dans une lettre envoyée jeudi à des quotidiens, il avait même imaginé pour la circonstance un « Irgoun d'extrême droite » revendiquant le deuxième attentat du Petit-Quevilly, toujours écrit au feutre noir.

Interpellés près du Havre, au terme d'une cavale dérisoire, les deux hommes étaient en possession d'un stock d'armes. A Caen, vendus devant l'épicerie Aux épices d'Atlas, des inconnus ont déposé des fleurs.

PASCAL MONNIER.

Le « Rainbow-Warrior »

coulé définitivement

L'épave du Rainbow-Warrior, le bateau de Greenpeace coulé le 10 juillet 1985 par des agents secrets français dans le port néo-zélandais d'Auckland, puis renfloué, a été définitivement coulé.

Elle repose désormais sous 20 mètres d'eau, près des îles Cavalli toutes proches de la côte septentrionale de l'île du Nord (une des deux îles principales de la Nouvelle-Zélande). Plusieurs centaines de spectateurs ont assisté à l'opération. — (AFP.)

M. Claude Goasguen directeur du CNED

M. Claude Goasguen, conseiller technique au cabinet de M. René Monory, a été nommé recteur d'académie et directeur du Centre national d'enseignement à distance (CNED) par décret paru au Journal officiel du 5 décembre.

Il remplace M. Dominique Lecourt, qui dirigeait le CNED depuis 1985.

[Né le 12 mars 1945 à Toulon, M. Goasguen est docteur en droit. Maître de conférences à l'université de Paris-Nord (Paris-XIII Villiers), il enseigne le droit du travail et de la formation professionnelle, et le droit des associations. En 1983, M. Goasguen est élu conseiller de Paris (UDF-CDS) dans le 14^e arrondissement, où il est chargé de la vie associative. Il préside la commission « Aménagement urbain, construction, logement et domaine » au Conseil de Paris et le Centre national d'aide à la vie associative. En avril 1986, M. Claude Goasguen est nommé conseiller technique au cabinet de M. Monory, puis inspecteur général de l'éducation nationale en février 1987.]

Le Centre national d'enseignement à distance, dont M. Goasguen devient directeur, a vu ses compétences élargies à la formation professionnelle, à l'éducation permanente et à l'utilisation des technologies nouvelles depuis février 1986.]

LIVRES

POLONAIS
et livres français
sur la Pologne
et
l'Europe de l'Est
Catalogue sur demande
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-6
Tél. : 43-26-51-09

Les progrès de la recherche internationale

Des perspectives encourageantes pour le traitement et la vaccination contre le SIDA

WASHINGTON
de notre envoyée spéciale

« Sans aller jusqu'à parler encore de guérison, nous pouvons dire que le bilan des progrès accomplis, depuis dix-huit mois, pour le traitement du SIDA est largement positif. Il est probable que plusieurs substances peuvent inhiber la répllication du virus chez les malades et améliorer considérablement leur état. » Le professeur Samuel Broder, de l'Institut national du cancer américain est « remarquablement optimiste ». Il a montré, lors de la dernière séance du congrès organisé conjointement à Washington par l'Association pour la recherche contre le cancer (ARC) et l'Institut national du cancer américain, que des patients survivent depuis plus de trente mois sous un traitement par l'AZT, alors que la mortalité précoce reste très importante chez les témoins traités par un placebo. Les essais avec la didéoxycytidine (DDC) sont d'autant plus prometteurs qu'un traitement alternant les deux produits (une semaine d'AZT, une semaine de DDC) permet de réduire très nettement leur toxicité respective. Sous brevet du gouvernement américain, le DDC est fabriqué par Hoffman-La Roche et devrait être bientôt disponible.

Le vaccin utilisé depuis un an sur lui-même et sur des volontaires par le professeur Daniel Zagury (université Pierre-et-Marie-Curie, Paris) est basé sur le même principe. Mais il y ajoute un dispositif stimulant une réponse complémentaire à médiation cellulaire. Il estime, avec une avance importante sur l'équipe de Washington, que son vaccin confère une « faux d'immunité » satisfaisante et durable. Son absence de toxicité est dénotée. La question qui se pose encore est de savoir si le système immunitaire est ainsi suffisamment stimulé pour rejeter le virus en cas de contamination. L'absence de modèle animal complexe élimine le problème.

« Il appartient à présent à l'industrie de se mettre au travail », dit le professeur Robert Gallo, qui estime qu'« un dispositif complémentaire de stimulation du système immunitaire plus facile à appliquer que celui utilisé par le professeur Zagury doit encore être mis au point. Mais, dit-il, au train où vont les choses, nous aurons un vaccin disponible pour tous dans cinq ans. » Le docteur Jean-Claude Chermann, de Marseille, partage cette opinion.

Quatre-vingt-un volontaires

Le docteur Broder estime que la question maintenant la plus importante est celle du traitement des séropositifs qui ne présentent encore aucun signe de la maladie. « Il importe, dit-il, de tester sur mille cinq cents volontaires séropositifs le résultat obtenu par l'administration d'AZT à doses variées et de les comparer au devenir des séropositifs non traités. Il faut deux ans pour juger de cette expérience pour laquelle des volontaires hautement motivés et altruistes ont été trouvés. »

« Le SIDA nous a forcé, pour la première fois, la possibilité d'entreprendre une action concertée pour développer une thérapeutique antivirale. Cela constituera une percée décisive pour toutes les autres maladies à virus, contre lesquelles on ne pouvait, jusqu'à présent, pas grand-chose. »

Des volontaires participent également, depuis septembre dernier, aux premiers essais américains de vaccination (le Monde du 20 août). Il s'agit de quatre-vingt-un hommes sains âgés de dix-huit à soixante ans, dépourvus de toute maladie chronique, séropositifs, et qui sont partagés en quatre groupes qui

reçoivent des doses croissantes (de 10 à 40 microgrammes) d'un vaccin recombinant fabriqué par une petite compagnie (Mérieux-Syngene).

Le vaccin est administré par gratage, comme celui de la variole. Des rappels sont effectués tous les mois. Tous ces volontaires (ils ne sont ni rétribués ni assurés) deviennent séropositifs pour le SIDA. Ils reçoivent un document officiel du gouvernement américain attestant que cette séropositivité est provoquée par un vaccin et non par une atteinte de la maladie.

Le vaccin utilisé depuis un an sur lui-même et sur des volontaires par le professeur Daniel Zagury (université Pierre-et-Marie-Curie, Paris) est basé sur le même principe. Mais il y ajoute un dispositif stimulant une réponse complémentaire à médiation cellulaire. Il estime, avec une avance importante sur l'équipe de Washington, que son vaccin confère une « faux d'immunité » satisfaisante et durable. Son absence de toxicité est dénotée. La question qui se pose encore est de savoir si le système immunitaire est ainsi suffisamment stimulé pour rejeter le virus en cas de contamination. L'absence de modèle animal complexe élimine le problème.

« Il appartient à présent à l'industrie de se mettre au travail », dit le professeur Robert Gallo, qui estime qu'« un dispositif complémentaire de stimulation du système immunitaire plus facile à appliquer que celui utilisé par le professeur Zagury doit encore être mis au point. Mais, dit-il, au train où vont les choses, nous aurons un vaccin disponible pour tous dans cinq ans. » Le docteur Jean-Claude Chermann, de Marseille, partage cette opinion.

D'ESCOFFIER-LAMBOTTE.

« Pour un dépistage systématique chez les femmes enceintes. » Après les observations du président de l'ARC, M. Jacques Crozonnie, réclament un dépistage systématique du SIDA pour toute la population française (le Monde du 11 décembre), huit chercheurs — les professeurs Michel Bolron, Jean-Claude Chermann, Lucien Israël, François Kourilsky, Roger Morier, Léon Schwarczberg et Maurice Tubiana et le docteur Alain Bernard — ont signé avec M. Crozonnie un communiqué de compromis, dans lequel ils suggèrent que le dépistage soit systématique chez les femmes enceintes, et que le test soit proposé lors de l'examen prénatal. « Tous les Français et les Françaises sont invités, s'ils le souhaitent, à se faire dépister », ajoutent les signataires.

En fêtant son cent vingt-cinquième anniversaire

La Croix-Rouge veut rajeunir son image

Elles paraissent immuables, contre les gaz lacrymogènes, le sang qui coule et la panique des foules traumatisées. Coiffées d'un béret modeste 1955 et vêtues dans un uniforme bleu pétrole, les volontaires de la Croix-Rouge sont toujours là, on ne sait trop comment, lorsque les choses tournent mal. Depuis que le Général Henri Dunant découvrait, en 1859, le scandaleux abandon dans lequel étaient laissés par leurs propres armées les blessés français et autrichiens de la bataille de Solferino, de bonnes âmes se dévouent à travers le monde entier pour jouer les ambulanciers.

On aurait pu croire que, au moins en France, le développement des services de santé militaires et des corps de sécurité civile aurait rendu leur intervention superflue. Il n'en est rien. Rassemblées en 1863 dans une « société de secours aux blessés militaires », ces dames de la Croix-Rouge ont vaillamment servi d'ambulanciers durant deux guerres, en 1870 et en 1914-18.

Puis l'insurrection s'est, en quelque sorte, civilisée. En 1940, les secouristes ont porté assistance aux prisonniers, aux réfugiés et aux victimes des bombardements. Dès la paix revenue, ils se sont posés aux carrefours, lors des migrations meurtrières du week-end. Enfin, on les a requis pour chaque manifestation d'importance. L'hiver dernier, après la catastrophe du téléphérique de Luz-Ardiden, dans les Pyrénées, ils transportaient encore des blessés à l'hôpital de Lourdes.

Tout récemment, à Nantes, menacée par un nuage de gaz toxique, ils distribuaient des vivres et des couvertures aux évacués.

La Croix-Rouge est devenue, au fil des décennies, la plus puissante association française à vocation humanitaire. Avec un million de sympathisants-occistants, cent mille volontaires prêts à se rendre sur le terrain et treize mille salariés, l'institution, dont le budget dépasse 2 milliards de francs, gère trois cent soixante-dix hôpitaux, dispensaires, crèches, maisons de retraite et centres d'hébergement. Elle joue aussi le rôle d'une université du premier secours. Plus d'un million et demi d'infirmières, de kinésithérapeutes, de puéricultrices, d'assistantes sociales, de conductrices-ambulancières et de secouristes sont passés par ses écoles.

Cependant, la vieille dame, austère et discrète, souffre de se voir éclipsée par le tapage médiatique d'associations humanitaires nées de fraîche date. Il lui faut dépoussiérer son image. C'est ce qu'elle a résolu de faire à l'occasion du 125^e anniversaire de sa fondation. Challenges entre équipes de secouristes, concours de vidéo, collectes, téléfilms, comédies musicales composées tout exprès, la Croix-Rouge entend briser le mur du silence. Le point d'orgue de sa campagne aura lieu à Paris, le 23 octobre 1988. Ce jour-là, le célèbre drapeau à croix rouge sur fond blanc flottera sur la capitale.

MARC AMBROISE-RENDU.

هكذا من الراحل

Chronologie

Le Monde • Dimanche 13-Lundi 14 décembre 1987 11

Novembre 1987 dans le monde

La chronologie paraît le deuxième dimanche de chaque mois. Les chiffres entre parenthèses indiquent la date du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.

par ÉDOUARD MASUREL

ÉTRANGER

1. - **CANADA** : Mort de René Lévesque, premier ministre du Québec de 1976 à 1985 (3, 4 et 7).
- 1-3. - **FRANCE-ISRAËL** : La visite officielle de M. Jacques Chirac en Israël scelle la réconciliation entre le mouvement gaulliste et l'Etat hébreu (31/X, 3, 4 et 7).
2. - **BRESIL** : Brasília accepte la levée du moratoire sur le paiement des intérêts de sa dette décidée le 20 février et s'engage à discuter avec le FMI (4, 8-9 et 25).
2. - **CHINE** : A l'issue du troisième congrès du PC, qui s'est tenu du 25 octobre au 1^{er} novembre, les organes dirigeants du parti sont profondément renouvelés au profit d'une nouvelle génération, plus favorable aux réformes préconisées par M. Deng Xiaoping. Ce dernier, qui a entraîné dans sa « retraite » la plupart des vétérans du régime, garde la haute main sur les affaires. Son dauphin, M. Zhao Ziyang, reste secrétaire général, mais cède, le 24, ses fonctions de premier ministre à M. Li Peng, un réformateur plus modéré (3, 4, 19, 20, 25, 26, 28 et 29-30).
2. - **RFA** : Deux policiers sont tués par balles lors d'une manifestation contre l'extension de l'aéroport de Francfort (4, 5, 6 et 12).
2. - **URSS** : M. Mikhaïl Gorbatchev, dans son discours pour le soixante-dixième anniversaire de la révolution d'Octobre, se montre prudent dans son évocation de l'histoire de l'URSS depuis 1917 et dans sa critique du stalinisme. Il lance une nouvelle mise en garde contre les « forces conservatrices » qui font obstacle à sa politique de « reconstruction » (du 3 au 9 et 11).
5. - **FINANCES MONDIALES** : Pour faire face à la baisse persistante du dollar et afin de défendre la parité entre le mark et le franc, Bonn décide la baisse de deux de ses trois taux directeurs, en accord avec Paris, qui relève son taux d'intervention de 7,50 % à 8,25 %. Le 24, ce dernier revient à 8 %, le franc se portant mieux, tandis que, toujours en concertation avec Paris, Bonn abaisse à nouveau un de ses taux directeurs : ramené de 5 de 3,50 % à 3,50 %, il passe à 3,25 % (du 1^{er} au 9 et 26).
5. - **NICARAGUA** : Le président Ortega accepte le principe de négociations indirectes avec la Contra, par l'intermédiaire du cardinal Obando, archevêque de Managua. M. Reagan annonce, le 9, devant l'OSAA, qu'il s'écartera plus d'éventuelles discussions avec les autorités nicaraguayennes si des « négociations sérieuses » s'engagent entre les deux camps et la Contra (5, du 7 au 17, 20 et 24).
7. - **TUNISIE** : M. Habib Bourguiba, président depuis 1957, est destitué pour « incapacité » par son premier ministre, M. Zine El Abidine Ben Ali, qui lui succède à la tête de l'Etat. M. Hedi Baccouche est nommé premier ministre. La population et la classe politique accueillent favorablement cette transition pacifique (du 8 au 21).
8. - **IRLANDE DU NORD** : Onze personnes sont tuées à Enniskillen par l'explosion d'une bombe avant une cérémonie devant le monument aux morts. L'IRA, qui revendique cet attentat tout en exprimant ses « regrets », est fermement condamnée, le 15, par les évêques catholiques (du 10 au 13, 17 et 25).
- 8-9. - **ITALIE** : Les « oui » à l'importation largement aux cinq référendums. La responsabilité civile des juges est assurée et le programme électoral remis en cause. Ces résultats sont suivis, du 13 au 19, d'une crise gouvernementale, rapidement résolue, sans que soit modifié le cabinet formé fin juillet par M. Giovanni Goria (6, 10, 11, 13, du 15 au 20 et 26).
- 8-11. - **SOMMET ARABE** : Les vingt membres de la Ligue arabe sont tous représentés au sommet extraordinaire d'Amman (Jordanie), surtout consacré au conflit irano-iranien. Seuls cinq pays ne sont pas représentés par leur chef d'Etat : Arabie saoudite, Libye, Maroc, Mauritanie, Tunisie. Après une spectaculaire « réconciliation » syro-iranienne, la déclaration finale condamne l'Iran et son « obstination à ne pas arrêter les hostilités ». Chaque Etat est autorisé à rétablir ses relations diplomatiques avec l'Egypte, suspendues depuis 1979, et, les jours suivants, tous les pays arabes du Golfe, le Maroc, la Mauritanie et le Yémen du Nord renouent avec Le Caire. Le 12, Damas minimise les résultats du sommet et affirme que son entente avec Téhéran reste « inchangée » (5 et du 8 au 20).
- 9-13. - **FRANCE-CHINE** : M. Li Xianmin effectue en France la première visite d'Etat d'un président chinois (5 et du 8 au 14).
10. - **EUROPE** : Les treize pays membres de l'Agence spatiale européenne (ESA), sauf la Grande-Bretagne, s'engagent à participer financièrement aux trois programmes à long terme concernant le lanceur lourd Ariane-5, l'avion spatial Hermès et les modules habitables du projet Columbus (du 8 au 12).
10. - **NIGER** : Mort à Paris du général Seyni Kountché, chef de l'Etat depuis 1974. Le colonel Ali Seibou, chef d'état-major de l'armée, lui succède le 14 (du 11 au 17 et 22-23).
11. - **ANGOLA** : Pretoria revendique pour la première fois la participation de troupes sud-africaines aux combats dans le sud-est de l'Angola pour soutenir les rebelles de l'UNITA de M. Jonas Savimbi. Ce dernier annonce le 12 que ses troupes ont réussi à repousser la vaste offensive lancée, début septembre, par les forces gouvernementales angolaises assistées par des Cubains et des Soviétiques (4, du 13 au 17, 19 et 27).
11. - **ÉTATS-UNIS** : M. Reagan désigne un troisième candidat pour diriger la Cour suprême, le juge Anthony Kennedy, après le retrait, le 7, du juge Douglas Ginsburg (7, 10 et 13).
11. - **URSS** : M. Boris Eltsine est remplacé à la tête du parti pour la ville de Moscou par M. Lev Zarkov. M. Eltsine, un proche de M. Gorbatchev, avait violemment critiqué, le 21 octobre, devant le comité central, les lenteurs et les échecs de la « reconstruction », s'en prenant notamment à M. Egor Ligatchev, numéro deux du parti (3, 5, du 13 au 16, du 20 au 23 et 26).
12. - **ETHIOPIE** : Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) lance un pressant appel en faveur des cinq millions d'Éthiopiens menacés par la famine dans les régions de l'Érythrée et du Tigré (14, 17, 21, 24, 25 et 29-30).
12. - **FINANCES MONDIALES** : L'annonce d'un déficit commercial des États-Unis de 14,06 milliards de dollars pour septembre, en diminution de 10 % par rapport à août, est bien accueillie par les marchés financiers, qui restaient très pessimistes depuis le début du mois : le dollar progresse et les indices boursiers, qui avaient chuté, le 9, à 1232 à Londres, le 10, à 1878 à New-York et à 273,6 à Paris (6, 4 et de la baisse en une séance), le 11, à 21 036 à Tokyo, se redressent. Mais cette reprise est de courte durée (du 1^{er} au 16).
- 12-13. - **FRANCE-RFA** : Le 50^{ème} sommet franco-allemand, réuni à Karlsruhe, confirme la volonté de Paris et de Bonn d'élargir leur coopération en matière économique et de défense. La construction en commun d'un hélicoptère de combat est décidée et plusieurs accords industriels sont conclus (du 13 au 16 et 28).
13. - **GRANDE-BRETAGNE** : L'identification par les « empreintes génétiques » est reconnue pour la première fois au monde, dans une affaire criminelle, comme preuve de culpabilité, lors d'un procès pour vol à Bristol (15-16).
13. - **IRAN-IRAQ** : Un appel à la mobilisation est lancé à Téhéran au vu de nouvelles offensives terrestres d'envergure, alors que se poursuivent les raids aériens iraniens, les tirs d'artillerie iraniens et les attaques contre le trafic maritime dans le Golfe (du 3 au 10 et du 13 au 27/XI, 1^{er} et 2/XII).
15. - **ROUMANIE** : Des démentes ont lieu à Brasov, où les protestations de milliers d'ouvriers contre les réductions de salaires et les pénuries se transforment en manifestations contre le régime du président Ceausescu (19, 24, 25 et 29-30/XI, 5/XII).
18. - **ÉTATS-UNIS** : Le rapport parlementaire d'enquête sur l'« Irangate » est sévère pour le président Reagan mais ne propose pas d'engager une procédure de destitution (du 19 au 21).
18. - **GRANDE-BRETAGNE** : Un incendie à la station de métro King's Cross à Londres provoque la mort de trente personnes (20 et 21).
20. - **ESPACE** : La fusée européenne Ariane place sur orbite le satellite de télédiffusion directe allemand TV-Sat 1 (15-16 et du 21 au 24).
20. - **ÉTATS-UNIS** : La Maison Blanche et le Congrès parviennent à un accord de principe sur le montant de la réduction du déficit budgétaire : 30 milliards de dollars pour 1988 et 46 milliards pour 1989. Les marchés financiers, qui attendaient cet accord avec impatience, le jugent insuffisant : le dollar chute, jusqu'à 5,56 F, 1,63 DM et 132,45 yens le 30, entraînant les

marchés boursiers, où les indices retombent le 30 au-dessous de 1900 à New-York, de 23 000 à Tokyo, de 300 à Paris et de 1 300 à Londres (à partir du 3).

21. - **ÉTATS-UNIS** : Des démentes cubaines se réfugient à Oakdale (Louisiane), puis, le 23, à Atlanta (Géorgie), après la signature, le 20, d'un accord américano-cubain prévoyant leur rapatriement à Cuba. Ils se rendront, le 30 à Oakdale et le 4 décembre à Atlanta, après avoir obtenu de pouvoir rester aux États-Unis (du 22 au 28/XI, 1^{er}, 4 et 5/XII).

24. - **ÉTATS-UNIS-URSS** : MM. Shultz et Chevardnadze parviennent à Genève l'accord sur les missiles intermédiaires. Pour vérifier leur élimination, des inspections sur place sont prévues pendant quinze ans (5, 6, 12, 13, 14, 19, 21 et du 24 au 27).

25. - **ISRAËL** : Un Palestinien, venu du Liban en ULAM, tue six soldats dans une base militaire de Haute-Galilée, avant d'être tué à son tour (27 et 28).

27. - **SURINAME** : L'opposition au lieutenant-colonel Désiré Bouterse, auteur du coup d'Etat de 1980, remporte les premières élections organisées depuis sept ans. Le Front démocratique, qui regroupe les trois partis ethniques traditionnels (Indiens, créoles et Javanais), obtient 40 des 51 sièges de l'Assemblée (12, 26 et 29-30/XI, 4/XII).

Dégel franco-iranien

Le 27, deux des cinq otages français détenus au Liban, MM. Jean-Louis Normandin et Roger Auker, emmenés en mars 1985 et janvier 1987, sont libérés à Beyrouth. Ils n'y ont pas de charges devant être remises sous incrimination. Aussitôt conduit au Bourget, il s'envoie pour Karachi, où il est échangé, le 30, contre M. Paul Torti, consul de France à Téhéran, qui a été entendu par la justice iranienne avant de quitter la capitale iranienne. Les dispositions de sécurité mis en place fin juin autour des ambassades sont levées, à Paris comme à Téhéran, et le personnel diplomatique peut être rapatrié.

Le 30, tandis que M. Mitterrand rappelle que « l'action diplomatique et politique » doit être menée « dans le respect de la dignité de notre pays », les tractations menées par le gouvernement français pour obtenir la libération des otages sont vivement critiquées par la presse britannique, ainsi que par M^{me} Thatcher et par Washington, qui reprochent à Paris de manquer à la solidarité occidentale face au terrorisme (du 28/XI au 2/XII).

FRANCE

2. - La location-gérance de la Chapelle-Darby, premier groupe papeter français, est confiée au tandem franco-canadien Pinault-Casades, après la mise à l'écart de l'ancien PDG par M. Alain Madelin, ministre de l'Industrie (du 30/X au 5/XI, 7, 13, 24, 28 et 29-30).
4. - Le conseil des ministres approuve le nouveau projet de statut de la Nouvelle-Calédonie. Alors que M. Bernard Pons estime qu'il devrait favoriser la « réconciliation », M. François Mitterrand s'inquiète de « mesures discutables » qui pourraient « devenir intolérables pour une large fraction de la population ». Le projet est adopté le 25 par l'Assemblée nationale, les députés PS, PC et FN votant contre, après quelques concessions faites par M. Pons à l'UDF, qui souhaitait renvoyer l'application du nouveau statut

6. - La Cour de cassation suspend jusqu'au 10 décembre l'instruction de l'affaire Radio-Courtoisie après le dépôt par M. Michel Droit d'une requête en suspension légitime contre le juge Grolier qui l'avait inculpé le 27 octobre de forfaiture (6, du 8 au 13, 15-16, 17 et 25).
9. - L'action Suez, pour sa première cotation, s'établit à 261 F, soit 17,6 % au-dessous du prix de l'offre publique de vente. Pour ne pas décourager les petits porteurs, un paiement en deux temps à un an d'intervalle a été instauré (du 4 au 12).
10. - Le gouvernement accorde aux fonctionnaires un rattrapage salarial : les traitements et pensions sont majorés de 1 % à compter du 1^{er} mai au lieu d'une hausse de 0,6 % prévue pour le 1^{er} novembre (4, 10, 11, 12 et 18).
12. - M. Balladur annonce le report à 1988 de la privatisation de l'UAP, avant de « l'interroger », à l'Assemblée nationale, sur les « effets négatifs » de la crise boursière sur les économies européennes (6, 13, 14, 19, 20, 25 et 28).
12. - M. Jacques Delors, invité de « Questions à domicile » sur TF 1, s'excuse pas de devenir le premier ministre de M. Raymond Barre, ce qui suscite les critiques des dirigeants du PS (8-9, du 14 au 21 et 24).
- 12-13. - Les deux journées nationales des « états généraux » de la Sécurité sociale rassemblent à Paris près d'un millier de professionnels de la santé et de partenaires sociaux (du 11 au 16).
- 12-13. - Les démentes de la centrale de Saint-Maur (Indre) se révoltent et mettent à sac la prison (14, 15-16 et 20).
18. - Le conseil des ministres approuve le projet de réforme de l'instruction, qui prévoit la création de chambres composées de trois magistrats pour décider de la mise en détention provisoire d'un inculpé (7, 14, 19, 20, 21, 25 et 28).
18. - En octobre, le déficit du commerce extérieur a atteint 4,9 milliards de francs, le nombre des chômeurs a diminué de 1 % et les prix ont augmenté de 0,2 % (13, 14, 19, 20, 21, 26 et 28).
18. - Mort de Jacques Anquetil, ancien champion cycliste (19, 20, 22-23 et 25).
- 19-20. - M. Chirac se rend en visite à la Réunion (du 20 au 23).
20. - M. Michel Hanon, député RPR de l'Aube, remet au gouvernement son rapport sur le racisme. Parmi cinquante-trois propositions, il suggère un renforcement de la législation antiraciste et la création

L'affaire Luchaire et le financement des partis politiques

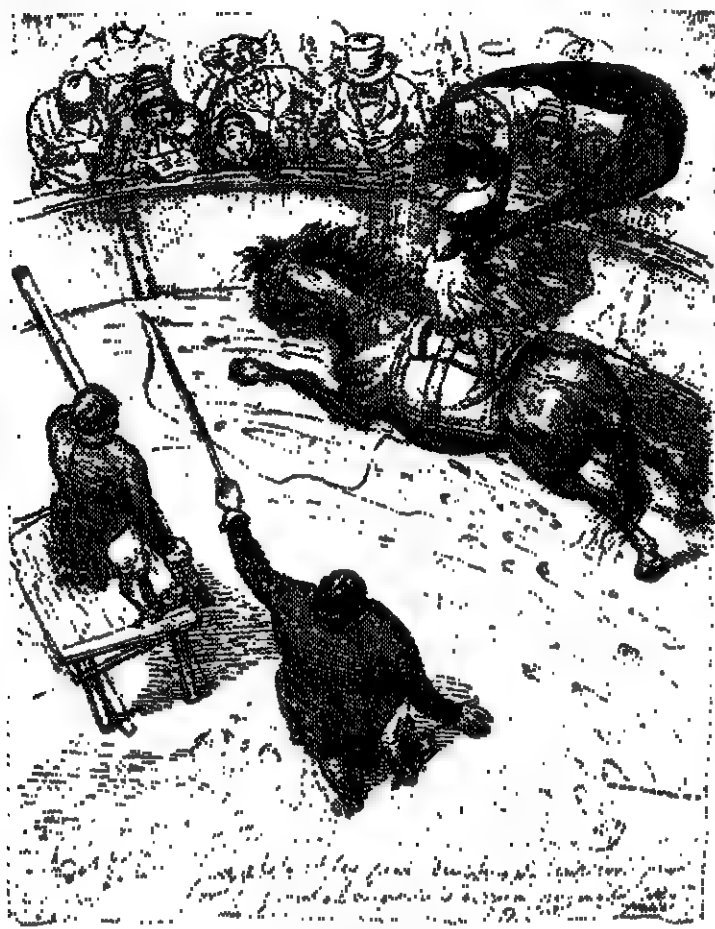
Le 4, le rapport du contrôleur général Barbe sur les ventes illégales de munitions à l'Iran par la société Luchaire, entre 1983 et 1985, est publié par le Figaro, après que l'Express et le Point eurent affirmé que le PS avait touché des commissions sur ces ventes d'armes. Le rapport Barbe, remis en juin 1986 à M. André Giraud après que M. Paul Quilès eut déposé plainte, le 13 mars 1986, souligne que l'amiral Lacoste, alors chef des services secrets, avait alerté dès mai 1984 M. François Mitterrand et M. Charles Hernu. Ces révélations provoquent une vaste polémique politique, la majorité mettant en cause le PS ainsi que « les plus hautes autorités de l'Etat ».

Le 16, sur RTL, M. Mitterrand s'explique longuement sur l'affaire Luchaire : il plaide

CULTURE

3. - Mort d'André Roussin, de l'Académie française (5).
4. - Mort de Pierre Seghers, poète et éditeur (4).
5. - Frédérique Hébrard, pour le Harem (Flammarion), obtient le Grand Prix du roman de l'Académie française (7 et 8-9).
5. - Mort de Georges Franju, cinéaste (6 et 15-16).
11. - Les Iris, tableau peint en 1889 par Vincent Van Gogh, atteint à New-York l'enchère record de 33,9 millions de dollars, soit 320 millions de francs (13).
11. - Mort de Pierre-Almé Touchard, ancien directeur du Conservatoire d'art dramatique et administrateur général de la Comédie-Française (13 et 19).
16. - Tahar Ben Jelloun, pour la Nuit sacrée (Seuil), obtient le prix Goncourt et René-Jean Clot, pour l'Enfant halluciné (Grasset), le prix Renaudot (17 et 18).
16. - Près de six mille personnes se rassemblent au Zénith à Paris sur l'initiative de M. Jack Khalife (PC) pour la défense des « droits de la culture » (18).
16. - Mort de Jean Mailron, spécialiste de l'histoire du mouvement ouvrier (18).
20. - Deux tableaux de Modigliani sont vendus 41 et 34 millions de francs, lors de l'inauguration de la salle de vente Drouot-Montaigne, installée dans le Théâtre des Champs-Élysées (12, 17, 21 et 22-23).
23. - Les prix Femina (romans français et étrangers) sont attribués à Alain Absire, pour l'Égal de Dieu (Calmann-Lévy) et à l'Américaine Susan Minot pour Moutets (Gallimard). Les prix Médicis (romans français et étrangers, essai) récompensent Pierre Mertens pour les Éblouissements (Seuil), l'italien Antonio Tabucchi pour Nocturne indien (Bourgois) et Georges Borgeaud pour le Soleil sur Aubiac (Grasset) (24 et 25).
24. - Mort de Philippe Erlanger, historien (1^{er}/XII).
26. - Mort d'Emmanuel Bondeville, compositeur (28 et 29-30).
30. - M. François Mitterrand inaugure l'Institut du monde arabe à Paris (29-30/XI, 2 et 3/XII).
30. - Mort à Saint-Paul-de-Vence de James Baldwin, écrivain noir américain (2/XII).

ARTS



Dessin préparatoire au frontispice du chapitre « la Terre en plan »

Grandville, dessins originaux
au Musée Carnavalet

Un talent fou

Caricaturiste féroce
sous la Monarchie
de Juillet,
aussi réputé que Daumier,
Grandville
est maintenant connu
pour l'étrangeté
de ses illustrations.

« Ah! si l'on pouvait comparer
mes dessins mis sur bois, avant la
gravure, avec l'épreuve tirée, on ver-
rait si je n'ai pas raison de me
plaindre », soupire Grandville. Le
public peut aujourd'hui juger sur
place : après Nancy, près de quatre
cents dessins sont exposés au Musée
Carnavalet. Et la sécheresse que
nombre de ses contemporains lui
reprochaient dans son œuvre gravée
est absente de ce panorama qui cou-
vre vingt-cinq ans de son activité, de
son départ de Nancy en 1825 à sa
mort précoce en 1847.

Caricaturiste féroce et très vite à
succès, il participe à l'histoire de la
Caricature, le brûlot de Philipon, où

il multiplie les charges contre le
régime en place. C'est à lui qu'on
doit la célèbre lithographie : *L'ordre
règne à Varsovie*, où l'on voit un
coaque fumant sa pipe au milieu
des débris de la capitale polon-
naise. Mais ce sont ses illustrations
qui vont assurer sa survie. Celles qui
accompagnent les œuvres de
La Fontaine, de Molière, de Swift,
ou de La Bruyère et deux chefs-
d'œuvre : *Scènes de la vie publique*
et *privée des animaux*, sur des
textes de Balzac, George Sand ou
Mussot et *Un autre monde*, la
genèse d'un univers que le dessinateur
a inventé.

Les tirages se succèdent, en dépit
des réactions de la critique, qui lui
préfère Daumier. Gavarni et même
Tony Johannot. Théophile Gautier
constate qu'il a rendu ses idées
« avec une clarté prosaïque et une
netteté bourgeoise ». Et, plus loin, le
bon Théophile aime à dire : « C'est
un visionnaire qui rampe ». Baudelaire
est à peine plus indulgent :
« Grandville a touché naturellement
à plusieurs grandes questions et il
finit par tomber dans le vide,
n'étant ni tout à fait philosophe, ni
tout à fait artiste. » A propos d'*Un
autre monde*, il dira : « Dieu est
l'inventeur d'un monde, Grandville
n'est que le bricoleur. » Il

l'aboutit finalement du bout des
lèvres : « C'est par le côté fou de son
talent qu'il est important. »
Les surréalistes apprécieront en
effet les inventions surprenantes de
Grandville destinées à débousso-
ler le lecteur : ses tableaux, en relief,
ses marionnettes sculptées des membres
humains, ses monstres biocéphales,
ses anamorphoses, ses perspectives
croquées, ses vues plongeantes.
La présence d'une multiplicité d'in-
struments d'optique, lunettes, loupes,
besicles, télescopes suggère la diver-
sité des points de vue. Comme est
multipliée la signification des plan-
ches qui peuvent être considérées
sous l'angle du désir, de la contem-
plation, de l'expérience scientifique
ou de la satire sociale.

« C'est donc à une réflexion sur
l'image qu'aboutit cette mise en
cause de l'œil, du regard et de la
perspective », note Annie Renon-
ciat (1). Mais les techniques de
reproduction de l'époque — un assis-
tant reporte le dessin de l'artiste sur
un bois qu'un artisan va travailler à
son tour au burin avant l'impression
— font que la déperdition entre l'ori-
ginal et l'œuvre gravée est assez
grande. A voir l'exposition de Car-
navalet, on comprend mieux l'ana-
thème jeté par Grandville sur ses
collaborateurs.

Son trait est plus vif, plus ner-
veux, moins sec, d'une perfection
moins mécanique. Mais ce que l'on
voit aussi, c'est, de dessin en dessin,
la progression de son travail. Lente-
ment, il accumule les éléments de
son illustration, multiplie les études
minutieuses, modifie peu à peu ses
personnages, intègre dans son travail
en cours des fragments de travaux
antérieurs, avant d'arriver au ré-
sultat final qu'il annote soigneusement
pour l'imprimeur. Tatillon, mania-
que du détail, Grandville n'est peut-
être qu'un bricoleur, mais c'est dans
ce cas un bricoleur de génie.

EMMANUEL DE ROUX.

Jusqu'au 3 janvier 1988.

(1) J.-J. Grandville, par Annie
Renonciat, ACR, édition Vilo.

THÉÂTRE

Retour d'Henry Bernstein,
spécialiste du cœur
et du drame psychologique.
Jusqu'à la guerre,
les plus grands acteurs
l'ont interprété.

Constant Jannetot a « une très
belle fortune ». Il la tient de ses
parents, il se tourne les pouces, sa
seule occupation est de peindre à
l'huile deux ou trois croixes par an
et d'offrir d'excellents dîners aux
critiques d'art qui lui offrent —
retour d'ascenseur — d'excellents
articles.

Gabrielle Jannetot, son épouse, a
un méchant fond sous des dehors
généreux. C'est l'un des « secrets »
de la pièce. Gabrielle est un monstre
de jalousie, d'envie. Elle ne supporte
pas de voir le bonheur d'autrui.
« Une criminelle », dira son mari
lorsqu'il aura compris la chose, au
dernier acte, « elle fait le mal avec
passion, une passion constante et
sombre ». Gabrielle, entre autres
méfaits, brise les ménages.

Sa meilleure amie, Henriette, est
veuve : le mari est mort dans un
accident de la route (Bernstein ne
nous dit pas si Gabrielle avait trafiqué
les freins de la voiture). Hen-
riette a manqué se remarier avec un
séduisant amoureux, Charlie Ponta :
Gabrielle a saboté cela, par des
mensonges.

Un nouveau candidat, son d'Hen-
riette, apparaît : Denis Le Guenn,
diplomate et « une très belle for-
tune ». Le critique dramatique Bris-
son remarquait que Bernstein situait

son théâtre « dans des boudoirs de
milliardaires ». Mais pourquoi pas,
Bernstein était très riche lui-même,
son papa, Marcel, avait fait fortune
en important du guano, tout comme
ce marquis de la pièce de Labiche
Doit-on le dire qui nous précède :
« Le guano ce sont des inconve-
nances d'oiseaux qu'on réduit en
poudre pour l'agriculture ».

Denis Le Guenn a l'imprudence
de se confier à la méchante
Gabrielle : il souffre d'un mal
atroce, la jalousie du passé. S'il
apprenait un jour, dit-il, qu'Hen-
riette a aimé un autre homme, il
vivrait un martyre, et s'enfuirait au
bout du monde.

Gabrielle
est là

Soyez tranquille, lui dit Gabrielle,
qui ne trouve rien de mieux à faire
que d'inviter, ensemble, Henriette et
Le Guenn, jeunes mariés, et Charlie
Ponta, l'ancien amant d'Henriette,
dans une villa proche de Deauville.

Nous voici dans la villa. Ici,
Henry Bernstein se laisse aller à ce
que Jacques Copeau appelait « un
procédé de théâtre franchement
sommatoire et qui surprend sous la
main d'un dramaturge aussi rusé
que l'est M. Bernstein » : c'est que
l'innocent Le Guenn s'entiche
furieusement de Charlie Ponta, ne le
lâche plus, l'oblige à partager des
parties de tennis, de bridge. Et
Bernstein va tout droit au bon
adage : « chance de coco » :
« Quand Ponta est de la partie,

jubilé Le Guenn, je deviens imbatta-
ble ». La salle est ravie, croule de
rires. Bien sûr.

Mais tout va se gâter : Gabrielle
est là pour ça. Le Guenn et Ponta
vont se battre dans le couloir, tout
vrai pugilat. N'ayez pas peur, tout
s'arrangera. « Mon petit mari bien-
aimé, je t'appartiens », dit Hen-
riette à Le Guenn, qui lui donne
« un baiser passionné ». « Je me
reconnais une infâme, j'ai suivi mon
atroce instinct », avoue Gabrielle à
son mari qui la rassure : « Mais je
t'aime ! »

Les dialogues du *Secret* sont, c'est
visible, super-brillants, et qui plus
est, Bernstein tenait à ce qu'ils
soient dits à très haute tension, il
l'indiquait sans cesse dans le texte,
c'est assez drôle. Exemple :
« GABRIELLE (un appel rau-
que) ! ». — Henriette !

— HENRIETTE (avec un rire et
un visage d'horreur). — Ha, ha,
ha... tout était vrai !

— GABRIELLE (intensément).
— Henriette, écoute-moi !...

Henri Bernstein, qui a obtenu des
succès étonnants de 1900 à 1940,
n'était pas n'importe quel. Robert
Kemp raconte ainsi son apparition :
« En 1902, Bernstein arrive comme
un jeune Hercule. Sa brutalement
secoue l'engourdissement des théâ-
tres. Bernstein fait le boucilleur. »
Et notons qu'il fut joué, dès ses
début, par les plus grands acteurs,
Lucien Guitry, Simone, Le Bargy,
ou Gémier, qui n'était pas qu'un
comédien de « boulevard » puisqu'il
avait créé *Ubu Roi*.

Les actuels directeurs du Théâtre
Montparnasse, Myriam de Colombi
et Jérôme Haillet, alertés pour être
par l'adaptation qu'a faite Alain
Resnais de l'œuvre de Bernstein.
Mélo, ont fait « le bon choix » : *Le
Secret* est l'une des meilleures
pièces de l'auteur, sans doute même
la meilleure. Les deux jalousies, la
jalousie-œuvre de Gabrielle Jannetot
et la jalousie rétrospective de Denis
Le Guenn sont bien vues. Mis à part
l'engouement trop voulu et trop sou-
igné de Le Guenn pour Charlie
Ponta, les actes sont bien construits,
et apparemment bien écrits car les
acteurs passent sous silence les
boîtes de phrase trop lourdes.

Serge Mostel avait commencé la
mise en scène, qui a été reprise par
André Voutsinas, lequel est un
vrai spécialiste de ce théâtre psycho-
logique old-fashioned, les robes
d'Henriette et de Gabrielle, signées
Loris Azzaro, sont d'une splendeur
un peu trop voyante, cela ressemble
à un défilé de collection de haute
couture, mais ça défile (agréable)
à coopérer au succès de cette so-
rée, qui pourrait bien durer plus
d'un siècle.

Fabrice Lucchini (Le Guenn) est
très inventif, drôle, brillant. Pierre
Vaneck (Jannetot) parfait de tenue.
Nicole Jamet (Henriette) juste et
charmante. Et Anny Duperey
(Gabrielle, rôle numéro un) sait
dancer, tant elle maîtrise son jeu,
l'étrange « passion sombre » étudiée
par Bernstein.

MICHEL COURNOT.

* Théâtre Montparnasse, 21 heures.

« Le Secret », de Henry Bernstein

Jalousies

CINÉMA

« Le Cabinet du docteur Caligari »

Version intégrale

Le Goethe Institut de Paris
et le ministère
de la Rhénanie-Westphalie
ont présenté,
le mardi 8 décembre,
au Théâtre national
de Chaillot
la version restaurée
la plus complète qui existe
du film de Robert Wiene,
le Cabinet
du docteur Caligari.
La Cinémaèque française
avait prêté son concours
à cette soirée.

nation. L'univers plastique du film
est à son image : inquiétant. Les
décor d'Hermann Warm, Walter
Röhrig et Walter Reimann, peints
en trompe l'œil, déforment la réalité
par des lignes brisées, obliques, des
taches blanches et noires, un gra-
phisme tourmenté. Les maisons et
les escaliers sont tordus, les portes,
les arbres, les fenêtres, les rues, les
couloirs, prennent des formes
étranges, et tout est lié à un désé-
quilibre psychique.

Effets
monochromes

Lotte Eisner, dans son ouvrage
L'Ecran démonté, faisait état
d'une version en couleurs (par pro-
cédé de virage fréquent à l'époque
du cinéma muet) de *Caligari* qu'elle
avait vue jadis. Une copie de cette
version fut retrouvée chez un collec-
tionneur privé à Montevideo. Le
Film Institut de Düsseldorf l'acheta
en 1981 et entreprit la restauration
du film original, avec l'apport d'une
autre copie prêtée par les Archives
nationales de l'Institut britannique
du cinéma. A quelques minutes
près, c'est, maintenant, la version
intégrale avec ses effets mono-
chromes (rouge, bleu, jaune, sépia),
ses cartons d'intertitre.

La partition musicale de Gin-
seppe Becce qui accompagnait les
projections a été, elle aussi, recon-
struite grâce à Lothar Prox et Emil
Gerhard. On a pu l'entendre à
Chaillot, jouée par les trente musi-
ciens de l'Orchestre Sinfonietta
Düsseldorf, sous la direction de
Mark Andreas, en parfait synchro-
nisme avec les scènes fantastiques et
criminelles, l'atmosphère d'épou-
vante et de folie. Une merveille.

JACQUES SICLIER.

LETTRES

Festival du livre de jeunesse
de Montreuil

A Montreuil, le troisième Festival
du livre de jeunesse fête, dimanche
13 décembre, un des plus célèbres et
des plus grands illustrateurs pour
enfants (et pour adultes), Maurice
Sendak, avec une exposition de
reproductions des dessins de l'auteur
de *Max et les Maximonstres*, et une
projection de films de et sur Mau-
rice Sendak (dimanche 13 à
15 heures).

L'ensemble des éditeurs français
de jeunesse sont réunis à l'occasion
de ce troisième Festival, qui prend
plus d'ampleur chaque année, et
permet aux visiteurs de prendre
connaissance — et d'acquiescer —
les livres et les périodiques choisis
dans l'ensemble de la production. Pour la
« journée professionnelle » de jeudi,

quelque cinq mille élèves d'écoles
primaires ont visité cette impres-
sionnante exposition d'images.

Le samedi 12 décembre, l'écri-
vain Michel Chaillou propose une
« performance improvisation » : dix
écrivains pour les « grands » (François
Coppier, Alain Naudaud, Marie
Redonnet, Jacques Ronbaud, Henri
Meschonnic, J.-C. Montel, Pierre-
Fleutiaux, Paul-Louis Rossi,
Renaud Camus, Didier Daenick)
improviseront un roman sur le
thème « La maison qui n'avait pas
de fin », dans un décor d'Alain Bat-
toullet (à partir de 15 heures).

« Canevas des Expositions, Esplanade
Benoit-Fraichon, Montreuil. Mairie-
de-Montreuil. Jusqu'au diman-
che 13, 19 heures.

Les Grands Prix
de la Ville de Paris

Les Grands Prix de la Ville de
Paris ont été décernés à l'Hôtel
de Ville, vendredi 11 décembre,
en présence de M^{me} Françoise de
Pannafieu, adjoint au maire,
chargée des affaires culturelles.
Les dotations financières de ces
prix varient entre 25 000 F et
50 000 F.

● Grand Prix d'histoire :
FRANÇOIS CROUZET.
Universitaire et essayiste, âgé de
soixante-cinq ans, — agrégé d'his-
toire, docteur en lettres diplômé de
la London School of Economics, —
François Crouzet est connu pour ses
travaux sur l'économie britannique
notamment.

● Grand Prix du roman :
FRANÇOIS NOURISSIER.
François Nourissier, âgé de
soixante ans, auteur d'une vingtaine
de livres depuis 1951, critique litté-
raire dans plusieurs publications,
conseiller littéraire aux éditions
Grasset et secrétaire général
(depuis 1983) de l'Académie Gon-
court dont il était membre depuis
1977. Son dernier roman, *En avant,
calme et droit*, a paru cet automne
chez Grasset (*Le Monde* du
28 août).

● Grand Prix de poésie :
LORAND GASPARD.
La vie de Lorand Gaspar se par-
tage entre deux vocations, la chirur-
gie et la poésie, et une réalité, l'exil.
Né en Hongrie en 1925, il fait, après
la guerre et la déportation en Alle-
magne, le choix « radical » de la
France et de sa langue.

● Grand Prix
de littérature dramatique :
COM.
Cet Argentin de quarante-sept
ans vit à Paris depuis 1963. C'est sa
« Dame assise », série de dessins
paraissant dans le *Nouvel Observa-
teur* qui le fit connaître du public.
Mais sa vraie passion est le théâtre.
Ses compatriotes exilés comme lui
(Lavalli, le groupe TSE) vont met-
tre en scène ses premières pièces, *La
Journée d'une rêveuse*, *Eva Peron*.
Par la suite, il montera lui-même sur
les planches. Son théâtre complet
est édité en « 10/18 ».

● Grand Prix
de la littérature enfantine
PHILIPPE DUMAS.
Né en 1940, peintre et écrivain, il
a notamment publié en 1976, à
L'École des loisirs, *Laura, la Terre
Neuve et la Petite Glorie*, tandis
que Flammarion faisait paraître
L'Histoire d'Edouard. Ses ouvrages
ont, depuis, connu une audience
internationale.

● Grand Prix des arts :
AVIGDOR ARICHA.
Cet Israélien, né en Roumanie en
1929, réside en France depuis 1954.
C'est un dessinateur qui, après avoir
été tenté par l'abstraction, a évolué
vers un impressionnisme en noir et
blanc.

● Grand Prix scientifique :
ANDRÉE TUCIER-VIDAL.
Née en 1923, agrégée et docteur
en sciences naturelles, ses travaux
dans le domaine de la neuro-
endocrinologie se situent à la fron-
tière de la biologie et de la médi-
cine. Directeur de recherches au
CNRS, elle anime, le groupe de
neuro-endocrinologie cellulaire du
Collège de France depuis 1970.

● Grand Prix Gérard-Philips :
ROBIN RENUCCI.
Sorti du Conservatoire en 1981,
en compagnie de trente-deux ans à
tenu dans la cour du palais des
Papes à Avignon, en 1987, le rôle de
Camille du *Souffle de satin*, de
Clandet, mis en scène par Antoine
Vitez. On l'a vu au cinéma dans les
films de Michel Deville (*Eaux pro-
fondes*), Claude Chabrol (*Mas-
ques*), et Gérard Mordillat (*Vive la
société*).

● Grand Prix musical :
YANNIS XENAKIS.
Elève de Messiaen, Xenakis a
commencé sa vie professionnelle
comme architecte. Il ne cesse
d'approfondir ses recherches. En
particulier au sein du Centre
d'étude de mathématique et au-
tomatique musicales.

● Grand Prix de la technique :
LUCIEN MALAVARD.
Né en 1901, Lucien Malavard,
docteur en sciences, a été directeur
de recherche au CNRS tout en tra-
vaillant à l'Office national d'étude
et de recherche aérospatiale
(ONERA) dont il devait devenir
président en 1974. Il est l'inventeur
d'un nouveau système de propulsion,
les turbo-voiles.

● Grand Prix
de la photographie :
DENIS BRIHAT.
Personnalité à part dans l'univers
de la photographie, Denis Brihat vit
retiré dans le Lubéron où il travaille
au plus près de la nature, le sujet-
ciel de son œuvre.

● Grand Prix Solis-Cabiani :
ANDRÉ CASTELLOT.
André Castellet, âgé de soixante-
seize ans, est « homme de lettres et
journaliste depuis 1935 », comme il
aime à le dire. On ne compte plus
ses biographies et ses livres d'his-
toire, certains en collaboration avec
Alain Decaux, avec lequel il produi-
sait, à la télévision, « La caméra
explore le temps ».

EN BREF

« Frazzoni », de Wojciech
Marczewski. — A l'occasion de la
parution du n° 15 de la revue *Lettres
Internationales*, le cinéma Accorinti
(20, rue Cujas, 75006 Paris), pré-
sente un film inédit en France : *Fraz-
zoni*, de Wojciech Marzewski (Polo-
nia, 1981), qui a obtenu l'Oran-
ge d'argent et le prix spécial du jury au
Festival de Berlin en 1982. Partici-
pation aux frais : 15 F.

Les négociations de l'OPEP dans l'impasse

La guerre Iran-Irak s'ajoute à l'indiscipline des pays producteurs de pétrole

VIENNE
de notre envoyé spécial

Après trois jours de tractations de couloirs épuisantes, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), réunie à Vienne depuis le 9 décembre, semblait toujours dans l'impasse samedi matin 12 décembre. Les chances de parvenir à un accord crédible permettant de rétablir en 1988 le succès de 1987 et de stabiliser les prix du pétrole à leur niveau actuel paraissent des plus faibles, tant sont fortes les tensions politiques au sein du groupe, qui ensemble, pour son malheur, la plupart des pays impliqués dans la guerre du Golfe, au premier rang desquels l'Irak et l'Iran. « Ce n'est déjà pas facile dans le passé, alors que les belligérants faisaient un effort, mais maintenant nous sommes en plein dans les problèmes politiques », notait avec amertume le ministre gabonais du pétrole.

Trois jours sont passés à tenter de réconcilier d'un côté les pays arabes du Golfe, qui, au nom du « réalisme », veulent réintégrer l'Irak exclu depuis un an des accords et doté d'un quota théorique de 1,5 million de barils/jour, alors qu'il en produit près du double (2,7 millions) et, de l'autre, l'Irak, qui refuse d'accorder à son ennemi l'avantage qu'il réclame et qui

s'accroche à une augmentation des prix de référence jugée impossible par la majorité des pays membres. La lassitude et la colère commencent à gagner les pays du Golfe, non impliqués dans le conflit comme le Nigeria, le Gabon, le Venezuela et l'Indonésie. « On ne doit pas céder aux exigences des pays du Golfe », assure le ministre gabonais, tandis que la délégation vénézuélienne marque des signes d'exaspération de plus en plus nets. Même le ministre nigérian, président de l'Organisation et traditionnellement conciliant, regrette en privé à mots vifs l'intrusion de la politique dans les travaux d'un groupe originellement créé pour défendre exclusivement les intérêts économiques de ses membres.

Les pays neutres n'en continuent pas moins à rechercher un compromis. Samedi matin, alors que les trois ministres devaient se retrouver en séance officielle après une journée et demie de suspension, deux issues paraissent envisageables. Soit un plafonnement de la production de 1988 à 17,5 millions de barils/jour, c'est-à-dire presque le même niveau qu'en 1987 (1), en intégrant l'Irak avec un quota proche de celui qu'il réclame (2,3 millions de barils/jour) mais néanmoins légèrement inférieur à celui de l'Iran. Soit une reconduction

pure et simple de l'accord de 1987 (un plafond de 16,2 millions de barils/jour sur l'année, excluant l'Irak).

« Le marché éclatera de rire »

Mais, en admettant même que ces propositions puissent recueillir l'accord de toutes les parties prenantes, ce qui n'est pas évident, aucune des deux ne semble suffisamment crédible aux observateurs présents pour garantir l'an prochain une stabilisation des prix. « Si cette réunion se termine par une simple reconduction des accords existants, le marché éclatera de rire, notait un membre de l'état-major d'une grande compagnie française; ce serait une manière de prendre congé sans avoir l'air de divorcer, mais cela reviendrait au même. A terme, cela signifierait un prix du pétrole de 15 dollars, au lieu de 17 dollars en moyenne actuellement... Et cela pourrait aller plus loin... »

Le problème de l'OPEP, expliquait de son côté un analyste londonien, n'est pas de fixer un plafond moyen pour l'année mais de limiter suffisamment la production au premier trimestre 1988 pour faire face au déstockage saisonnier. Pour tenir les prix au niveau actuel l'OPEP devrait limiter son rythme d'extraction à 15,5 millions de barils/jour au

maximum, ajoutait-il, notant que cela supposait une baisse de près de 3 millions de barils/jour par rapport au niveau actuel, baisse qu'aucun des pays présents n'était jusqu'ici disposé à accepter... et encore moins à appliquer concrètement.

Compte tenu des positions amoncelées, une rupture pure et simple des négociations sans aucun accord n'était pas complètement exclue. « L'issue est encore imprévisible », assurait un délégué vénézuélien. Une seule chose paraissait en tout état de cause certaine : l'esprit de conciliation qui avait présidé, il y a exactement un an, aux accords de décembre 1986 et qui avait permis à l'OPEP de reprendre le contrôle du marché pétrolier, avait bel et bien disparu. L'Organisation paraissait de fait revenue trois ans en arrière, lorsqu'elle bricolait au fil de réunions laborieuses de mauvais compromis permettant tout juste d'éviter l'effondrement des prix sans empêcher un effritement permanent des cours.

VERONIQUE MAURIS.

(1) Le plafond théorique retenu pour 1986, soit 16,2 millions de barils/jour en moyenne, a été dépassé de 1,5 million de barils/jour en raison d'un accroissement de la production au premier trimestre 1986 pour faire face au déstockage saisonnier.

TRANSPORTS

Les exportations d'Airbus

Vendre, et après ?

La compagnie aérienne espagnole Iberia a signé, le vendredi 11 décembre, un énorme contrat de 10 milliards de francs avec les constructeurs Airbus et McDonnell Douglas (le Monde daté 6-7 décembre). Le marché portera sur quinze appareils Airbus A-320, huit quadrimoteurs Airbus A-340 et dix-sept bimoteurs MD-87.

« Le fuselage de mon avion a été percé. Que faire ? »

Lorsque le président d'une compagnie aérienne doit acheter un type d'appareil pour compléter ou renouveler sa flotte, les critères de choix ne lui manquent pas. Il vérifie la capacité de l'avion à transporter la charge maximale annoncée, son rayon d'action, ses coûts d'exploitation au siège et sa consommation de carburant. Il mesure les dimensions de la soute, compte le nombre de sièges par rangée et, bien sûr, se soucie du prix de vente. Mais ce n'est pas tout : lui importe de plus en plus le service après-vente assuré par le constructeur tout au long de la vie — quelque vingt-cinq ans — d'une machine coûteuse, qui doit rester le moins possible au sol. Le président d'une grande compagnie nord-américaine estime même que la qualité du service après-vente entre pour

40 % dans sa décision d'acheter un appareil plutôt que son concurrent. Chez Airbus, le service après-vente fait donc l'objet de soins attentifs et de mesures de renforcement, car il n'a pas toujours été exempt de critiques. M. Gérard Blanc, qui le dirige, est parfaitement conscient des enjeux et de l'ampleur de la tâche.

« Nous sommes un support technique pour nos clients. Lorsqu'ils rencontrent un problème, ils nous interrogent : les conduites d'eau des toilettes gèlent en altitude ; un engin de maintenance a percé le fuselage de l'avion ; le longeron X présente des marques de corrosion. Que dois-je faire ? Nous recevons chaque jour soixante-dix téléx de ce genre en provenance du monde entier pour les trois

cent quatre-vingt-six Airbus en exploitation. « Nous surveillons de très près le taux de ponctualité, c'est-à-dire les retards de plus de quinze minutes, mais aussi les annulations de vol et les remplacements d'avion. Ce sont de bons indicateurs de la santé de la compagnie. »

Pour assurer ces multiples tâches, six cent cinquante personnes sont mobilisées en permanence. Les usines assemblent les pièces de rechange dans les usines MBH de Hambourg. Certaines sont mises à la disposition de la clientèle. D'autres mettent au point, à Toulouse, la documentation ou les réponses aux problèmes posés.

An Nigeria, un Airbus a fini son atterrissage contre un pylône et dans la zone. Le consortium a été chargé par le consortium de le remettre en état. Il a fallu construire une zone bétonnée et un hangar spécial, et expédier trente techniciens au Nigeria. L'avion revola en février prochain. En 1986, Continental était très mécontent du taux de ponctualité de ses six Airbus. Le consortium a formé le personnel du transport à l'entretien des appareils qui ont été adaptés à l'usage qui en était fait. Début janvier 1987, le taux de ponctualité était remonté à 98,5 % de départs dans les quinze minutes suivant l'heure prévue.

En anglais

« On juge un service après-vente sur sa rapidité à résoudre les questions qui lui sont soumises et à réduire le temps d'immobilisation de l'avion », rappelle M. Blanc. En Europe, on a encore des progrès à réaliser, car on y a encore trop souvent le réflexe de dire : « Ce n'est pas nous qui sommes responsables » et bien des industriels français sont incapables de répondre en anglais à nos clients. Les Américains, eux, répondent d'abord et discutent ensuite pour savoir qui paiera. Airbus réagit actuellement en 24 heures, en moyenne, les demandes des compagnies. Nous réduisons encore ces délais. Pour cela, nous avons ouvert une section dans le secteur de l'assistance technique. Je prie auprès de nos partenaires et de nos fournisseurs pour qu'ils s'associent à nos efforts. »

Quels sont les meilleurs services après-vente du monde aéronautique ? « Celui de motoriste General Electric et celui de notre concurrent Boeing », répond M. Blanc. Mais, dans deux ans, nous serons au niveau de Boeing, et en mesure de le dépasser. »

ALAIN FAUJAS.

● RECTIFICATIF. — Dans l'entretien accordé par M. Jacques Delors (le Monde du 12 décembre) il fallait lire, « les événements qui se sont produits depuis deux mois ont été un impact déflationniste » et non « inflationniste » comme nous l'avons écrit par erreur.

REPÈRES

Mineurs 30 000 suppressions d'emplois en RFA

Les capacités d'extraction de charbon vont être réduites en RFA de 13 millions à 15 millions de tonnes d'ici à 1995, ce qui entraînera la suppression de 30 000 emplois sur 157 000. L'effort sera particulièrement lourd dans le Rhur : 10 millions de tonnes.

Un accord conclu, le vendredi 11 décembre, entre les partenaires sociaux prévoit que ce plan se fera sans licenciements massifs. La production ouest-allemande de charbon ne cesse de baisser : elle est tombée de 82,6 millions de tonnes en 1985 à 77 millions de tonnes cette année, contre 140 millions au début des années 60. Les subventions aux charbonnages, qui ont atteint en 1987 près de 24 milliards de francs, seront fortement réduites.

Masse monétaire

Dérageage en France aussi

« L'expansion monétaire a été forte en octobre », indique vendredi 11 décembre un communiqué de la Banque de France. La masse monétaire M3, l'un des agrégats de référence, a progressé — d'après des statistiques provisoires — de 1,7 % en octobre, après avoir augmenté de 0,5 % en septembre. La variation de M3 par rapport à la moyenne du quatrième trimestre 1986 atteint ainsi 9,9 %. L'objectif fixé par les autorités monétaires pour l'année se situait entre une fourchette comprise entre 3 % et 5 %. Comme la plupart des autres pays industriels, la France connaît donc un dérapage sensible de sa masse monétaire.

Dans son communiqué, la Banque de France relève que « la préférence observée depuis le début de l'année pour les placements les plus liquides s'est sensiblement accentuée durant la crise boursière : elle a porté sur pratiquement toutes les composantes de l'aggrégat L », la définition la plus large de la liquidité.

Consommation

Hausse des ventes, stabilité des prix de gros aux Etats-Unis

Les ventes au détail ont augmenté de 0,2 % en novembre aux Etats-Unis, après deux mois de baisses importantes, a indiqué vendredi 11 décembre, le département américain du commerce. En septembre, les ventes avaient chuté de 1,7 %, puis à nouveau de 0,9 % en octobre, à la suite du krach boursier. En définitive, les ventes au détail étaient en hausse de 3,4 % par rapport à novembre 1986. Sur les onze premiers mois de l'année, elles sont en progression de 3,9 % par rapport à la même période de 1986.

Autre bonne nouvelle pour l'économie américaine : en novembre, les prix de gros étaient stables par rapport au mois précédent, d'après le département américain du travail. L'indice des prix de gros avait baissé de 0,2 % en octobre. Le mois dernier, la hausse modeste des prix des produits alimentaires a été compensée par une baisse sensible des prix des produits énergétiques, pour le troisième mois consécutif. En novembre 1987, les prix de gros étaient supérieurs de 2,5 % à ceux enregistrés un an auparavant. Il n'y avait donc, d'après ces différentes statistiques, ni reprise de l'inflation ni effondrement de la consommation outre-Atlantique.

ÉTRANGER

Ralentissement de la hausse des prix en novembre au Royaume-Uni

Une erreur informatique a sous-évalué l'inflation

Sur les douze derniers mois, les prix de détail ont augmenté, à la fin novembre, de 4,1 % en Grande-Bretagne, a indiqué vendredi 11 décembre, le ministère britannique de l'emploi. Ce résultat traduit une légère décélération de l'inflation outre-Manche : le taux annuel était de 4,5 % à la fin octobre. Mais cette bonne nouvelle a été quelque peu estompée par une autre information : la découverte d'erreurs informatiques qui auraient abouti à une sous-évaluation de l'inflation en Grande-Bretagne depuis le début de 1986.

Le secrétaire d'Etat à l'emploi, M. Norman Fowler, a en effet indiqué, vendredi, qu'à la suite d'erreurs dans la programmation informatique, l'indice des prix britannique avait sous-évalué d'environ 0,1 point chaque mois, depuis février 1986, le rythme de l'inflation. Or de nombreux avantages sociaux (pensions et autres allocations) sont indexés sur l'indice des prix. Des estimations officielles évaluent à près de 100 millions de livres sterling (près d'1 milliard de francs) les économies ainsi réalisées indûment par le gouvernement britannique. Il devrait aujourd'hui procéder à un « rattrapage » de 9,4 millions de retraités — le groupe le plus affecté par cette erreur — devraient bénéficier d'un paiement supplémentaire à ce titre.

EN BREF

● Britoil : Arco rival de British Petroleum. — La compagnie pétrolière américaine Atlantic Richfield (Arco) a pris une participation de 7,7 % dans le capital de Britoil, qui a fait l'objet le semaine dernière d'un raid boursier de British Petroleum (BP). BP, actionnaire à 14,9 % de Britoil, et Arco souhaitent porter leurs participations à 29,9 %. Au-delà de ce seuil, une offre publique d'achat sur la totalité des titres doit être lancée.

L'entrée en scène du groupe américain a fait bondir le titre Britoil à

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Schlumberger

Le conseil d'administration de Schlumberger, réuni le 10 décembre 1987 à New-York, a autorisé la société à racheter jusqu'à 20 millions de ses propres actions. Les rachats seront échelonnés en fonction des conditions du marché.

Le conseil a déclaré, pour le dernier trimestre de 1987, un dividende de 0,40 dollar par action, payable le 15 janvier 1988 aux actionnaires enregistrés au 21 décembre 1987. Le montant de dividende de ce trimestre est identique à celui des trois précédents trimestres.

BILLET

La grande bouffe

On pouvait imaginer que la bise qui a soufflé sur les marchés boursiers et financiers en octobre, et qui ne s'est guère démentie depuis, pousserait les pays cagipés à un peu plus de rigueur. La publication des statistiques du commerce extérieur américain, comme celle du marché français de l'automobile, semble montrer que, jusqu'à présent, le krach n'a rien changé : la grande bouffe continue.

L'effet de richesse ou la traduction de la perte d'un patrimoine sur la consommation annoncée à grand renfort de courbes par tous les spécialistes de l'économie, comme devant conduire inéluctablement à un ralentissement de la demande, se fait attendre. Les Français vont, de ce fait, battre, en 1987, le record des achats d'automobiles : nettement plus de deux millions seront donc immatriculés cette année. Sans doute, l'abaissement substantiel de la TVA, depuis la mi-septembre, y est-il pour quelque chose. Sur les neuf premiers mois de l'année, la progression des ventes de voitures, par rapport à la même période de 1986, était déjà de 10 %.

Le marché immobilier n'est pas en reste puisque les mises en chantier de logements neufs, au cours des trois premiers trimestres, ont, elles aussi, nettement augmenté.

En fait, l'ensemble de la consommation est bon. En octobre, mois symbole et dernière statistique connue, le volume des ventes du grand commerce a atteint son plus haut niveau de l'année. Et comme le pouvoir d'achat n'augmente pratiquement pas, c'est à crédit — une révolution culturelle — que les Français s'emparent. C'est pourquoi cette consommation qui entretient le déséquilibre des comptes extérieurs. Alors que les exportations progressent, que la France a relevé des pertes de marché en Espagne, en Allemagne fédérale (+ 0,4 %) depuis un an, le maintien de cette boulimie cause le déficit par les importations. Si les achats d'automobiles ont globalement augmenté de 18,2 % en novembre, l'attraction pour les belles étrangères a crû de près de 25 %. On achète aujourd'hui, on paye demain.

Les Américains, qui pratiquent depuis longtemps le paiement différé, n'ont, quant à eux, pas l'air de s'en lasser. Et si les exportations des Etats-Unis ont progressé de 3,7 % en octobre, leurs importations ont augmenté plus de trois fois plus vite. Sans doute, les achats de biens industriels peuvent-ils être rassurants, pour l'avenir, mais ceux de textile et d'habillement, d'automobiles, d'électronique grand public soulignent que les Américains n'ont toujours pas décidé de se serrer la ceinture.

Pourquoi le faisant-ils d'ailleurs ? Les économistes de tout poil ne clament-ils pas à Washington qu'il n'y aura pas de récession en 1988. C'est, bien sûr — puisque la baisse du dollar et le maintien d'un haut niveau de liquidités permettent de différer le pire — que la crise boursière ne devrait pas avoir de conséquences fâcheuses sur l'activité économique.

« Pas de perte de confiance »

Le groupe des hauts fonctionnaires des finances des dix principaux pays industrialisés, qui se réunissent mensuellement au Château de la Muette et qui a achevé ses travaux de décembre jeudi 10, pense lui aussi avoir exagéré, le mois passé, les conséquences de ce qui n'était après tout qu'une correction brutale devant « la hausse exagérée des Bourses au cours du printemps et de l'été 1987 », à en croire son porte-parole. « Il n'y a pas eu de perte de confiance généralisée parmi les consommateurs », dit-on désormais à l'OCDE. La preuve, les consommateurs, comme si l'économie réelle était — après le krach comme dans la période précédente de hausses excessives des cours — totalement déconnectée de l'économie financière.

Bien sûr, il y a les Cassandre. L'INSEE prévoit que les effets de la crise ne se feront sentir qu'à partir de juin ; d'autres organismes de prévision parient sur un train de la consommation au profit de l'épargne. Et les plus inquiets des économistes imaginent mal que des pertes boursières approchant 600 milliards de dollars aux Etats-Unis et 300 milliards de francs en France n'aient aucune conséquence.

Mais en attendant de voir le visage que prendra la crise, nous consommons. Et il y a même une bonne nouvelle : les Japonais — longtemps fournis — se mettent eux aussi de la fête (leurs importations ont progressé de 8,7 % le mois dernier). Alors, pourquoi se priver ?

BRUNO DETHOMAS.

SOCIAL

La direction de la Banque de France demande l'expulsion des grévistes

La direction de la Banque de France a demandé, le vendredi 11 décembre, au tribunal de grande instance de Paris de déclarer illégale l'occupation, depuis le 1^{er} décembre, de ses locaux par les grévistes. L'audience aura lieu lundi 14 décembre. Pour le gouvernement de la Banque de France, les grévistes « exercent une pression physique sur le personnel de direction ». Les syndicats qui s'attendaient à

cette décision ont assuré que « l'évacuation se fera dans le calme ». Cette demande de référé a été introduite alors que l'intersyndicale CFTD, CGT, FO, CFTC, SNABF (autonomes) rencontrait M. Jacques Walitzky, premier sous-gouverneur. Les syndicats, qui n'avaient eu aucun interlocuteur valable, depuis trois jours se disaient dans l'ensemble satisfaits de cette entrevue.

● Nouvelle proposition de règlement dans le différend Pennzoil-Texaco. — Pennzoil et des actionnaires de Texaco, regroupés en comité, ont proposé un règlement provisoire de 3 milliards de dollars dans le différend qui oppose les deux compagnies pétrolières américaines. Accusée par Pennzoil de lui avoir « soufflé » illégalement le contrôle d'une troisième compagnie, Getty Oil, Texaco avait été condamnée à lui verser 10,3 milliards de dollars de dommages-intérêts. Texaco, en avril 1987, s'était déclarée en faillite, et Pennzoil, en juillet avait formulé une première proposition de règlement amiable.

● Thomson : Batif Développement fusionnera avec Huard-UCF. — La société de capital-risque de Thomson, Batif Développement, va absorber Huard-UCF, une coquille vide reprise en octobre dernier par le groupe, créée sur le marché au comptant. Thomson, qui procède à des coups d'accroissement sur le capital de Huard, demande la reprise de la cotation de cette entreprise, suspendue depuis plus d'un an. La fusion des deux sociétés donnera naissance à une nouvelle entité, qui gardera le nom de Batif Développement et sera ainsi cotée au comptant. Batif Développement, qui détient en particulier des participations dans Concept SA, Finacor, Viet et Compagnie Finance, et Finageti, pourra donc faire appel au marché si nécessaire.

● La Chapelle-Darblay : contretemps pour l'augmentation de capital. — L'assemblée générale de la Chapelle-Darblay a accepté le principe d'une augmentation de capital de 300 millions de francs mais a subordonné sa réalisation à l'acceptation, par le tribunal de commerce, du plan présenté par le tandem Pinault-Cascades. L'administrateur judiciaire, M. Olivier Segard, a précisé que cette décision « ne change rien » sur le fond et qu'une nouvelle assemblée générale serait convoquée avant la fin de l'année.

Crédits, changes, grands marchés

L'EUROMARCHÉ

Retranchement

Une conduite « agressive » de ses affaires et une politique aventureuse d'expansion, à l'étranger figurent parmi les raisons invoquées par Standard & Poor's pour abaisser mercredi dernier son évaluation du crédit attaché à la célèbre maison new-yorkaise Salomon Inc. La notation (« rating ») n'est plus que de « A+ » contre « AA- » précédemment pour la dette de premier rang et de « A- » contre « A+ » pour la dette subordonnée. En cette triste fin d'année sur les marchés financiers, la nouvelle illustre l'ampleur des changements récents et met en évidence la révision parfois déclinante de leur stratégie à laquelle sont contraints de nombreux établissements de taille moyenne dont l'ambition internationale semblait pleinement justifiée il y a moins d'un an encore.

Les plus puissantes des eurobanques ne manquent pas d'en profiter pour assésir leur supériorité sur le plan mondial. Mais, comme les autres, elles cherchent en premier lieu à assurer de leur position sur leur marché national. Cela facilite une ouverture des marchés internes de capitaux de plusieurs pays à des débiteurs ou à des investisseurs nouveaux. Il n'en demeure pas moins que ce resserrement témoigne d'un nationalisme étroit enfoncé dans ses racines, ses syndicats et ses castes.

Le retranchement sur des positions internes ne manque évidemment pas d'attirer l'attention des ministères des finances de nombreux pays, attirés par la possibilité de recettes fiscales supplémentaires. S'ensuivent des développements déconcertants au premier abord. Les autorités politiques en Europe cherchent-elles à favoriser l'activité euro-obligataire en déviant des marchés domestiques qu'elles ne s'y prendraient pas autrement. Voici qu'aux Pays-Bas on va supprimer les titres au porteur, les obligations « K » pour les emprunts d'Etat. Seules subsisteront les créances « CF », instruments purement comptables. Il y a de quoi effrayer le fameux dentiste belge dont le comportement est si typique des investisseurs privés d'Europe continentale, et renforcer l'attrait des rares émissions d'euro-notes libellées en florins.

La mesure qui vient d'être annoncée aux Pays-Bas ne laisse guère de doute quant à la retenue à la source de 10 % qui pourrait, dès l'année prochaine, affecter les revenus des valeurs allemandes et à laquelle échapperaient seules les transactions à caractère vraiment international. En Autriche également, la réintroduction d'un impôt à la source sur les coupons des obligations est sérieusement envisagée. Une telle

retenue frappe aussi, par exemple, tous les emprunts lancés en Italie, et son existence même explique la faveur dont jouissent auprès du public italien les émissions en euros-livres qui en sont exemptes.

Sur le marché des obligations en francs français, la première apparition d'un emprunt international depuis le mois d'octobre s'est faite dans le secteur des émissions nationales et non dans son appendice euro. La Banque mondiale lance au pair un emprunt d'1 milliard de francs d'une durée de dix ans dont les obligations sont munies d'un coupon annuel de 10 %. L'opération, qui devait être « swapée » en monnaie forte, est destinée à la clientèle privée des banques qu'intéressent tout à la fois la qualité d'une signature qui s'est rarement endettée en francs français et les conditions de l'opération : quelque deux points de base

au-dessus du niveau correspondant des obligations assimilables du Trésor (OAT). Menée sous la direction de la BNP, la transaction a été bien accueillie.

C'est aussi sur un marché national qu'a été lancée la seule opération internationale pour le compte d'un débiteur français. Les conditions en ont été rendues publiques la semaine passée. Il s'agit de l'émission de 300 millions de francs luxembourgeois sur cinq ans pour le compte de la Banque Indosuez offerte à 99,875 % sur la base d'un coupon de 7,41 %, soit un rendement brut de 7,41 %. Placée en quelques heures, l'émission était menée par Indosuez Luxembourg, qui faisait ses premiers pas en tant que chef de file au Grand Duché. Le produit de cet emprunt est, lui aussi, « swapé », laissant l'emprunteur avec des fonds en dollars des Etats-Unis à taux flottant.

On les étrangers s'illustrent

Quant à l'activité euro-obligataire proprement dite, elle se concentre, du fait de l'effondrement du dollar, sur les secteurs à monnaie forte. Le recours au mark allemand s'intensifie après la baisse du taux de l'escompte décidée la semaine dernière. La Bundesbank a paru soucieuse de maintenir les taux d'intérêt inchangés. Les quatre nouvelles émissions de ces derniers jours ont toutes été très bien reçues. Deux d'entre elles étaient dirigées par des banques étrangères domiciliées en Allemagne, où elles trouvent présentement un terrain propice à la démonstration de leurs talents. On attend encore qu'une banque française s'y distingue.

La Banque of Tokyo (Deutschland) a fait une entrée remarquée dans le club des chefs de file, tant en raison de l'emprunteur dont elle soutient les couleurs que de la composition du syndicat. Lancé sur trois ans pour le compte d'Industrial Credit Corporation avec la garantie de la République irlandaise, le placement privé de 50 millions de deutschemarks est la première euro-obligation émise en marks par un établissement japonais pour un débiteur européen. Elle a reçu le soutien des plus grandes banques allemandes, Deutsche Bank en tête, suivie de Commerzbank, Dresdner Bank et de Westdeutsche Landesbank. Offerts au pair, les titres sont munis d'un coupon de 5 %. Ils se traitaient vendredi sur le marché gris à -0,50, -0,25 pour des commissions bancaires totales de 1,375 %.

L'américaine Morgan Stanley GmbH s'est illustrée en apportant une toute première signature scandinave, Svensk Exportkredit (SEK), dont la dette s'orne de la plus haute

distinction possible, le triple A des agences américaines spécialisées. Les obligations émises à 100,375 % sur cinq ans pour un montant total de 300 millions de deutschemarks portent intérêt au taux de 5,375 %, soit un rendement brut de 5,29 %. Les décotes enregistrées en fin de semaine, de 1,375 % à 1 % sur le marché gris, restaient à l'intérieur de commissions bancaires de 2 %.

Parallèlement étaient offerts, à 12,15 DM pièce, 1,5 million de warrants, chacun permettant à leur détenteur d'acquiescer jusqu'au 7 décembre 1989 100 dollars EU à un cours de change de 1,6725 DM. Sortie avant l'annonce de l'énorme déficit commercial américain de 17,63 milliards pour le mois d'octobre, l'émission de warrants s'adressait initialement à ceux qui, misant sur de meilleurs résultats extérieurs, voyaient déjà le dollar abandonner pour un moment son rôle de monnaie de singe.

La chute de la devise américaine qui a suivi, la précipitant jusqu'à 1,6270 DM vendredi, n'a guère affecté la tenue de ces warrants. A la veille du week-end, ils s'échangeaient à 11,40 DM, 12 DM, ce qui, compte tenu d'une commission de vente de 50 pfennigs par warrant, était tout à fait satisfaisant. La résistance de ces instruments tient certes à leur relativement longue période d'exercice de deux ans, mais aussi à la faiblesse de leur prime. Celle-ci n'était que de 7,2 % au moment du lancement. Elle s'approchait de 10 % vendredi, alors que celles des quelques autres warrants de même nature oscillaient entre 13 % et 19,5 %.

(interim.)

LES MATIÈRES PREMIÈRES

La chute libre du cacao

Le 31 décembre 1986, 1 tonne de cacao à Londres valait 1 632 livres. Au cours de la semaine écoulée, les cours ont tombé à 998 livres la tonne, leur niveau le plus bas de ces cinq dernières années. Entre ces deux chiffres, il y a toute l'incompréhension qui sépare, sur le terrain des matières premières, les producteurs du tiers-monde et les consommateurs massivement concentrés en ce qui concerne le cacao dans les pays développés.

Du côté des producteurs, on trouve la Côte-d'Ivoire, premier producteur mondial de fèves (et quatrième pour le café), qui ne peut

plus payer sa dette faute de recettes en devises suffisantes. On trouve encore le Ghana, premier producteur mondial dans les années 70, avant que le nouveau régime laisse à l'abandon ses plantations, aujourd'hui en plein marasme.

Les autorités d'Accra, encouragées par la Banque mondiale, ont engagé un vaste programme de relance de la production pour les cinq prochaines années. 128 millions de dollars accordés par l'Association internationale de développement (IDA), le conseil ghanéen du cacao et différentes banques africaines vont financer cet effort. L'objectif est de porter à 300 000 tonnes la production annuelle (contre 225 000 en 1986-1987).

De l'autre côté, les consommateurs font la fine bouche. S'ils sont prêts à payer cher le produit fini lorsqu'il porte la marque Lindt, Suchard ou Nestlé, ils sont en revanche fermés à tout discours sur la revalorisation de la matière première. Même la France, longtemps en pointe sur ce thème, n'évoque plus officiellement la nécessité de préserver un « juste prix » pour les produits de base (le Monde du 10 décembre). Dans ces circonstances, la crise du cacao fait resurgir les vieux pathos du dialogue manqué entre le Nord et le Sud, à propos d'une denrée aussi superflue que vitale là-bas.

Le blocage ne date pas d'hier. Les excédents de fèves, estimés pour la campagne 1987-1988 à 91 000 tonnes par l'OIC (Organisation internationale du cacao), empêchent toute possibilité de reprise des

cours. Le marché est en situation de pléthore pour la quatrième année consécutive. Si la consommation reste bonne (1 904 million de tonnes), elle ne connaît pas de progression susceptible d'absorber le trop-plein.

Reste l'accord international de 1986 dont la bonne marche s'est enrayée l'été dernier. Après avoir acheté 75 000 tonnes, portant ses réserves à 175 000 tonnes, le directeur du stock régulateur n'est parvenu à infléchir la tendance résistante baissière du marché. Conformément au règlement de l'accord, les achats de soutien ont été stoppés après cette première vague de 75 000 tonnes. Leur reprise est subordonnée à la définition d'une nouvelle fourchette de prix plus basse, celle fixée jusqu'à (1600-2270 DTS) (1) étant manifestement trop élevée.

Le 5 décembre, consommateurs et producteurs ont échoué pour la énième fois dans leurs discussions. Ces derniers étaient prêts à se résoudre à une baisse de l'échelle des prix. Mais ils demandaient aussi que soient taxées plus fortement les importations en provenance des pays non membres de l'OIC, de Malaisie en particulier. En jugeant « discriminatoire » une telle mesure, les consommateurs ont mis fin au dialogue avec les Africains producteurs. Les cours du cacao n'ont dans ces conditions aucune raison de s'arrêter en si mauvais chemin.

ERIC FOTTORINO.

(1) 1 DTS = 1,3 dollar.

LES DEVISES ET L'OR

Le dollar au plus bas

Pas de chance pour le dollar : cette semaine, il est encore allé « au tapis », victime d'une bien mauvaise surprise qui l'a envoyé rejoindre ses plus bas cours historiques contre le deutschemark allemand et le yen japonais, soit 1,63 DM et 128 yens. Cette mauvaise surprise, ce fut l'annonce, jeudi 10 décembre 1987, à 14 h 30 précises (heure française), du plus gros déficit commercial des Etats-Unis depuis le début de 1987, soit 17,63 milliards de dollars en octobre. En trente secondes, le dollar perdit plus de 1 %, tombant de 1,6620 DM à 1,64 DM, pour continuer à baisser lentement par la suite, pour toucher 1,6285 DM et 128 yens avant de se redresser un peu grâce aux interventions des banques centrales. Réserve fédérale américaine y compris.

La pileule fut amère pour tout le monde, à commencer par les milieux officiels de Washington et les milieux financiers de Wall Street, où les cours de la Bourse accusèrent sévèrement le choc. Depuis le début de la semaine, les évaluations portant sur un déficit de 14 à 15 milliards de dollars, contre 14,1 milliards de dollars pour septembre et 15,7 milliards de dollars pour le mois d'août, mauvais résultat qui, annoncé peu avant le lundi « noir » 19 octobre, contribua à la chute de Wall Street. Au-delà de 15 milliards, le résultat était considéré comme mauvais. Mais à plus de 17 milliards, il fut regardé comme « atterrant ». Il n'y avait donc rien à faire : en dépit d'une dévaluation du dollar de plus de 50 % par rapport aux monnaies fortes (DM et yen), le commerce extérieur américain restait tout aussi déséquilibré.

Certes, les commentateurs avancent que les exportations augmentent fortement, signe, précisément, que la

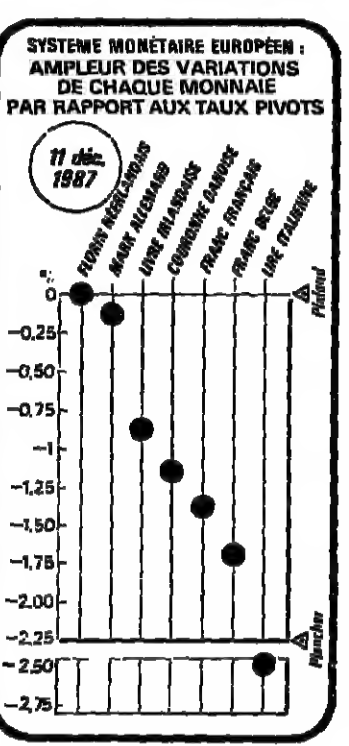
dévaluation du dollar commence à agir. Par ailleurs, ils laissent entendre que l'augmentation encore plus forte des importations reflète les anticipations des acheteurs de produits étrangers, qui redoutaient une hausse de leurs prix calculés en dollars, en raison d'une baisse prévisible du « billet vert » après le krach de Wall Street en octobre. Mais les milieux financiers internationaux soulignent l'irrépressible boulimie des consommateurs d'outre-Atlantique, friands de biens importés de tout poil : électronique, vêtements, chaussures. Ils notent, également, que 30 % des importations américaines proviennent des « quatre dragons » (Hongkong, Taiwan, Corée du Sud et Singapour), dont les monnaies ont pratiquement suivi le dollar dans sa chute, et n'ont donc pas été réévaluées comme le mark et le yen, avec une petite exception pour Taiwan. Ils en concluent donc qu'il y a peu d'espoir de voir le déficit commercial des Etats-Unis se réduire rapidement.

Certains analystes, cependant, basardent qu'une certaine réduction de ce déficit pourrait apparaître dès le milieu de janvier prochain, lorsque seront connus les chiffres du déficit américain pour le mois de novembre. Au cours de ce mois-là, précisément, l'excédent commercial japonais sur les Etats-Unis est revenu de 5,86 milliards de dollars à 4,21 milliards de dollars, ce qui reste toutefois très élevé par rapport à l'excédent de 4,48 milliards de dollars dégagé en novembre 1986 : c'est l'effet de la fameuse courbe en J, qui gonfle en valeur les importations d'un pays ayant réévalué sa monnaie, en dépit d'une diminution en volume. Peut-être alors verrons-nous se profiler les premiers résultats de l'opération

« Baisse du dollar », déclenchée le 22 septembre 1985 par le groupe des Cinq, devenu aujourd'hui le groupe des Sept. A ce propos, M. Kiuchi Miyazawa, ministre japonais des finances, a déclaré qu'« il serait dénué de sens que le groupe des Sept se réunisse, à défaut d'une attitude claire des Etats-Unis, sur la réduction de leur ancien déficit budgétaire ». Il a réaffirmé que les accords du Louvre sur la stabilisation des monnaies, conclus le 22 février dernier, fonctionnent efficacement. Sans doute, mais ce sont alors des accords d'une souplesse telle qu'ils prennent plutôt le nom de « records » ajustables à volonté.

Et la finance française dans tout cela ? La hausse du mark par rapport au dollar aurait dû engendrer, à nouveau, des tensions au sein du système monétaire européen et affaiblir notre monnaie vis-à-vis de la devise allemande. Eh bien, il n'en a rien été. Le cours du mark à Paris n'a pratiquement pas monté après l'annonce du déficit commercial américain, et d'une semaine sur l'autre il s'est maintenu au-dessous de 3,40 F, terminant à 3,3940 F environ, sans intervention de la Banque de France. Il est vrai qu'une rémunération supérieure de cinq points, sur les placements en francs à court terme, à celle offerte sur les placements en marks, procure un soutien appréciable, du moins pour l'instant.

FRANÇOIS RENARD.



COURS MOYENS DE CLOTURE DU 7 AU 11 DÉCEMBRE

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	SEU	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Paris	Lira italienne
New-York	1,6348	—	16,8188	74,9966	61,1621	2,0214	54,3626	8,8829
1,8905	—	17,7304	73,5835	60,1503	2,0768	53,4473	8,8815	—
Paris	16,1787	5,5580	—	418,28	28,45	16,1788	38,471	4,5965
18,774	—	—	—	418,01	38,45	16,1785	38,44	4,5965
Zurich	2,4452	1,338	24,8278	—	81,596	1,9977	72,4958	1,1058
2,4468	1,3390	24,8958	—	81,7443	1,9996	72,6349	1,1078	—
Frankfurt	2,9986	1,6458	28,4995	122,41	—	4,7765	88,8829	1,3546
2,9933	1,6425	28,4768	122,31	—	4,7828	88,8562	1,3546	—
Bruxelles	62,7778	34,23	6,1676	25,6993	289,36	—	18,6083	2,8346
62,5883	34,76	6,1631	25,5776	289,88	—	18,5783	2,8329	—
Amsterdam	18,774	—	33,441	17,98	113,4	—	1,5248	—
18,587	—	33,174	17,67	112,54	5,9826	—	1,5248	—
Milan	211,64	1287	217,48	905,14	758,33	25,2615	686,16	—
2209,31	1227	217,55	902,84	758,84	35,2991	685,86	—	—
Tokyo	256,13	128,75	23,1982	96,5884	78,7482	3,7613	69,9918	8,1867
256,57	132,58	23,4929	97,4963	78,6992	3,8118	70,8177	8,1886	—

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 11 décembre, 4,3107 F contre 4,2566 F le vendredi 4 décembre.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Les taux américains remontent

Cela ne va pas très bien, à nouveau, sur le front des taux d'intérêt, où le vent d'Amérique souffle en bise glacée. Jeudi après-midi, le rendement de l'emprunt-phare du Trésor, le trente ans à échéance en 2017, a bondi à 9,44 % contre 9,22 % le matin et 9,06 % à la veille du week-end. Le coupable ? Tout simplement le déficit commercial américain pour octobre (voir ci-dessus), qui, en poussant le dollar à la baisse, fait craindre une hausse des taux d'intérêt outre-Atlantique, traduisant l'augmentation de la prime de risque sur le « billet vert » et l'inquiétude des détenteurs ou des acheteurs éventuels de devise américaine.

Par ailleurs, les prévisions des « gourous » de Wall Street, tel Henry Kaufman, de la firme Salomon Brothers, ne sont guère optimistes en ce qui concerne les taux. Dans le rapport annuel de cette firme, consacré aux « Perspectives des marchés financiers », M. Kaufman prévoit un rendement de 11 % pour l'emprunt du Trésor à trente ans vers le mi-1988, soit plus d'un point et demi de hausse et une augmentation de même ordre pour les taux du court terme (argent entre banques ou Federal Funds), actuellement à 6 3/4 %.

En attendant l'année nouvelle, la place de Paris qui, il y a une quinzaine de jours, paraissait se désolidariser de celle de New-York en ce qui concerne le loyer de l'argent, a, cette fois-ci, fidèlement suivi. Du jeudi au vendredi, le cours de l'échéance mars sur le MATIF a perdu un point entier, rejaillant à 96,60 environ, après une lente érosion tout au long de la semaine, ce qui porte à plus de 10,75 % le rendement de l'emprunt d'Etat « notional ». Et dire que la semaine dernière, ce cours avait failli retrouver le cours 100, qui correspond à 10 % de rendement, s'arrêtant à 99,70 !

La rechute est dure et traduit la méfiance, voire l'inquiétude des milieux financiers français. Ils se rappellent que, au cours de la première semaine de septembre dernier, le rendement de l'emprunt à trente ans américain avait passé le seuil des 9 %, venant de 7,40 % à la fin mai, pour

atteindre 9 %. On sait que la poursuite de cette hausse, culminant à 10,48 % à Tokyo le matin précédent la chute de Wall Street, le lundi 19 octobre, avait notablement contribué à cette chute. Cela ne trouble pas les experts de Salomon Brothers, qui pronostiquaient une reprise des marchés boursiers aux Etats-Unis et dans le monde pendant le premier semestre de 1988, de l'ordre de 15 % à 20 %. M. Kaufman recommande, tout de même, de privilégier pour les placements les obligations non libellées en dollars, avec une attention particulière pour les Européens accordant une place de choix aux obligations françaises, qui bénéficient de la « meilleure valeur relative ».

Sur le marché français des émissions primaires, calme plat cette semaine et grand vide, du moins pour les grands emprunteurs, probablement jusqu'au début de l'année prochaine. A noter toutefois, l'emprunt de 1 million de francs de la Banque mondiale, au taux « réglementaire » actuel de 10 %.

En novembre, l'en-cours total des SICAV court terme, dites de trésore-

rie, a augmenté de 12 milliards de francs à 442,3 milliards de francs, selon les statistiques de Technique de gestion financière (TGF). La progression a donc repris, après une pause en octobre (+2,1 milliards de francs) et des avances vigoureuses les mois précédents (+20,7 milliards de francs en septembre et +22,3 milliards de francs en août). Une fois de plus, ce sont les SICAV « monétaires », c'est-à-dire investies en placements à court terme non sensibles aux variations de cours, qui ont bénéficié de la faveur des souscripteurs. Leur en-cours brut a augmenté de 17,2 milliards de francs à 267 milliards de francs (de 13 milliards de francs en net) compte tenu de la création de six SICAV nouvelles.

En revanche, et comme d'habitude depuis le mois d'août 1986, les SICAV « sensibles » ont régressé de 3,2 milliards de francs à 54 milliards, tandis que les SICAV régulières perdaient 2 milliards de francs à 121,2 milliards de francs.

F. R.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Evolution des structures du groupe DIAC

Le groupe DIAC a complété sa restructuration par diverses restructurations juridiques et financières qui ont été définitivement adoptées par les A.G.E. des sociétés concernées le 9 décembre 1987, et par des cessions de titres et augmentations de capital qui seront achevées dans les prochaines semaines.

La branche Particuliers sera composée de deux sociétés financières : la DIAC, après fusion avec Renault-Bail, offrira à la clientèle des particuliers l'ensemble des modes de financement (crédit et location avec option d'achat). Elle aura pour filiale COGERA, qui est devenue société financière par décision du Comité des Etablissements de Crédit (le 5 novembre 1987) et poursuivra ses activités de financement des concessionnaires Renault (principalement financements causés de stocks de véhicules et pièces de rechange).

La branche Entreprise sera composée de deux sociétés financières et une société commerciale. DIAC-EQUIPEMENT, après fusion avec CIFA, financera les entreprises en crédit et en crédit-bail.

Sa filiale Parc-Location, après fusion-absorption de Cogeblat, conservera son statut de société commerciale et financera en location longue durée l'ensemble des matériels auparavant financés par ces deux sociétés. Le capital de DIAC-Equipement sera augmenté de 280 millions de francs afin de lui permettre de racheter Parc-Location et de conforter ses fonds propres nets.

Deux autres sociétés de service, rattachées au groupe DIAC, appuient les deux branches : Sigma Services, société commerciale assurant la gestion des contrats d'entretien des véhicules vendus par le réseau Renault ; Recca, société de courtage d'assurances.

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

صكزا من الاصل

18 • Dimanche 13-Lundi 14 décembre 1987 •

Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 Après le sommet de Washington, Américains et Soviétiques ont informé leurs alliés. 4 Les relations entre la France et l'Iran. 5 Quatre Palestiniens tués par l'armée israélienne. 6 Italie : M. Almirante abandonne la direction du MSI.	7 L'Assemblée nationale adopte le projet de réforme de l'instruction. 8 Deux recours socialistes au Conseil constitutionnel. 9 Livres politiques, par André Laurens. 10 Propos et débats.	9 La mise en liberté des frères Chaurmet. 10 SIDA : les perspectives thérapeutiques.	12 Arts : quatre cents dessins originaux de Grandville au musée Carnavalet. Théâtre : Le Secret, de Henry Bernstein. Cinéma : la version intégrale du Cabinet du docteur Caligari, de Robert Wiene.	15 Les négociations de l'OPEP dans l'impasse. 16 Les exportations d'Airbus. 17 La direction de la Banque de France demande l'expulsion des grévistes. 18 Revue des valeurs. 19 Crédits, changes, grands marchés.	Abonnements 2 Cartes 14 Echecs 14 Météorologie 14 Mots croisés 14 Spectacles 13	● Griller dessous : une sage décision ? DIRE ● Flash-back sur la semaine. REP ● Bourse : le bilan de la semaine. BOURSE 3615 Tapez LEMONDE Commandez vos livres sur la librairie du Monde 3616 + LM 16

CORÉE DU SUD : l'anniversaire du putsch de 1979

La tension monte à la veille du scrutin présidentiel

SÉOUL
de notre envoyé spécial

La campagne pour l'élection présidentielle du 16 décembre est entrée dans une phase de turbulence. L'aggravation de la violence « peut conduire au désastre ». « Nous allons vers la catastrophe nationale ». Ces deux déclarations faites, vendredi 11 décembre à quelques heures d'intervalle à des journalistes étrangers, la première par M. Hyun Hong-jun, secrétaire général adjoint du Parti pour la démocratie et la justice (PDJ) et l'un des bras droit de M. Roh Tae-woo, candidat du pouvoir, la seconde par M. Kim Dae-jung, la figure symbolique de l'opposition, témoignent du climat alarmiste qui règne à Séoul.

Le meeting de M. Roh Tae-woo à Chonju, jeudi dernier, au cours duquel le candidat protégé par des boucliers en plastique a été la cible de volées de pierres et de cocktails Molotov, et qui se solda par une centaine de blessés, a amené le gouvernement à prendre des mesures pour assurer la sécurité des candidats. Un dispositif policier renforcé a notamment été mis en place, ce samedi, sur l'esplanade de Yoido à Séoul, où M. Roh doit prendre la parole. Selon la police, des groupes d'étudiants radicaux et de contestataires veulent empêcher la tenue de ce meeting.

Il a lieu, en fait, un jour où l'opposition et les dissidents sont particulièrement mobilisés et ont organisé à travers le pays des manifestations pour exiger la fin des « gouvernements militaires » : le 12 décembre est, en effet, l'anniversaire du putsch de 1979 qui permit au président Chun Doo-hwan, alors général, et à M. Roh Tae-woo, également général à l'époque, de prendre le pouvoir. « Ce week-end sera un moment crucial dans cette campagne », estime un diplomate occidental.

HAÏTI

Quatre candidats à la présidence demandent la démission du Conseil national de gouvernement

Port-au-Prince. — Les quatre principaux candidats à la présidence haïtienne, MM. Marc Bazin, Sylvio Claude, Louis Déjouté et Gérard Gourgue, ont demandé, le vendredi 11 décembre, dans un communiqué commun, la « démission immédiate » du Conseil national de gouvernement (CNG) dirigé par le général Henri Namphy. Ils ont indiqué qu'ils avaient déjà entamé des pourparlers « pour proposer au pays une alternative de gouvernement susceptible d'assurer harmonieusement la transition démocratique ».

Selon les signataires, les dispositions prises par le CNG « confirment une fois de plus sa volonté délibérée de s'installer, sans aucun respect de l'opinion, dans l'illégalité et l'inconstitutionnalité et de conduire le pays à la catastrophe ».

Ces déclarations interviennent après la nomination par les autorités des nouveaux membres du Conseil électoral provisoire, chargé d'organiser les prochaines élections, fixées par le CNG au 17 janvier prochain. Les neuf membres du CEP ont été désignés par le CNG sans consultations préalables. Cinq des neuf organismes devant être représentés ont, en effet, refusé de désigner de nouveaux membres après la destitution, le 29 novembre dernier, des représentants de l'ancien Conseil.

Face à ce double défi des partis politiques et des principaux secteurs de la société haïtienne, le général Namphy a affirmé, lors d'un entretien avec cinq chefs de gouvernement des Caraïbes, que l'armée assurerait la sécurité lors du prochain scrutin. Un nouveau décret électoral doit être publié, le 15 décembre prochain, pour fixer les modalités de scrutin. Le Parti communiste haïtien a déjà indiqué qu'il refusait de participer à des élections sous le contrôle du Conseil national de gouvernement. — (AFP, AP, Reuters)

La proximité de l'échéance d'une élection dont il est clair désormais (une ultime tentative de réconciliation des deux candidats de l'opposition ayant échoué) que le vainqueur sera élu avec une très faible majorité en raison de l'éparpillement des voix contribue certes à la nervosité générale. Les candidats jouent leur va-tout. Et ils ont désormais adopté la stratégie de la tension pour attirer dans leurs camps respectifs les indécis, cherchant moins à les rassurer par des promesses qu'à les inquiéter dans le cas où l'adversaire serait élu.

M. Roh, qui paraît en recul, annonce, désormais, que « le pays et les Jeux olympiques seront emportés dans la tourmente » si un candidat de l'opposition accède au pouvoir. La catastrophe de l'avion de Korean Airlines disparu au large de la Birmanie a, d'autre part, inopinément ravivé l'inquiétude suscitée par la menace du Nord, largement exploitée par le gouvernement.

« Climat de terreur »

M. Kim Dae-jung dénonce, pour sa part, le « climat de terreur » que ferait régner le pouvoir en place pour forcer les électeurs à soutenir son candidat. A l'achat des voix (quelque 1,2 milliard de dollars auraient été mis en circulation par le PDJ pour assurer la victoire de M. Roh), qui s'opère de plus en plus ouvertement et a été dénoncé, vendredi, dans un article énumérant la liste des fraudes par le quotidien Dong-A, s'ajoutent désormais les menaces.

M. Kim a ainsi cité l'exemple d'un sergent, Chung Youn-kwan, de l'unité logistique 88350 de la base de Pyokche, dans la province du Kyonggi, qui, le 4 décembre, aurait été battu à mort par ses supérieurs.

pour avoir voté en faveur de l'opposition (beaucoup de militaires votant par correspondance ont déjà envoyé leur bulletin). Manipulé par la majorité comme par l'opposition, ce climat de violence larvée risque de dégénérer.

La déclaration du 9 décembre de M. Gaston Sigur, secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires de l'Extrême-Orient et du Pacifique, reflète les préoccupations que suscite cette tension à Washington. Elle comporte une implicite mise en garde : « Nous ne voyons aucune raison pour laquelle ces élections devraient être retardées ou annulées », et un appel à la réconciliation nationale.

Des rumeurs circulent à Séoul selon lesquelles le gouvernement pourrait annuler les élections si les troubles s'amplifient. « Ce serait à la Cour suprême et à la commission pour les élections de prendre cette décision. Mais ce n'est pour l'instant qu'une hypothèse », estime M. Hyun, secrétaire adjoint du PDJ. Dans un tel climat de nervosité, les spéculations sur une possible intervention de l'armée tendent, d'autre part, à se renforcer, bien qu'il n'y ait, jusqu'à présent, aucun signe tangible permettant de les étayer. Son rôle dans les affaires politiques depuis vingt ans incite cependant à penser que certains militaires accepteraient difficilement une victoire de l'opposition.

PHILIPPE PONS.

Dans la banlieue du Caire

Une soixantaine d'enfants tués dans un accident de car

LE CAIRE
de notre correspondant

Une soixantaine d'enfants âgés d'une dizaine d'années ont été tués, et presque autant grièvement blessés, vendredi 11 décembre, à la suite d'un accident entre un train et un car d'enfants, dans la banlieue populaire d'An-Chams, au nord-est du Caire. Le car, qui transportait cent vingt enfants et dix adultes entassés, rentrait d'une excursion scolaire.

Près d'arriver, le chauffeur avait décidé de prendre un raccourci emprunté normalement par les charrettes et traversant la voie ferrée ; faisant fi de l'absence de passage à niveau, il s'est engagé entre les motifs de poteaux longeant les rails. C'est à ce moment que le train venant de Suez l'a surpris. L'autobus a été coupé en deux par la locomotive. La partie du car restée sur la voie ferrée a été réduite en un magma informe fait de tôles tordues et de corps déformés. Dans la nuit, les deux hôpitaux où les enfants ont été transportés étaient assiégés par des centaines de parents affolés.

A. B.

Ordinateurs volés à la faculté des sciences de Besançon. — Une quinzaine d'ordinateurs d'une valeur d'environ 700 000 francs ont été volés par des inconnus dans un laboratoire de la faculté des sciences de Besançon. Selon les responsables de la faculté, les voleurs ont des connaissances précises en informatique, car ils se sont emparés du matériel le plus récent et le plus performant.

Le numéro du « Monde » daté 12 décembre 1987 a été tiré à 522 452 exemplaires

RAYONNAGES
BIBLIOTHÈQUES À VOS MESURES

25 années d'expérience
R.-M. Lamy, fabricant — 290, av. du Maine,
75014 Paris. M° Alesia

Le PDG du groupe, M. Rohmer, annonce des décisions spectaculaires

Sir James Goldsmith se retire de « l'Express »

La semaine écoulée restera sans doute marquée d'une pierre noire pour Sir James Goldsmith. Le « joueur chauceux », comme le surnomait récemment le magazine américain Time, a dû en effet renoncer aux deux derniers paris qu'il avait lancés en France, dans le domaine de la presse. Des désaccords avec le directeur de

Quotidiens de Paris, M. Philippe Tesson, l'avaient finalement poussé à refuser d'entrer dans le capital du journal et de participer à la relance qui aurait fait de ce titre « un international Herald Tribune à la française » selon ses rêves (le Monde du 12 décembre). Et dans la foulée, Sir James a décidé de se retirer de l'Express.

Propriétaire depuis 1977 du titre créé par M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, M. Goldsmith l'avait revendu l'été dernier à la Compagnie générale d'électricité, en même temps que sa société mère, la Générale occidentale, tout en conservant moins de 5 % du capital. Bombardé pourtant président du comité éditorial de l'hebdomadaire, il en restait le patron virtuel, et ce malgré la nomination de M. Bruno Rohmer au poste de PDG du groupe Express.

Depuis le vendredi 12 décembre, la situation s'est clarifiée. « Devant l'absence de France pour plusieurs mois, Sir James Goldsmith a décidé d'abandonner la présidence du comité éditorial de l'Express », a indiqué la direction de l'hebdomadaire dans un communiqué. Ce départ s'accompagne de celui de M. Jean-Paul Pignasse, M. Pignasse, qui fut journaliste dans la presse économique (Entreprise, les Echos), avait été nommé directeur des rédactions des publications du groupe Express (l'Express et ses hebdomadaires, le Vif-Express, l'Express international, etc.) en août 1986 par Jimmy Goldsmith, après avoir effectué une mission de reorganisation du groupe en sa qualité de PDG de la Société de struc-

turation de presse (groupe Expend). M. Yano de l'Ecofin, directeur adjoint des rédactions et journaliste à l'Express depuis dix ans, a été nommé à son poste par M. Bruno Rohmer, PDG.

Ces décisions, annoncées le vendredi 11 décembre à une assemblée générale de la rédaction par les membres de la Société des rédacteurs qui avaient rencontré M. Rohmer juste auparavant, ont été favorablement accueillies. « La Compagnie générale d'électricité, propriétaire de l'Express via la Générale occidentale, sentait qu'il y avait une crise latente due à la nomination de Jimmy Goldsmith à un poste qu'il n'occupait pas, ce qui paralysait le journal », affirme un rédacteur. Le personnel se réjouit donc de la clarification apportée à l'Express.

Maintenant seul patron du groupe, M. Rohmer a indiqué que l'Express ne se portait pas si mal : les ventes en 1987 ont augmenté de 0,5 % et les recettes publicitaires de 12 %. Il a précisé cependant que le redressement des ventes était à l'ordre du jour et qu'une importante étude concernant l'audience des quatre hebdomadaires — dont l'existence a souvent été mise en cause au sein de l'Express — et portant sur

« Libération » empêché de paraître par une grève de la fabrication

Le quotidien Libération n'a pas paru en kiosque le samedi 12 décembre, à la suite d'une grève décidée dans la soirée du vendredi 11 décembre par les quatre-vingt-cinq membres de l'atelier de fabrication. Les grévistes réclament l'ouverture de « véritables négociations » sur la garantie de l'emploi.

Un accord d'entreprise avait été signé en juin dernier entre la direction et la fabrication de Libération, qui prévoyait la maintien, pendant deux ans, de l'ensemble du personnel de ce secteur. La menace de trente-cinq licenciements prévus dans le plan de redressement du nouveau directeur général du quotidien, M. Jean-Louis Pénhou, remet en cause cet accord, selon la fabrication. Il prévoit des suppressions d'emplois dans l'ensemble des secteurs du journal (rédaction, administration, fabrication). Une tentative de discussions avec la direction a bien eu lieu durant la journée de vendredi, mais elle a avorté et la grève — dont le préavis avait été déposé il y a deux jours — a été décidée.

Celle-ci intervient alors que Libération est en proie à l'inquiétude : la procédure de départs volontaires choisie par la direction se clot le 21 décembre. Si le chiffre de trente-cinq suppressions de postes n'est pas atteint, la direction compte avoir recours à des licenciements.

En outre, la direction et la rédaction sont en conflit à propos des élections des délégués du personnel du comité d'entreprise, le mercredi 10 décembre. La direction assure que le quorum n'aurait pas été respecté dans le collège cadres et journalistes. Elle a indiqué qu'elle demanderait au tribunal d'instances de faire procéder à un second tour le 18 décembre. Les syndicats soulignent, de leur côté, le caractère « historique » pour Libération de l'importante participation des journalistes et des cadres au vote de mercredi : sur 303 inscrits, il y a eu 152 votants, 130 voix se portant sur la liste commune CFT-CFDT. Celle-ci a donc obtenu 5 élus (4 CFDT, 1 CGT) au comité d'entreprise et une représentation voisine aux élections des délégués du personnel.

Y.-M. L.

Les « petites » privatisations

Le capital de trois banques régionales bientôt ouvert au public

Faute de pouvoir privatiser de grandes sociétés, le gouvernement prépare la mise sur le marché d'une partie du capital (le tiers environ) de trois banques régionales, filiales de la compagnie financière du CIC : la Société lyonnaise de banque, le Crédit industriel d'Alsace et de Lorraine et le Crédit industriel de l'Ouest. Vendredi 11 décembre, le ministre des finances a lancé les appels d'offre en vue de la désignation des banques conseils et cabinets d'audit qui seront chargés de préparer ces opérations. Les candidats ont jusqu'au 18 décembre pour se faire connaître.

Dans son communiqué, le ministre précise que la mise sur le marché de ces trois filiales du CIC constitue « la suite logique de l'opération de restructuration », réalisée au sein du groupe. Les relations entre le GAN, actionnaire important du groupe et la Compagnie financière d'une part, et le CIC et ses filiales d'autre part, ont été simplifiées.

Les actions de ces trois filiales seront introduites sur les places financières de Lyon, de Nancy et de Nantes. Leur capital sera ainsi ouvert à l'épargne locale, « conformément à la vocation de ces institutions ». La Rue de Rivoli indique en outre que ces mises sur le marché « pourront s'accompagner le cas échéant d'une augmentation de capital ». En tout état de cause, ces opérations ne « seront réalisées que lorsque les conditions du marché le permettront ».

Le capital de trois banques régionales bientôt ouvert au public

Le capital de trois banques régionales bientôt ouvert au public

MONSIEUR ELYSEES

100 av. des CHAMPS-ÉLYSÉES, PARIS 8

LIQUIDATION TOTALE

AVANT TRAVAUX

2^e DEMARQUE

LAINVIL, DIOR, CARDIN, YSL, MAXIM'S, etc.
Costumes depuis 990F Pulls depuis 195F
Vestes 400F Chemises 150F
Pantalons 250F Cravates soie 100F
PRIX EXCEPTIONNELS SUR RAYONS CACHEMIRE ET CUIRS.

Alexandre Reza
collection reflets
23, place Vendôme, Paris.

Annuaire d'après un modèle trouvé à Suse (2500 av. J.-C.). Bague 2 ans 9600 francs.